C.R.A.C. N° 9 (2021-2022)

4e session de la 11e législature

PARLEMENT WALLON

SESSION 2021-2022

COMPTE RENDU

AVANCÉ

Séance publique de commission*

Commission de l'environnement, de la nature et du bien-être animal

Mardi 7 septembre 2021

*Application de l'art. 161 du règlement

Le compte rendu avancé ne peut être cité que s'il est précisé qu'il s'agit d'une version qui n'engage ni le Parlement ni les orateurs

SOMMAIRE

<i>Ouverture de la séance</i>	1
<i>Organisation des travaux</i>	1
<i>Désignation d'un président et de deux vice-présidents</i>	
Intervenants : M. le Président, M. Tzanetatos, Mme Pécriaux.....	1
<i>Examen de l'arriéré</i>	1
<i>Projet de visite sur le rôle des zoos et des parcs animaliers et autres acteurs du secteur en matière de sensibilisation du public à la préservation de la nature et au bien-être animal</i>	1
<i>Stratégie wallonne de politique répressive environnementale</i>	2
<i>Proposition de décret modifiant les articles 2, 6 et 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets afin de généraliser le système de consignes en Wallonie déposée par MM. Matagne, Desquesnes, Mme Goffinet, MM. Antoine, Bastin et Dispa (Doc. 184 (2019-2020) N° 1) – Auditions</i>	
Intervenants : M. le Président, MM. Desquesnes, Clersy, Maroy, Mme Pécriaux, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....	2
<i>Projets et propositions</i>	7
<i>Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, signée à Martelange le 9 avril 2019 (Doc. 655 (2020-2021) N° 1)</i>	
	7
<i>Désignation d'un rapporteur</i>	
Intervenants : M. le Président, M. Tzanetatos.....	7
<i>Exposé de Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal</i>	
Intervenants : M. le Président, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....	7
<i>Discussion générale</i>	
Intervenants : M. le Président, M. Tzanetatos, Mme Kelleter, MM. Dupont, Matagne, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....	8
<i>Examen et vote de l'article unique</i>	11
<i>Vote sur l'ensemble</i>	11
<i>Confiance au président et au rapporteur</i>	11

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets (Doc. 659 (2020-2021) N° 1)..... 11

Désignation d'un rapporteur

Intervenants : M. le Président, M. Bierin..... 12

Exposé de Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

Intervenants : M. le Président, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal..... 12

Discussion générale

Intervenants : M. le Président, MM. Tzanetatos, Clersy, Dupont, Matagne, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal..... 12

Examen et vote de l'article unique..... 15

Vote sur l'ensemble..... 15

Confiance au président et au rapporteur..... 15

Interpellations et questions orales..... 15

Question orale de M. Bastin à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les rencontres de Mme la Ministre avec des sociétés, associations, fondations ou associations de fait depuis le 1er janvier 2021 »

Intervenants : M. le Président, M. Bastin, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal..... 15

Question orale de Mme Goffinet à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'exploitation de déchets transfrontaliers »

Intervenants : M. le Président, Mme Goffinet, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal..... 17

Reprise de la séance..... 18

Interpellations et questions orales (Suite)..... 18

Question orale de M. Fontaine à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le triage spécifique pour les langes et protections indispensables pour adultes »

Intervenants : M. le Président, M. Fontaine, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal..... 18

Question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la mortalité de poissons sur l'Escaut et la Dendre »

Intervenants : M. le Président, M. Cornillie, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....19

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les quantités de pesticides utilisées en Wallonie »

Intervenants : M. le Président, M. Desquesnes, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....21

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'incendie sur le site de Cometsambre à Obourg »

Intervenants : M. le Président, M. Desquesnes, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....23

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le contrôle des effluents d'élevage »

Intervenants : M. le Président, M. Desquesnes, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....24

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la pollution de la nappe phréatique suite à l'effondrement de la voirie à Neufvilles sur la N524 »

Intervenants : M. le Président, M. Desquesnes, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....25

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les pollutions causées par les inondations » ;

Question orale de M. Maroy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la pollution des cours d'eau et les problèmes dans les stations d'épuration suite aux inondations » ;

Question orale de M. Clersy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la pollution des eaux et des sols générée par les inondations »

Intervenants : M. le Président, MM. Desquesnes, Maroy, Clersy, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....26

Question orale de M. Maroy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la gestion des déchets liés aux inondations » ;

Question orale de M. Clersy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la gestion des déchets générés par les inondations » ;

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la gestion des déchets engendrés par les inondations » ;

Question orale de Mme Pécriaux à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'évacuation des déchets liés aux inondations »

Intervenants : M. le Président, MM. Maroy, Clersy, Desquesnes, Mme Pécriaux, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....32

Reprise de la séance.....37

Interpellations et questions orales (Suite).....37

Question orale de Mme Cassart-Mailleux à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les travaux visant à optimiser la gestion des égouts »

Intervenants : M. le Président, Mme Cassart-Mailleux, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....37

Question orale de Mme Galant à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les études typographiques d'Elia à Soignies »

Intervenants : M. le Président, Mme Galant, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....38

Question orale de M. Frédéric à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la reconstruction des berges et murs de protection endommagés par les inondations »

Intervenants : M. le Président, M. Frédéric, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....39

Question orale de Mme Kelleter à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les actions citoyennes de nettoyage après les inondations » ;

Question orale de Mme Pécriaux à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le nettoyage des rivières consécutif aux inondations de juillet »

Intervenants : M. le Président, Mmes Kelleter, Pécriaux, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....42

Question orale de M. Hardy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le suivi des mesures relatives à la pollution au polychlorobiphényle (PCB) engendrée par l'activité des broyeurs à métaux en Wallonie »

Intervenants : M. le Président, M. Hardy, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....44

Question orale de M. Antoine à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'assainissement de la décharge de Basse-Wavre »

Intervenants : M. le Président, M. Antoine, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....46

Question orale de M. Dupont à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'amnistie sur la facture d'eau »

Intervenants : M. le Président, M. Dupont, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....47

Question orale de M. Dupont à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le ramassage des déchets à Verviers »

Intervenants : M. le Président, M. Dupont, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....48

Question orale de Mme Vandorpe à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le suivi judiciaire de la pollution de l'Escaut »

Intervenants : M. le Président, Mme Vandorpe, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....49

Question orale de Mme Nikolic à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le curage du Geer »

Intervenants : M. le Président, Mme Nikolic, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....51

Question orale de M. Lenzini à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la dureté calcique de l'eau de distribution »

Intervenants : M. le Président, M. Lenzini, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....52

Question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la dérogation accordée à Infrabel pour l'utilisation de pesticides »

Intervenants : M. le Président, M. Desquesnes, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....53

Question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le premier appel à projets de végétalisation de l'espace public »

Intervenants : M. le Président, M. Cornillie, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....55

Question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'usage mixte des espaces naturels entre usagers »

Intervenants : M. le Président, M. Cornillie, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....56

Question orale de M. Witsel à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'impact des inondations sur les forêts wallonnes et le suivi du projet « Forêt résiliente » » ;

Question orale de Mme Kelleter à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le manque de main-d'œuvre au sein du Département de la nature et des forêts (DNF) »

Intervenants : M. le Président, M. Witsel, Mme Kelleter, Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal.....	57
<i>Organisation des travaux (Suite).....</i>	<i>59</i>
<i>Interpellations et questions orales transformées en questions écrites.....</i>	<i>59</i>
<i>Interpellations et questions orales retirées.....</i>	<i>60</i>
<i>Liste des intervenants.....</i>	<i>61</i>
<i>Abréviations courantes.....</i>	<i>62</i>

Présidence de M. Lepine, doyen d'âge

(Présidence en application de l'article 48.2 du règlement)

OUVERTURE DE LA SÉANCE

- La séance est ouverte à 9 heures 36 minutes.

M. le Président (doyen d'âge). – La séance est ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Désignation d'un président et de deux vice-présidents

M. le Président (doyen d'âge). – En vertu de l'article 48, § 2, du règlement, nous devons procéder à la désignation du président et de deux vice-présidents.

La parole est à M. Tzanetatos.

M. Tzanetatos (MR). – Je vous propose, Monsieur le Doyen d'âge, de désigner M. Lepine et renouveler ainsi son mandat, puisqu'il l'a très bien fait jusqu'ici. Je ne sais pas si vous le connaissez d'ailleurs.

(Rires)

M. le Président (doyen d'âge). – J'ai vaguement entendu parler de lui.

Il nous revient également de procéder à l'élection de deux vice-présidents. Ce sont des fonctions qui reviennent au groupe MR et au groupe Ecolo. Quelqu'un a-t-il une suggestion à faire ?

La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). – Je propose MM. Janssen et Clersy pour les postes de vice-présidents de notre Commission de l'environnement.

M. le Président (doyen d'âge). – Je déclare M. Lepine élu Président et MM. Janssen et Clersy élus Vice-présidents.

(M. Lepine, Président, prend place au fauteuil présidentiel)

Examen de l'arriéré

M. le Président. – L'ordre du jour appelle l'examen de l'arriéré de notre commission. Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole sur celui-ci ?

Personne. Merci.

Projet de visite sur le rôle des zoos et des parcs animaliers et autres acteurs du secteur en matière de sensibilisation du public à la préservation de la nature et au bien-être animal

M. le Président. – Pour ce point, il s'agit plutôt d'une information et du projet de visites sur le rôle des zoos et des parcs animaliers en matière de sensibilisation du public à la préservation de la nature et du bien-être animal. Souvenez-vous, nous avons retenu des dates lors de notre dernière commission, eh bien les choses ont changées.

Je me dois de vous préciser, avant de revenir au point relatif à l'organisation d'auditions en lien avec la proposition de décret, je souhaiterais évoquer deux autres points. Le premier concernant, comme je vous le disais, les visites prévues par notre commission sur le rôle des eaux et des parcs animaliers en matière de sensibilisation du public à la préservation de la nature et du bien-être animal. Comme vous le savez, il a été décidé par le Bureau élargi de reporter la visite prévue initialement ce jeudi 9 septembre au Monde sauvage Safari Parc d'Aywaille. Elle pourrait être organisée – et l'on est loin dans le temps au mois d'avril, puisqu'une date avait été retenue le 21 octobre et nous connaissons un petit problème d'organisation. Le zoo sera ensuite fermé jusqu'au mois de mars. Les congés de Pâques tombent juste dans la foulée. Mme Begon propose la date du 21 avril.

Il y en a deux qui seront organisées avant puisque cela ne change pas concernant le lac de Virelles et Pairi Daiza. Malheureusement pour le parc animalier d'Aywaille, il faut postposer notre visite et plutôt que d'être la première, elle en sera la dernière. On est d'accord ? Comme je vous le disais, Virelles sera maintenu le 21 septembre et Pairi Daiza le 7 octobre prochain sans rebondissements ou sans nouveaux événements. Le 23 septembre, c'est Virelles, l'Aquascope et Pairi Daiza, le 7 octobre. Marquez-vous votre accord sur cette proposition ? Oui, merci.

*Stratégie wallonne de politique répressive
environnementale*

M. le Président. – Un autre point qui est celui de la stratégie wallonne de politique répressive et environnementale. Une série de documents, à savoir le projet de stratégie ainsi que des avis, qui sont au nombre de huit si je ne me trompe pas, nous ont été transmis via à la plateforme sécurisée d'échange de documents ce lundi 6 septembre. Je vous propose de procéder à l'audition de Madame la Ministre lors de notre prochaine commission, à savoir le 21 septembre, afin qu'elle puisse nous présenter ce fameux projet de stratégie. Marquez-vous votre accord sur cette proposition ? Le temps aussi que l'on puisse prendre connaissance de tous les documents qui nous ont été transmis pas plus tard que lundi. Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ? On peut retenir la date du 21 septembre pour notre prochaine commission et l'inscrire à l'ordre du jour. D'accord, merci pour votre collaboration.

Proposition de décret modifiant les articles 2, 6 et 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets afin de généraliser le système de consignes en Wallonie déposée par MM. Matagne, Desquesnes, Mme Goffinet, MM. Antoine, Bastin et Dispa (Doc. 184 (2019-2020) N° 1) – Auditions

M. le Président. – Nous en venons à la proposition de décret modifiant les articles 2, 6 et 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets afin de généraliser le système de consignes en Wallonie déposé par MM. Matagne, Desquesnes, Mme Goffinet, MM. Antoine, Bastin et Dispa (Doc. 184 (2019-2020) N° 1, on parle d'auditions. Pour mémoire, lors de notre réunion du 26 janvier 2021, il a été convenu de réinscrire à l'organisation de travaux, un point relatif à l'organisation d'auditions en lien avec la proposition de décret. Un courriel a été envoyé au secrétaire politique de chacun des groupes afin de connaître les éventuelles demandes. Deux groupes ont émis des propositions. Le groupe cdH propose d'entre la Copidec, Fost Plus, l'ASBL Be WaPP, Test-Achats, Inter-Environnement Wallonie, la Fédération wallonne de l'agriculture, la FUGEA et l'Alliance pour la consigne. Le groupe MR propose d'entendre Comeos, la Fevia, Fost Plus, la Fédération royale des industries des eaux et des boissons rafraîchissantes, autrement dit la FIEB, l'Agence française de la transition écologique et Tomra. Le groupe PS a, quant à lui, indiqué qu'il ne déposerait pas de proposition sur le sujet dès lors que le rapport de Mme la Ministre est toujours attendu. Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ? Des réactions ou propositions ? M. Desquesnes, vous avez levé le doigt en premier.

La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Merci, Monsieur le Président. Mon collègue M. Matagne et moi-même avons présenté cette proposition de décret déjà le 30 juin 2020, c'est-à-dire il y a déjà plus d'une année. Et à chaque fois que nous avons sollicité des auditions pour, comment dirais-je, pour rentrer dans le vif du sujet, les groupes de la majorité se sont exprimés en demandant des reports. J'espère que ceci ne sera plus une occasion de reporter une nouvelle fois les débats. Raison pour laquelle, effectivement nous avons déposé une liste de noms auxquelles je voudrais ajouter l'Union des villes et communes puisqu'on le sait depuis maintenant quelques mois une centaine de conseils communaux en Wallonie se sont prononcés en faveur de l'alliance pour la consigne, pour rejoindre ce mouvement qui demande l'établissement d'une consigne à l'échelle la plus large possible que par ailleurs de nombreux bourgmestres, y compris des députés-bourgmestres qui siègent dans notre parlement, et notamment dans la majorité, se sont exprimés également en faveur de l'établissement d'un mécanisme de consigne et plus récemment encore, l'Union des villes et communes a remis un avis favorable à la mise en place d'un tel système. Je pense que ce sont des signaux sur lesquels on ne doit pas être sourd, d'autant que cela fait suite à la pétition citoyenne et les débats que nous avons déjà eus ici juste avant la session.

Nous demandons que, cette fois-ci, l'on puisse fixer, dans les semaines qui viennent, ce calendrier des auditions. Le débat est mûr et les Régions autour de nous bougent. J'ai rappelé les débats qu'il y avait à Bruxelles, en Flandre, mais également dans notre pays voisin du Grand-Duché de Luxembourg, sans compter les Pays-Bas. On demande que l'on puisse avancer et fixer, dès aujourd'hui, un agenda précis.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – Je rejoins tout à fait mon collègue, il faut avancer sur le dossier. Je crois que nous n'avons rien dit d'autre sur les bancs de la majorité depuis un an.

On avait jugé bon – cela avait rencontré votre assentiment, Monsieur Desquesnes, à l'époque, en tout cas celui de votre groupe – d'attendre la rédaction du rapport qui concernait les expériences pilotes de reprise menées dans les communes à l'initiative du ministre Di Antonio. Ces expériences pilotes de reprise avaient deux objectifs : d'une part, inciter les citoyens à ramasser les canettes abandonnées dans l'espace public – ils étaient récompensés d'un montant de 5 centimes par canette remise – ; d'autre part, l'idée était d'analyser le potentiel d'amélioration de la propreté publique grâce au projet.

Deux systèmes étaient proposés aux communes : soit un système de reprise manuelle ; soit un système de reprise automatique avec une série de machines.

Il y avait eu un consensus au sein de cette majorité, ce dont nous nous étions réjouis, pour attendre les conclusions de ce rapport qui devait nous éclairer tant d'un point de vue économique sur la viabilité de ce dispositif, que sur les aspects environnementaux qui touchent à la propriété publique des communes concernées, mais aussi sur les aspects sociaux. Ce dispositif rencontrait-il l'assentiment des communes, des commerçants, des citoyens ? Je crois que cette évaluation est un préalable pour nous pour, ensuite, sur base de ce rapport, auditionner d'autres secteurs.

C'est pour cela, Monsieur le Président, que mon groupe n'a pas déposé, à ce stade, de proposition puisque l'on s'inscrit toujours dans la continuité de ce qui avait été dit par le passé. On attend ce rapport.

J'ai une question précise, Madame la Ministre. Êtes-vous en possession de ce rapport pour que l'on puisse – je vous rejoins tout à fait – avancer sur ce dossier ? Puis, à la suite de ce rapport, que l'on définit le calendrier de nos travaux, car ce rapport peut orienter, au moins pour partie, la suite de nos travaux au sein de cette commission.

M. le Président. – La parole est à M. Maroy.

M. Maroy (MR). – Je dois avouer, Monsieur le Président, que j'ai été un petit peu surpris de voir à l'ordre du jour de notre commission, ou plus exactement de recevoir avant que ne soit fixé l'ordre du jour, un courrier nous demandant de remettre des propositions d'audition. Je vous entends dire maintenant que notre commission avait décidé, au mois de janvier, de procéder à des auditions. Ma mémoire me fait parfois défaut, mais nous n'avons pas formellement pris cette décision avec une date.

Je peux comprendre qu'il y ait un suivi administratif. Je sais que notre secrétaire de commission – je l'en remercie – est particulièrement attentive. J'aurais préféré, je rejoins entièrement M. Clersy, que nous ayons cette discussion avant qu'appel soit fait aux différents groupes. Comme l'on me reproche souvent et au-delà de ma petite personne, à mon groupe, de faire de l'obstruction, d'être un anticonsigne, ce qui est totalement faux, je ne suis toujours pas persuadé que ce soit la meilleure solution, parce que l'on a – je le répète – un excellent système qui fonctionne : le sac bleu. Il est faux de croire que l'on pourra instaurer une consigne sans que cela ne coûte aux citoyens. Cela coûte beaucoup d'argent, on s'est rendu compte dans un pays que l'on a visité et je ne ferai pas l'insulte de vous répéter cette mission.

Cela n'a pas de sens d'organiser ces auditions tant que nous n'avons pas le rapport des expériences pilotes menées dans plusieurs communes de Wallonie. On a aussi les expériences menées et abandonnées en Région bruxelloise. Tout cela peut nourrir notre réflexion.

Mon groupe est d'accord pour mener des auditions, on est toujours plus intelligent en entendant les différents acteurs du secteur, il n'y a aucun problème avec cela, raison pour laquelle nous avons voulu être constructifs en répondant à cet appel que l'on nous a envoyé et nous avons remis toute une série de noms. Je pense qu'il serait plus intelligent, avant d'entendre toutes ces personnes, de disposer du rapport.

Pour clôturer, j'ai la même question que mon collègue Clersy. Madame la Ministre, vous nous aviez annoncé la fin de ces expériences pilotes et l'arrivée du rapport pour la rentrée, l'avez-vous ? Si oui, quand allez-vous nous en faire part ? Si vous ne l'avez pas encore, quels sont les nouveaux délais ?

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). – Mon discours ne va pas être différent de ceux de mes collègues. Au nom du groupe socialiste, avec mon collègue, M. Witsel, nous allons aussi poser la question à Mme la Ministre pour savoir si elle est en possession de ce rapport sur les expériences pilotes – comme cela a été rappelé par M. Clersy – lancées par son prédécesseur. Cela sera la base pour poursuivre le travail. Au nom du groupe socialiste, nous posons la même question à Mme la Ministre puisque le rapport est attendu pour septembre-octobre 2021, en tout cas dans le second semestre 2021, si ma mémoire ne me fait pas défaut.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Bonjour à toutes et à tous ; bonne rentrée pour tout le monde. Cela fait plaisir de vous revoir aussi massivement présents et pas uniquement dans la classe d'à côté ou par écran interposé.

Puisque vous me posez tous une question très précise, je vais y répondre de manière précise. Nous avons bien reçu le premier *draft* des conclusions de l'étude relative à la prime de retour. Comme je vous l'avais indiqué, nous recevons le rapport complet à la fin de ce mois de septembre. Nous sommes bien dans les délais que nous avons annoncés et il me semble tout à fait possible de vous communiquer le rapport dans la foulée.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes

M. Desquesnes (cdH). – Merci, Madame la Ministre, pour l'information. Nous avons reçu une invitation à communiquer les noms ; preuve que les choses avaient été débattues entre nous pour enclencher rapidement des auditions. Nous pouvons, dès à présent, déterminer les personnes qui seront auditionnées dans la foulée de la présentation du rapport. Je ne reviendrai pas sur les éléments de fonds, la distinction entre un mécanisme de prime de retour et un mécanisme de

consigne qui est une différence fondamentale sur le plan juridique, certainement et sans doute aussi sur le plan pratique. Nous avons accepté de joindre les débats avec une échéance qui était bien plus rapprochée précédemment, soit. Maintenant, Mme la Ministre nous annonce fin septembre ; convenons qu'à la première commission du mois d'octobre, les présentations des rapports auront lieu par la ministre ou ses services et que, dans la foulée, se déroulent les premières auditions. Nous déterminerons les organismes sur lesquels nous convenons que l'audition est nécessaire ; programmons, dès à présent, le calendrier de celle-ci.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – C'est très formel. Je suis entièrement d'accord avec ce que mon collègue vient de signaler. Entendons la première date possible au mois d'octobre ; prenons cette date ou la suivante, enfin, dès que l'on peut afin de, Monsieur le Président, réunir la commission et entendre les conclusions de ce rapport.

Il ne nous a pas échappé que c'était un projet pilote sur la reprise, pas sur la consigne. Je rappelle que cela était la volonté du précédent gouvernement et du ministre Di Antonio de mettre en place ce système pilote de reprise. On peut entendre les conclusions de cette expérience menée. Vous nous dites très souvent qu'il ne faut pas balayer d'un revers de la main ce qui a été fait par le passé, c'est ce que nous faisons ici, nous analyserons sereinement...

M. Maroy (MR). – Il y a deux ans que votre majorité est en place.

M. Clersy (Ecolo). – J'entends à longueur de commission qu'il ne faut pas jeter d'un revers de la main ce qui a été mis sur pied. Ici, nous tentons de tirer le fruit du travail mis en place par le prédécesseur de Mme la Ministre. Ces conclusions peuvent néanmoins orienter notre travail et, à l'issue de cette audition – le jour même, Monsieur Desquesnes, je n'ai pas de problème, je ne joue pas du tout la montre –, nous pouvons décider des organismes les plus pertinents à entendre.

M. le Président. – La parole est à M. Maroy.

M. Maroy (MR). – Je ne peux pas m'empêcher de rappeler cet empressement du cdH à revenir sur un processus que son ministre lui-même avait mis sur les rails, car ces expériences pilotes, avec les différentes modalités qu'a rappelées M. Clersy, c'est le précédent ministre de l'Environnement, M. Carlo Di Antonio, qui les a mises en place.

Patience, Monsieur Desquesnes. C'est tout à votre honneur de vouloir avancer. À un moment, il va falloir trancher le débat, mais j'ai deux remarques.

Tout d'abord, il serait stupide de déterminer aujourd'hui une liste de personnes à auditionner. Les

autres groupes, mis à part le cdH et le MR, n'ont pas remis de proposition. Laissons-leur le temps de réfléchir et de déposer une liste.

Par ailleurs, ces expériences pilotes, que l'on a pris le temps de mener dans plusieurs communes, vont être riches d'enseignements. Vous avez déjà vos conclusions. C'est assez rigolo de constater que le cdH, qui a mis en place ces expériences pilotes, considère que cela ne vaut pas tripette.

J'attends de lire ce rapport pour pouvoir éventuellement affiner la liste de personnes à auditionner que mon groupe a déposée.

Si vous voulez absolument avancer comme la cavalerie, je pourrais suggérer, proposition médiane, de déjà s'entendre sur le fait que l'on pourrait commencer les auditions, si les autres groupes sont d'accord, par entendre les auteurs du rapport. Je ne sais pas ce que la ministre en pense, mais cela pourrait être une excellente idée qui va nous nourrir. Ensuite, à partir de ces enseignements, notre groupe n'a pas peur d'entendre les gens.

Voilà la proposition que j'aurais à formuler, Monsieur le Président.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Au début, on faisait confiance au discours de la majorité : « D'accord, on va faire vite. Votre décret, vous avez présenté le 30 juin. Attendez, dans quelques mois, on a les résultats ». Finalement, le constat, c'est que l'on est aujourd'hui en septembre et que l'on nous dit : « On va décider au mois d'octobre et l'on verra bien qui on va auditionner ». À un moment donné, on est un peu échaudé par cet art de la procrastination de certains. Je ne sais pas si c'est un désaccord au sein de la majorité sur la ligne à donner ou sur une façon de gagner du temps de certains, mais il faut avancer.

On a eu des invitations de la part du président à rentrer des noms d'auditions et maintenant on nous dit : « On verra après, quand on aura auditionné les gens de l'étude ». Cela suffit. Si, à chaque fois que l'on prend des décisions au sein de cette commission, on doit les remettre en cause, les redéfinir et dire que l'on va relancer, non, il faut arrêter un calendrier.

Maintenant, on a la réponse de la ministre et on l'en remercie. Fin septembre, il y aura bien un rapport définitif, car elle a reçu le *draft*. Le 5 octobre, c'est le premier mardi qui suit l'échéance de fin septembre, auditionnons les représentants de l'étude, Mme la Ministre, ses services, à son choix, bien sûr. Ensuite, auditionnons dans la foulée les premiers intervenants.

Je ne voudrais pas que l'on attende la fin des auditions de l'étude pour dire qui on doit désigner. Il y a

une série d'acteurs qui sont incontournables. Le MR en a cité, nous en avons cité, et il n'y en a pas 25 000. De grâce, arrêtons de reporter encore et encore. Le débat est mûr, et il faut y aller à fond. J'entends les oppositions des uns et des autres et je n'ai pas de difficultés là-dessus, mais à moment donné arrêtons de tourner autour du pot.

M. le Président. – Il y a en tout cas une volonté unanime d'avancer sur le sujet.

Mon intention n'est pas de jouer la montre ou d'atteler la charrue avant les bœufs. J'allais vous faire la proposition de réinscrire ce point dans l'organisation des travaux à notre séance du 19 septembre. Si l'on reçoit le fameux document fin septembre, comme on nous l'annonce, cela peut très bien être le 1er, le 2 ou le 3 octobre. Or, pour le 5 octobre, vous n'aurez pas eu le temps de le lire, et moi non plus.

Peut-on se mettre d'accord pour s'imprégner vraiment de ce rapport, revenir le 19 octobre ? On a qu'une commission tous les 15 jours ; je ne vais pas plus vite que le temps, donc, c'est la suivante, c'est notre prochaine commission ; c'est bien le 19, puisque pour le 5, je crains que les uns et les autres, on n'ait pas pu prendre connaissance de ce dossier et que le 19, sereinement, on puisse de nouveau en débattre et, ensuite, organiser les auditions.

La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – J'avais cru que vous reportiez le débat sur la fixation des auditions à la prochaine séance de commission, mais ici, vous nous reportez la présentation à la mi-octobre, pour après seulement fixer des éventuelles dates d'audition. Si ce n'est pas jouer la montre de façon ultra-abusive, notre groupe ne peut pas adhérer à cette logique.

Aujourd'hui, les choses sont mûres, on a les dates d'échéance de Mme la Ministre ; fin septembre, le rapport est connu, il n'y a pas de raison qu'il ne soit pas présenté directement après, d'autant que franchement, notre patience, vous l'avez épuisée. Il faut que l'on soit clair. Mme la Ministre s'est engagée sur une échéance fin septembre, elle l'a confirmé. La première réunion d'octobre, auditionnons les personnes, et à la prochaine séance de commission, fixons les dates d'audition des différentes personnes, des groupements et associations pour la suite du débat, sinon, la parole qui était celle de la majorité donnée en janvier est une parole non respectée.

M. le Président. – On a l'habitude de respecter nos engagements et nos paroles. C'est juste une question pratico-pratique et le fait de travailler sereinement et prendre bien conscience de l'importance de ce décret qui vous tient particulièrement à cœur.

La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – Peut-on éventuellement laisser une certaine souplesse au président ? Voyons quand ces personnes peuvent être auditionnées. S'il y a une possibilité de les recevoir 15 jours plus tôt au mois d'octobre, je n'ai aucun problème avec cela. Laissons peut-être la souplesse organisationnelle ; concernant les auteurs de ce rapport, on est prêts. Si l'on peut gagner 15 jours, gagnons 15 jours, aucun obstacle avec cela.

Je le répète – même si vous n'avez pas l'air de vouloir l'entendre, ce qui est tout à fait respectable – je propose que l'on attende de voir ce qu'on nous racontera de ces expériences pilotes de reprise pour, ensuite, fixer la liste dans la foulée, Monsieur Desquesnes. Il ne s'agit pas de reporter aux calanques grecques.

M. le Président. – C'est juste une question d'organisation et de bon sens.

M. Clersy (Ecolo). – Vous êtes de mauvaise composition. Cette expérience de reprise – M. Maroy vous l'a rappelé – a été mise en place par votre ministre. Maintenant, vous avez l'air de nous dire...

M. Desquesnes (cdH). – Cela fait des mois que l'on nous promet cela.

M. Clersy (Ecolo). – Oui, mais si cette expérience a duré aussi longtemps, je vais vous l'expliquer pourquoi ; c'est déjà une de mes conclusions : les machines mises à disposition des communes parfois ne fonctionnaient pas. Dans ma commune, on a pris six mois de retard avant de mener l'expérience pilote. Je ne crois pas du tout que c'est de la faute des communes ; je pense que cette expérience a été, pour partie, mal pensée en amont. Voilà une de mes premières conclusions. Mais on en débattira avec plaisir, Monsieur Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Certains ont voulu la saboter.

M. Clersy (Ecolo). – Certains ont peut-être voulu la saboter, mais vous n'allez pas faire porter la responsabilité sur les parlementaires de cette majorité et sur la ministre actuelle le fait que – comme vous dites, vous énoncez des propos très forts – l'on ait voulu saboter le ministre Di Antonio. La suite nous occupera...

M. Desquesnes (cdH). – Comme je l'ai dit hors micro, je précise : certains ont peut-être cherché à saboter ce type d'expérience.

M. le Président. – La prochaine fois que vous prenez la parole, demandez-la, je vous en prie.

La parole est à M. Maroy.

M. Maroy (MR). – C'est le festival de la mauvaise foi du côté du cdH. Franchement, je vous ai connu meilleur, Monsieur Desquesnes. Je me contiens pour ne pas exploser, car votre cirque, devient insupportable.

Qui a décidé de passer par des expériences pilotes ? Ce n'est pas moi ni M. Clersy, ce n'est pas Mme Tellier : c'est votre parti. Qui a changé son fusil d'épaule ? Ce n'est pas moi, c'est M. Di Antonio qui avait annoncé à la une de Sudpresse – je m'en souviens comme si c'était hier – qu'il allait imposer la consigne sur les canettes. C'est lui qui ne l'a pas fait et qui a décidé de mettre en place ces expériences pilotes. Oui, elles ont pris plus de temps que ce que votre ministre avait envisagé. Ce n'est pas de ma faute. Il y a eu aussi le covid.

Peut-être qu'effectivement, il y a eu des difficultés, mais c'est souvent le cas. Quand on lance des expériences pilotes, par définition, on y va un petit peu à tâtons.

Bref, on ne va pas épiloguer jusqu'à la nuit des temps là-dessus, mais je trouve que vous êtes gonflé de venir nous traiter de procrastinateurs. Franchement, c'est insupportable d'entendre cela. Vous nous reprochez un modus vivendi que vous avez vous-même, cdH, mis en place. C'est quand même hallucinant, cette mauvaise foi.

Pour le reste, après je me tairai, parce que s'il faut passer au vote, on passera au vote, la majorité est soudée, soyez-en rassuré sur ce point-là. Il est intelligent, me semble-t-il, avant de fixer la liste définitive des personnes à auditionner, d'entendre et de pouvoir lire ce rapport. Si vous ne comprenez pas cela, je ne peux rien faire pour vous. Pour avancer, nous sommes tous d'accord de pouvoir, d'ores et déjà, planifier l'audition de ceux qui ont rédigé ce rapport et qui ont été derrière ces expériences pilote.

Maintenant, quant à la fixation précise de la liste, une fois que l'on aura lu ce rapport, cela peut aller extrêmement vite. Si vous ne voulez pas entendre cela, je ne peux rien faire pour vous.

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). – Je pense que cette séance de rentrée doit absolument s'inscrire dans une dynamique constructive et positive.

Monsieur Desquesnes, Mme la Ministre nous a donné une date. C'est quand même la première fois que l'on a une date aussi précise. On parlait du deuxième semestre 2021. Maintenant, on a vraiment, avec précision, fin septembre, on sait que l'on aura le rapport. Cela nous permet d'être fixés, de nous dire que l'on avance et l'on avance clairement.

Je vous vois sourire, mais je trouve que l'on a fait un fameux pas, parce que l'on est vraiment dans une dynamique constructive. Je crois que l'on doit remercier aussi Mme la Ministre et ses services, parce que l'on sort – je me permets quand même de le rappeler – de covid attitude. On a quand même perdu aussi beaucoup de temps à cause de cette crise sanitaire. Maintenant, soyons constructifs et justement cela nous permettra,

après avoir l'audition sur le rapport, de pouvoir fixer, comme l'ont rappelé mes collègues, la liste complète des personnes à auditionner, qui est pour l'instant compliquée à circonscrire. On avancera.

Je trouve que c'est super positif, super constructif et je pense qu'il faut s'inscrire dans cette dynamique-là.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Notre groupe ne partage pas l'analyse et les expressions de la majorité, vous l'aurez compris, parce que la seule chose sur laquelle finalement la majorité est d'accord, c'est de reporter.

(Réactions dans l'assemblée)

Vous venez de décider de reporter le débat sur les auditions, alors que nous avons reçu une invitation du président à transmettre des noms. C'était normalement le point sur lequel nous aurions dû débattre aujourd'hui. Le MR a adressé sa liste, le cdH l'a fait également, les autres formations politiques ne l'ont pas fait. Je pensais, mais visiblement la confiance ne paie pas, que l'on aurait pu aujourd'hui déterminer la liste des personnes à auditionner sans de nouveau décider de reporter pour la dixième fois. Je le regrette.

Nous n'adhérons pas à la proposition qui est faite.

M. le Président. – Je reste sur ma proposition qui me semble – je ne vais pas dire la meilleure – la plus intelligente, celle de reporter au 19 octobre, puisque je vous rappelle également que nous n'avons une commission que tous les 15 jours, les auteurs du rapport et, à ce moment-là, pourquoi pas, dans la foulée, désigner les personnes à audition, il n'y a pas de raison. Ce sera un gain de temps supplémentaire et on ne perdra pas encore 15 jours.

(Réactions dans l'assemblée)

J'ai entendu de votre bouche, le mot « reporter », parce qu'il n'y a aucune volonté de la majorité de reporter quoi que ce soit, c'est pour organiser les travaux intelligemment.

M. Maroy (MR). – Monsieur le Président, n'utilisez pas le mot « reporter », parce que vous avez dit que l'on va reporter au 19 octobre. Nous ne reportons rien du tout. Le rapport va être rendu à la ministre fin septembre. Nous organiserons, le 19 octobre, c'est-à-dire dans un délai extrêmement court après que ce rapport est remis.

M. le Président. – Très court.

M. Maroy (MR). – On peut difficilement faire plus court : fin septembre, la ministre va recevoir le rapport, le 19 octobre, les parlementaires vont pouvoir auditionner les auteurs de ce rapport. Je trouve que c'est d'une efficacité sans pareille.

Dans la foulée, nous organiserons des échanges de manière à fixer la liste précise des auteurs, ce qui peut aller assez vite.

M. le Président. – Si j’ai utilisé le mot « reporter », je m’en excuse parce que ce n’était pas ma volonté. C’était juste une organisation pratico-pratique.

Sommes-nous d’accord pour réinscrire ce point à l’organisation des travaux de notre séance du 19 octobre ?

(Réactions dans l’assemblée)

Je vous remercie.

PROJETS ET PROPOSITIONS

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À LA CONVENTION ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA RÉGION WALLONNE RELATIVE À L’ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES, À LA PROTECTION DES CAPTAGES D’EAU POTABILISABLE ET AU SUIVI DE LA DIRECTIVE NITRATES, SIGNÉE À MARTELANGE LE 9 AVRIL 2019 (DOC. 655 (2020-2021) N° 1)

M. le Président. – L’ordre du jour appelle l’examen du projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l’assainissement des eaux usées, à la protection des captages d’eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, signée à Martelange le 9 avril 2019 (Doc. 655 (2020-2021) N° 1).

Désignation d’un rapporteur

M. le Président. – Nous devons désigner un rapporteur. Quelqu’un a-t-il une suggestion à faire ?

La parole est à M. Tzanetatos.

M. Tzanetatos (MR). – Je propose M. Maroy comme rapporteur.

M. le Président. – À l’unanimité des membres, M. Maroy est désigné en qualité de rapporteur.

Exposé de Mme Tellier, Ministre de l’Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l’Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Président, le projet de décret qui est vous est soumis aujourd’hui porte assentiment à la convention entre la Wallonie et le Grand-Duché de Luxembourg qui a été conclue par les gouvernements respectifs le 9 avril 2019 à Martelange.

Cette convention a pour but de développer une coopération très constructive entre voisins en matière d’environnement et plus particulièrement dans l’application de trois directives européennes relatives à la gestion et à la protection de l’eau, en matière d’eau résiduaire urbaine, de nitrates d’origine agricole et de masses d’eau et zones protégées au sens de la directive-cadre de l’eau.

Le résumé du document, qui vous a été transmis, reprend les objectifs principaux de la convention.

Concrètement, à l’avenir, les coûts d’investissements des stations d’épuration des eaux usées urbaines nécessaires et communes à la Wallonie et au Grand-Duché seront répartis entre les deux parties au prorata des équivalents habitants nominaux, c’est-à-dire ceux sur lesquels la station est dimensionnée qui sont supérieurs aux équivalents habitants traités étant donné qu’une marge est toujours prévue pour des extensions d’habitat ou une augmentation d’activité. Les frais d’exploitation seront répartis au prorata des équivalents habitants réellement traités, et ce sans excéder les coûts moyens actuels de chaque partie.

En ce qui concerne les prises d’eau potabilisable, les zones de sauvegarde à établir selon la directive sont nommées « zones de protection » au Grand-Duché de Luxembourg et « zones de prévention » en Wallonie, mais la méthode d’établissement de ces périmètres est très semblable. Ces zones pourront désormais être établies en partie sur le territoire wallon au bénéfice d’une prise d’eau luxembourgeoise, et vice-versa, tandis que chaque partie pourra indemniser l’autre partie des mesures de protection prises sur son territoire.

Pour ces deux premiers objectifs, des conventions particulières seront établies pour chaque réalisation commune, qu’il s’agisse d’une station, d’un collecteur d’eaux usées ou d’une zone de prévention transfrontalière. Elles seront gérées par un comité de suivi réunissant les représentants des parties.

En ce qui concerne l’épandage des effluents d’élevage, une liste commune des exploitations agricoles d’élevage transfrontalières sera établie sur base d’une adhésion volontaire des exploitants avec leur accord. Les modalités techniques et individuelles de cette liste seront établies par un comité réunissant les deux parties. Sur cette base, les mouvements transfrontaliers d’effluents produits pourront être directement notifiés à l’autorité compétente de destination de ces effluents.

Chaque année, ces autorités compétentes échangeront leurs données afin de vérifier le respect des taux d'amendement des parcelles conformément à la directive Nitrates. Si des excès sont constatés, elles pourront restreindre les transferts, voire les interdire après avertissement. Il est prévu que l'exploitant dispose de voies de recours.

Enfin, un comité de concertation sera mis en place pour contrôler la réalisation de cette convention et décider d'éventuelles actions correctives. En cas de différend dans l'exécution de la convention, l'intervention d'une commission arbitrale est également prévue.

Discussion générale

M. le Président. – Je déclare la discussion générale ouverte et cède la parole à M. Tzanetatos

M. Tzanetatos (MR). – Comme cela a été brièvement expliqué par Mme la Ministre, cette convention permet de globaliser les efforts et de renforcer la coopération entre les deux parties en cause, le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne, essentiellement concernant trois volets : l'assainissement, le contrôle et le suivi des effluents d'élevage au regard de la directive Nitrates ainsi que la protection des prises d'eau destinée à la consommation humaine.

Il s'agit d'une convention dont l'impact ne peut être que positif, à la fois pour l'environnement, mais aussi pour les citoyens concernés, à savoir les frontaliers.

Le processus d'élaboration du texte, qui date déjà de la législature précédente, sous l'égide du ministre Borsus, et le dépôt du texte sur les bancs du Parlement ont été un peu retardés avec le changement de Gouvernement. C'est courant, mais ce n'est pas un handicap définitif.

Nous nous réjouissons aujourd'hui que la ministre ait repris le dossier en main et qu'il soit enfin soumis au vote du Parlement.

Il y a eu un processus législatif assez important. Le Conseil d'État a émis plusieurs recommandations, notamment le fait de soumettre l'avis à l'Autorité de protection des données. Une fois que cela a été fait, l'APD a formulé plusieurs recommandations visant spécifiquement le titre 2 de la convention, qui prévoit la mise en place d'un échange de données concernant le suivi et le contrôle des effluents d'élevage. La remarque principale concernait la finalité des traitements de données à caractère personnel qui devrait, selon l'organisme, être reprise dans une norme de rang législatif ou dans la convention elle-même.

Comment avez-vous pu répondre aux remarques de l'Autorité de protection des données afin d'assurer l'effectivité des dispositions visées ?

J'ai une dernière question – même si je vous annonce que l'on votera pour le texte – concernant la mise en œuvre de la convention. Avez-vous eu un contact quant aux moyens de financement nécessaires à l'application de la convention ? Une modification du contrat de gestion de la SPGE est-elle engagée ou envisagée ?

Ce sont des détails d'organisation et de mise en place.

M. le Président. – La parole est à Mme Kelleter.

Mme Kelleter (Ecolo). – Comme mon collègue vient de le dire, cette convention instaure, voire renforce, une collaboration nécessaire entre la Région wallonne et le Luxembourg, collaboration bénéfique à tout le monde.

J'ai quelques questions à poser sur les trois objectifs principaux.

On parle de globaliser des investissements, d'aligner cette globalisation sur l'équivalent habitant de chaque entité touchée et de créer une base de référence commune. Cette base de référence commune pour établir les calculs a-t-elle déjà définie ?

Vous avez également dit, Madame la Ministre, que cela se passera sans excéder les coûts moyens actuels de chaque partie. Comment cela est-il garanti ?

Le deuxième objectif est l'échange d'informations et l'amélioration de la collaboration en matière de suivi et de la production de l'épandage d'effluents d'élevage des exploitations agricoles d'élevage transfrontalier. J'ai trois questions sur ce sujet.

On dit que cette disposition reprend essentiellement les conditions prévues dans un protocole de comparaison plus ancien, qui a été signé en 2016. Qu'est-ce qui a changé concrètement par rapport au protocole de 2016 ? Y a-t-il des choses qui ont changé ?

On dit aussi que l'on vise les exploitations dans un rayon de moins de 25 kilomètres de la frontière. Avez-vous des informations sur les exploitations qui se situent plus loin ? Pourquoi a-t-on fixé cela à 25 kilomètres de la frontière ? N'y a-t-il pas de transport d'effluents qui vienne de plus loin ?

La collaboration en cette matière est un enjeu très important. Elle n'est pas seulement utile pour protéger notre environnement, mais elle est aussi nécessaire vu la pression sur la terre agricole qui engendre à quelques endroits un véritable trafic de lisier avec des procédures répressives en cours. Avez-vous plus d'informations sur l'état de comparaison en la matière avec d'autres États qui bordent la Belgique, notamment les Pays-Bas ?

Le troisième point, c'est renforcer la coopération pour protéger les eaux utilisées pour la consommation humaine. Comme pour les investissements en infrastructures, on passe par les conventions individuelles par prise d'eau potabilisable. J'ai une question de compréhension : pourquoi est-il nécessaire de passer à chaque fois par des conventions individuelles. N'est-il pas possible de s'accorder sur une convention universelle ? Est-ce nécessaire parce que chaque prise d'eau requiert des conditions et des délimitations particulières ?

Il est très bien aussi d'avoir prévu un Comité de concertation qui sera capable de faire la médiation entre les deux partis et d'adapter en cas de litige. Et aussi d'avoir prévu une commission arbitrale si les deux parties prenantes ne peuvent pas se mettre d'accord. Vous ne serez pas surpris que le groupe Ecolo votera également pour ce décret.

M. le Président. – La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PTB). – Avec le PTB, nous n'avons rien de particulier à dire, on soutiendra évidemment ce décret. Les objectifs sont louables. L'écoulement des eaux n'a évidemment pas de frontières, donc la répartition des coûts entre la Wallonie et le Grand-Duché, notamment pour l'assainissement des eaux usées, impose de mettre en place une convention. On est d'accord avec les principes de coopération quand ils bénéficient à tous.

Nous nous posons toutefois une petite question qui a notamment été répondue en partie par mon collègue, M. Tzanetatos : M. Borsus, qui était ministre-président lors de la précédente législature, avait signé avec les ministres grand-ducaux de l'Environnement et de l'Agriculture, Carole Dieschbourg et Romain Schneider, le 9 avril 2019... On se demande la raison d'un délai si long, même si l'on est conscient qu'il y a eu le covid et le changement de majorité il y a deux ans.

M. le Président. – La parole est à M. Matagne.

M. Matagne (cdH). – Vous vous en doutez, nous nous réjouissons de voir arriver ce texte sur la table, un texte issu du fruit du travail du prédécesseur de Mme la Ministre, que l'on critique allègrement dans cette commission, mais qui manifestement a fait aussi du bon travail. De temps en temps, il faut le rappeler ; vous savez que je ne me lasse pas de cette boutade et je continuerai ainsi jusque 2024.

Il faut saluer aussi le travail de notre collègue Josy Arens, député fédéral et bourgmestre d'Attert, qui a largement contribué à la lutte contre le trafic de lisier.

Sur le plan environnemental, j'aimerais saluer le volet nitrates de la convention ; cet aspect porte principalement sur l'échange d'informations et la collaboration avec le secteur agricole. Ces termes sont importants, Madame la Ministre : la collaboration avec

le secteur agricole. J'aurai donc des questions pour la suite, puisque vous avez déclaré dans votre exposé préalable qu'il s'agissait bien d'établir une liste sur base de déclarations volontaires. J'aimerais savoir ce qu'il en adviendra si la volonté d'avancer n'est pas présente derrière.

Les agriculteurs transfrontaliers ayant des exploitations de cette nature sont ainsi invités à notifier les transferts effectués d'un territoire à l'autre aux autorités afin que les législations luxembourgeoises et belges en matière de protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles soient respectées. C'est bien normal, je pense que nous voulons tous évoluer en ce sens.

De manière plus globale, il est fort compréhensible d'entendre la demande de nos voisins du Grand-Duché d'actualiser une convention vieille de presque 40 ans. Ce nouvel accord est de dimension multiple : d'une part, il aspire à plus de justesse et de transparence à la faveur des liens d'amitié qui nous unissent avec les Luxembourgeois, et d'autre part il englobe des mesures d'assainissement des eaux et du sol, davantage en concordance avec notre temps.

L'eau, par essence, ne connaît pas de frontières, je ne suis pas le premier à le dire aujourd'hui. Ainsi, les cours d'eau de la Sûre et de la Wiltz prennent leur source en Région wallonne et s'écoulent vers le Grand-Duché de Luxembourg avant de rejoindre la Moselle puis le Rhin. Il y a donc lieu de partager une vision commune pour répondre au mieux à la Directive-cadre sur l'eau et mettre en place des conventions permettant de protéger cette source de part et d'autre de nos frontières, tant en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées, la protection des prises d'eau potabilisables ou encore la maîtrise de pollutions diffuses telles que celles provenant des pesticides ou des nitrates.

Madame la Ministre, j'ai quelques questions. Concernant les délais, deux collègues précédents l'ont mentionné, mais s'agissant d'un texte technique, la formation d'un gouvernement, l'arrivée d'un maudit covid et les dramatiques inondations que nous avons connues n'empêchent pas l'administration ou les cabinets de travailler. J'aimerais donc savoir, il y a certainement de très bonnes raisons à cela, pourquoi le texte nous arrive si tardivement, c'est-à-dire deux ans après la signature de la convention.

Vous avez exposé au préalable la répartition des coûts qui seront faits, je ne reviens donc pas sur cette question.

À l'article 8 « Exploitation agricole d'élevage transfrontalière », il est prévu que « toute exploitation disposant d'un élevage qui exerce une activité agricole sur le territoire de la Région wallonne et du Grand-Duché de Luxembourg et disposant d'une parcelle servant à l'épandage extraterritorial situé à moins de

25 kilomètres à vol d'oiseau de la frontière entre les deux parties contractantes ». Pouvez-vous nous confirmer, Madame la Ministre, que pour le premier paragraphe dont je vous ai fait la lecture, il faut bien exercer une activité agricole à la fois sur le territoire wallon et sur le territoire du Grand-Duché ? Pouvez-vous nous donner une estimation du nombre d'exploitations concernées ?

La liste, vous l'avez mentionné, n'existe pas encore et vous devrez l'établir sur base volontaire de déclaration des agriculteurs. Que se passe-t-il si un manque de volonté est exprimé par certains ? Y aura-t-il des outils contraignants permettant d'avancer sur le sujet ?

L'article 10 « Notification des mouvements » prévoit que « Chaque transfert vers le territoire de destination est préalablement notifié par l'exploitant aux autorités compétentes du territoire de destination selon les modalités respectives mises à disposition par les parties contractantes ». C'est le cœur de la convention pour ce second objectif. On salue le mécanisme de suivi des mouvements qui améliore les choses dans les contextes transfrontaliers ainsi que la dématérialisation prévue pour les agriculteurs. Ce n'est pas vraiment une question, mais plutôt une remarque pour vous rappeler que nous soutiendrons votre texte, Madame la Ministre.

On a sûrement déjà évoqué préalablement le ministre Borsus qui est concerné par ce sujet également. A-t-il envisagé des formations ou un soutien pour les agriculteurs concernés par ce texte ?

Je vous en ai déjà touché un mot sur le contrôle des mesures, Madame la Ministre.

Voilà, Monsieur le Président, pour un premier tour de questions.

M. le Président. – Quelqu'un d'autre souhaite-t-il prendre la parole ? Non, je ne vois pas d'intention ni de bras se lever.

La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Merci à toutes et à tous pour vos différentes questions. Je ne vous garantis pas que je saurai répondre à tout, mais on va faire un maximum et l'on reviendra vers vous le cas échéant si nécessaire.

En ce qui concerne la question de M. Tzanetatos sur le RGPD, le Conseil d'État avait demandé que la Région wallonne consulte l'Autorité de protection des données, ce qui explique les délais allongés, outre le changement de législature qui a aussi retardé l'avancement du travail.

En ce qui concerne l'avis de l'Autorité de protection des données, nous n'avons pas suivi cet avis d'un point

de vue très concret dans l'intégration, mais bien sûr répondu à l'autorité en question. D'une part parce qu'il s'agissait de revenir sur le texte d'une convention déjà signée en 2019 et son interprétation de l'usage possible des données à caractère personnel des exploitants d'élevages transfrontaliers qui nous semblait relativement excessive, tant il est évident que ces données seront uniquement traitées par les autorités compétentes qui sont déjà officiellement mandatées pour cela de part et d'autre de la frontière. On ne souhaitait pas avoir une différence de traitement des données dans les différents États membres, étant donné que le Conseil d'État du côté luxembourgeois n'avait pas fait la même remarque. Il nous a donc semblé que cette demande était excessive.

Au niveau du contrat de gestion SPGE, il n'est pas nécessaire ici de modifier le contrat de gestion de la SPGE. Néanmoins, ce contrat de gestion sera bien, revu comme prévu, à la fin de cette année 2021.

Concernant les questions de Mme Kelleter sur une base de référence commune établie pour les calculs, ceci est prévu dans les conventions particulières relatives à chaque installation ou à chaque captage. Comment pouvons-nous garantir un non-excès au niveau des coûts ? Ces coûts sont plafonnés aux coûts moyens de la SPGE sur toutes ses stations. Le dispositif existe de la même façon pour la société luxembourgeoise.

En ce qui concerne l'élevage de façon plus générale, nous travaillons à différents niveaux pour tout ce qui est protection des captages avec – cela ne concerne pas uniquement la zone transfrontalière – l'accélération de l'établissement des zones de prévention et des mesures de protection autour des zones de captage en matière d'eau.

La mise en place aussi de contrats de captage avec les agriculteurs en termes de mesures volontaires pour veiller à ne pas polluer les zones de captage. Puis il y a tout le travail sur la gestion des nitrates agricoles à travers la Politique agricole commune, différentes mesures agroenvironnementales qui sont prévues, des bandes enherbées le long des cours d'eau qui ont été installées. Ce sont des mesures plus structurelles qui nous permettent de travailler sur cette problématique de l'élevage en particulier.

Concernant les questions délais, j'y ai répondu.

La question de M. Matagne portant sur un agriculteur ne souhaite pas remplir de façon volontaire sa déclaration, à partir du moment où c'est volontaire, forcément, s'il n'accepte pas nous n'avons pas accès à l'information ; cela c'est en lien direct avec le RGPD.

Concernant le nombre d'exploitations concernées, on tourne à peu près autour d'une centaine ; ce sont des chiffres approximatifs. Il faudrait aller plus finement sur le terrain et sur base aussi de ces différentes déclarations.

Je précise qu'un exploitant peut avoir un contrat d'épandage avec une autre société de l'autre côté de la frontière sans être nécessairement propriétaire de cette exploitation. Voilà je pense avoir balayé à peu près l'ensemble des questions en termes de réponses.

M. le Président. – La parole est à M. Matagne.

M. Matagne (cdH). – Je remercie Mme la Ministre d'avoir pris le temps de répondre à nos différentes questions.

On a évoqué la zone de protection autour d'un point de captage d'eau et ce qui en résultera des dommages directs et matériels, qui prévoit une indemnisation pour les tiers qui seront concernés. Cela donne lieu à un mécanisme de financement. J'aimerais connaître les moyens réservés à ce mécanisme de financement. Ma question est-elle claire pour vous ?

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Pour tout ce qui est mesures de protection type, ce sont les moyens de la SPGE qui sont mobilisés dans son plan financier.

M. Matagne (cdH). – Merci, Madame la Ministre.

En termes de moyens humains pour suivre les contrôles pour la centaine d'exploitations agricoles ?

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Je vous reviendrai là-dessus, si vous le souhaitez, en termes plus précis, mais c'est l'administration wallonne qui est chargée du suivi de cette convention comme à son habitude. Si vous souhaitez des précisions sur le nombre d'agents qui sont dans les différentes directions, on pourra vous les fournir. Je vous propose de m'envoyer une question écrite.

M. Matagne (cdH). – C'est la proposition que j'allais vous faire, Madame la Ministre.

M. le Président. – Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen et vote de l'article unique

M. le Président. – Nous allons procéder à l'examen et au vote de l'article unique du projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, signée à Martelange le 9 avril 2019 (Doc. 655 (2020-2021) N° 1)

Article unique

L'article unique ne fait l'objet d'aucun commentaire.

L'article unique est adopté à l'unanimité des membres.

Vote sur l'ensemble

M. le Président. – Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région wallonne relative à l'assainissement des eaux usées, à la protection des captages d'eau potabilisable et au suivi de la directive nitrates, signée à Martelange le 9 avril 2019 (Doc. 655 (2020-2021) N° 1).

À l'unanimité des membres, la Commission de l'environnement, de la nature et du bien-être animal recommande l'adoption du projet de décret par l'assemblée plénière.

Confiance au président et au rapporteur

M. le Président. – À l'unanimité des membres, il est décidé de faire confiance au président et au rapporteur pour l'élaboration du rapport.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 13 JUILLET 2021 ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE PORTANT COORDINATION DE LA POLITIQUE DE TRANSFERT TRANSFRONTALIER DES DÉCHETS (DOC. 659 (2020-2021) N° 1)

M. le Président. – L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets (Doc. 659 (2020-2021) N° 1).

Désignation d'un rapporteur

M. le Président. – Nous devons désigner un rapporteur. Quelqu'un a-t-il une suggestion à faire ?

La parole est à M. Bierin.

M. Bierin (Ecolo). – Je propose Mme Kelleter comme rapporteuse.

M. le Président. – À l'unanimité des membres, Mme Kelleter est désignée en qualité de rapporteuse.

Exposé de Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Mesdames et Messieurs les Députés, le projet de décret qui vous est proposé vise également à donner assentiment à un nouvel accord de coopération entre l'État fédéral et les trois Régions dans le domaine des transferts transfrontaliers de déchets.

Ce nouvel accord remplace l'accord du 26 octobre 1994 entre l'État belge et les trois Régions qui portait coordination de la politique d'importation, d'exportation et de transit des déchets, cet accord étant devenu obsolète sur plusieurs aspects au niveau de la gestion des redevances liées aux frais de dossier ou des règles de fonctionnement du groupe de coordination intrabelge, par exemple.

En outre, l'accord de 1994 ne permettait plus d'assurer l'exécution des missions issues de la régionalisation de la compétence relative au transit transfrontalier des déchets suite à la sixième réforme de l'État inscrite dans la loi spéciale du 6 janvier 2014.

La mise en place de ce nouvel accord de coopération, signé le 13 juillet dernier par les neuf ministres fédéraux et régionaux compétents, a connu de nombreux soubresauts institutionnels et atermoiements administratifs sur lesquels je ne vais pas m'appesantir. Au final, ce nouvel accord était attendu impatiemment depuis plus de dix ans par les quatre autorités administratives fédérales et régionales concernées, les trois services régionaux d'inspection environnementale, la douane et la police dans ses composantes fédérale et locale.

Ces acteurs désespéraient de ne pouvoir moderniser et fluidifier la coordination de l'exécution et du contrôle de la mise en œuvre des décisions européennes et internationales en la matière tel qu'imposé par le règlement européen 10/13/2006, le Convention de Bâle du 22 mars 1989 et la décision de l'OCD 2001/107, en particulier en ce qui concerne les notifications de transfert de déchets et la délivrance de consentement préalable à ces transferts transfrontaliers.

Suite aux avis émis notamment par les Régions, le Conseil d'État et l'Autorité de protection des données, le nouveau texte intègre une révision à la hausse du tarif de la redevance, qui couvre maintenant tous les frais administratifs – notifications, analyses, contrôles, et

cetera – liés au transfert de déchets sans que les Régions ne doivent instaurer des frais de dossier supplémentaires basés sur le coût d'inspection. Ce nouveau dispositif permet de simplifier et réduire les coûts de gestion administrative des transits de déchets.

Ce nouvel accord de coopération précise aussi les missions de chaque acteur, favorise les échanges d'expertise et d'information via la mise en place des banques de données partagées et confirme le rôle de la Commission interrégionale de l'Emballage en tant qu'autorité unique compétente pour le traitement des dossiers de transit transfrontalier de déchets.

En outre, il fixe la composition, les nouvelles missions et le mode de fonctionnement du groupe de coordination intrabelge – prise de décision par consensus, par exemple –, le règlement d'ordre intérieur de ce groupe ayant été adopté par voie d'accord de coopération d'exécution.

Les textes du nouveau projet d'accord ont été approuvés le 18 juin 2020 par la conférence interministérielle de l'environnement, élargie aux ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Finances, avant d'être également approuvée par le Gouvernement wallon le 11 mars 2021 en seconde lecture.

Par conséquent, il revient de confirmer par le biais d'un décret d'assentiment les dispositions finales de ce nouvel accord qui permettra enfin aux autorités régionales et fédérales compétentes d'accomplir leurs missions administratives et de contrôles nécessaires des transits de déchets dans les conditions requises.

Discussion générale

M. le Président. – Je déclare la discussion générale ouverte et cède la parole à M. Tzanetatos.

M. Tzanetatos (MR). – Nous soutiendrons les objectifs visés par l'accord de coopération, qui précise les missions de l'ensemble des acteurs, comme l'a dit Mme la Ministre. Il favorise également l'échange, l'expertise d'information et confirme le rôle de la Commission interrégionale de l'emballage en tant qu'autorité unique et de transit pour la Belgique. Tous ces éléments contribueront positivement à l'objectif qui est d'assurer à tout citoyen - et wallon, en particulier – un environnement sain. C'est donc une bonne chose.

Pour le reste, Mme la Ministre a été extrêmement complète.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – Madame la Ministre, chers collègues, il y a presque deux ans jour pour jour, la RTBF diffusait un reportage édifiant sur les défaillances de la filière du recyclage de plastique en Belgique.

Vous le savez, notre pays – et notre région particulièrement – est considéré comme un bon élève en matière de recyclage. Pourtant, le reportage indiquait qu'une grande partie de nos déchets était expédiée à l'étranger, soit dans des pays de l'Union européenne qui disposent d'une filière de recyclage, soit malheureusement dans des pays d'Asie du Sud-Est où la filière de recyclage fait souvent défaut.

Il y a quelques mois, la BBC a, elle aussi, révélé un autre scandale : le Royaume-Uni est le deuxième plus gros producteur de déchets plastiques au monde, après les États-Unis. Il a exporté par bateaux entiers, rien qu'entre janvier et mars inclus de cette année, plus de 150 000 tonnes à travers le monde. La moitié, soit 76 000 tonnes, ce qui correspond tout de même à 30 conteneurs par jour, a été envoyée vers la Turquie. Officiellement, ces déchets sont censés être recyclés. Or, une enquête publiée par Greenpeace au mois de mai a révélé que la plupart de ce plastique, patiemment trié par de bons citoyens britanniques, alimente en fait en Turquie une économie parallèle de glaneurs, souvent des enfants d'ailleurs, qui fouillent dans ces montagnes de déchets pour en tirer des bouteilles à revendre pour quelque sous avant que le reste soit brûlé sans quasiment évidemment aucune mesure antipollution.

Les exportations incontrôlées de déchets plastiques en tous genres ont augmenté ces dernières années avec un lourd impact environnemental. Un pays comme la Chine était d'ailleurs une destination privilégiée pour les déchets du reste du monde, mais sa décision de restreindre soudainement ses importations de plastique a plongé, en 2018, le circuit de recyclage mondial en crise. Les industriels européens se sont donc davantage tournés vers d'autres pays asiatiques – c'est le cas de la Malaisie, le Vietnam –, puis vers l'Indonésie et la Turquie entre autres, ne cessant de rechercher d'autres destinations bon marché pour le surplus de déchets plastiques.

Les nouvelles règles européennes, qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2021, doivent évidemment limiter ce risque et donner globalement davantage voix au chapitre au pays importateur qui pourra enfin imposer ses conditions. Elles doivent aussi instaurer un meilleur contrôle de tous les déplacements transfrontaliers de déchets plastiques dangereux ou difficilement recyclables, y compris à l'intérieur de l'Union européenne. C'est l'objet du texte dont il est notamment question.

En tous les cas, il me semble assez évident, ainsi que pour mon groupe, que l'exportation de nos déchets de l'autre côté de la planète ne constitue absolument pas un modèle à promouvoir en matière de bonne gestion des déchets. C'est évidemment à nous de mettre en place les mesures nécessaires pour assumer nous-mêmes les impacts de notre consommation et, en amont, évidemment viser la réduction drastique de notre consommation de plastique. Au niveau wallon, la

Déclaration de politique régionale prévoit certaines mesures pour améliorer cette situation. Par exemple, la fin des plastiques à usage unique d'ici 2022 ou la diminution de 50 % de la part incinérée. Il n'en reste pas moins que le reportage que j'évoquais précédemment nous invite à un devoir de vigilance par rapport à ces potentiels trafics de déchets. C'est en ce sens que le texte qui nous est soumis, même s'il est essentiellement technique, me paraît important.

Vous l'avez souligné, Madame la Ministre, dans votre exposé introductif, il s'agissait, suite à la sixième réforme de l'État, de mettre sur pied un nouvel accord de coopération relatif aux transferts transfrontaliers des déchets, mais au-delà de ces éléments essentiellement techniques contenus dans le document, on peut noter quelques éléments qui devraient permettre de renforcer les contrôles en la matière, le renforcement des rôles de la douane et de la police fédérale, un élargissement du champ d'investigation des enquêteurs aux installations de traitement en tant que telles, ainsi que des collaborations accrues entre les autorités régionales, la douane et la police notamment, en matière d'expertise technique.

J'avais une seule question, Madame la Ministre, par rapport à ce texte que nous soutiendrons bien évidemment : où en est-on au niveau européen et intrabelge sur les outils collaboratifs en la matière et qui sont évoqués dans les documents qui nous ont été remis ? Je pense particulièrement à la question du partage des données qui est évoquée çà et là.

M. le Président. – La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PTB). – Avec le PTB, on soutiendra évidemment ce décret, même si nous avons pas mal de réserves. Nous allons voter ici un accord de coopération entre le Fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale dans le domaine des transferts transfrontaliers de déchets. On est tout à fait d'accord pour la mise en place d'une autorité de transit. Ce texte est nécessaire dans l'état actuel des choses, mais nous tenons à souligner qu'à cause de la régionalisation des déchets, en Belgique, nous avons plus de trois ministres des déchets, et qu'il est donc nécessaire d'établir des accords tels que celui-ci entre les Régions.

Nous nous posons sérieusement la question de l'efficacité d'un tel système. Pour nous, il est inefficace de devoir perdre du temps inutilement à la mise en place d'accords de coopération, que chaque Parlement doive ensuite occuper des parlementaires pour cela. Il y a une répétition du travail qui n'est pas négligeable, nous avons quand même d'autres choses à faire, à étudier, ou encore à débattre. C'est pour l'aspect purement parlementaire.

Il y a aussi des choses à dire au niveau de l'aspect administratif de ce genre de texte. Il y a là aussi des

inefficacités puisque nous avons en Belgique plusieurs administrations qui effectuent finalement le même travail.

Enfin, la mise en place de la commission interrégionale de l'emballage est quelque part un aveu d'inefficacité de politiques actuelles. D'ailleurs, il ne peut y avoir qu'une seule autorité de transit pour les déchets selon les règlements européens. On peut donc en conclure que le niveau européen estime qu'il est bien plus efficace de fonctionner de façon centralisée pour le transfert des déchets.

Encore une fois, nous soutiendrons ce texte, car il est nécessaire, mais il était indispensable pour nous de relever ce point, car il y a aujourd'hui en Belgique trop de décideurs pour tout un tas de compétences, et les déchets en font partie.

M. le Président. – La parole est à M. Matagne.

M. Matagne (cdH). – Décidément, les travaux de mon collègue Carlo Di Antonio sont au cœur de notre commission de ce jour. Madame la Ministre, je vous le conseille d'ailleurs dans votre cabinet, il fait un travail très efficace.

D'un point de vue institutionnel, il était nécessaire d'actualiser l'ancien accord de coopération pour répondre à la sixième réforme de l'État. Par ailleurs, s'agissant d'un domaine particulièrement cadré par le droit européen, nous avons peu de marge de manœuvre. D'un point de vue environnemental, il est important de soutenir une bonne coordination au niveau des politiques en matière de transport, de déchets transfrontaliers et en particulier en matière de contrôle. Ce volet est celui de la criminalité environnementale la plus grave et la plus organisée. Les criminels profitent des failles, juridiques notamment, existantes entre les différents niveaux de pouvoir. Le renforcement de cette coordination constitue donc une amélioration en particulier de la mise en commun de données et d'informations au travers d'une base de données.

Il convient de se féliciter de l'aboutissement de ce dossier initié au cours de la précédente législature.

J'ai tout de même quelques questions. Veuillez excuser ma première question qui est peut-être celle d'un néophyte : le texte précédent me semblait plus ou moins équivalent dans le travail qui est réalisé effectivement sur le terrain. Précédemment, nous avions un projet de décret portant sur une convention. Ici, on a un projet de décret qui porte sur un assentiment. Pouvez-vous présenter en quelques mots la différence – pas en matière juridique ou administrative – concrète, sur le terrain ? Qu'est-ce qui va différer de l'un ou de l'autre, lequel sera le plus efficace et que nous devons préconiser pour l'avenir ?

Concernant le rôle des douanes, j'aimerais savoir si l'on dispose déjà de statistiques relatives au nombre de

dossiers infractionnels communiqués par ces douanes aux autorités wallonnes. Si oui, pouvez-vous nous communiquer ces chiffres afin que nous puissions tous être parfaitement informés ?

Toujours concernant ces contrôles, les priorités de contrôle sont présentées par les autorités compétentes et suivant ce que l'on appelle le Plan de sécurité nationale. J'aimerais savoir quelles sont les priorités concernant ce Plan de sécurité nationale. A-t-il évolué avec le temps ou est-il toujours identique à sa version initiale ? S'il a évolué avec le temps, pouvez-vous nous en présenter les principales nouveautés ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Merci, Messieurs les Députés, pour vos différentes questions.

M. Clersy me demande ce qu'il en est d'une base de données partagée au niveau du suivi. L'idée est bien d'avoir des bases de données partagées ; elles sont en préparation au niveau de la Commission interrégionale de l'emballage. Le cahier des charges est prêt afin d'instaurer cette méthodologie commune. Cela avance donc à ce niveau-là.

Au niveau du nombre de cas, Monsieur Matagne, ce n'est pas encore connu. Les statistiques doivent être demandées à la Commission interrégionale de l'emballage. Nous y reviendrons.

Monsieur Dupont, votre question mériterait un débat qui pourrait prendre toute notre commission. L'efficacité d'avoir un traitement de cette thématique au niveau régional plutôt qu'au niveau fédéral ou national, on peut en débattre longuement. Vous savez que la gestion courante des déchets se fait au niveau communal, déléguée par des intercommunales ; toutes les thématiques de réglementation se font plutôt au niveau régional. On peut donc longtemps discuter sur ces différents éléments. Je laisserai à l'appréciation des uns et des autres le droit de se positionner par rapport à ces différentes orientations. Je travaille dans un cadre légal défini, celui d'une gestion régionale en matière de déchets, qui implique aussi des échanges avec les différentes régions. On n'a pas nécessairement toujours les mêmes sensibilités ; c'est le cas pour d'autres dossiers en matière de déchets. C'est le cas par exemple sur le dossier de la consigne avec la Flandre, où nous sommes en discussion sur le sujet, ainsi qu'avec Bruxelles. Cela fait partie du jeu démocratique. On pourra longtemps en parler si vous le souhaitez.

Au niveau de la question de M. Matagne sur « pourquoi ce sentiment ? », et cetera. On a considéré qu'un accord de coopération était plus efficace qu'une convention, parce que plus cadré, et donc plus contraignant aussi par rapport au suivi des différents

acteurs qui feraient ce trafic transfrontalier. C'est un outil de gouvernance plus fort – je vais dire – qu'une convention volontaire.

Voilà pour ces différents éléments. Je pense avoir globalement répondu à vos questions.

M. le Président. – La parole est à M. Matagne.

M. Matagne (cdH). – Merci à Mme la Ministre d'avoir pris le temps de répondre. Vous avez mentionné parmi vos répliques la commission interrégionale de l'emballage qui doit notamment recueillir les statistiques d'infractions. Pouvez-vous nous indiquer quelles sont les forces vives disponibles au sein de l'administration, finalement, parce que je vous ai posé une question quasiment identique précédemment. Vous m'aviez répondu que c'était l'administration wallonne qui était disponible pour réaliser les contrôles. Dans ce précédé-ci, c'est l'administration wallonne, mais combien de personnes y travaillent, en résumé ?

Je vous remercie d'avance.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Comme je vous ai répondu tout à l'heure, je vous propose de m'envoyer une question écrite sur cette question technique. J'ai envie de vous dire que c'est la cohérence de mes réponses à deux questions similaires à moins de 15 minutes d'intervalle. Je vous répondrai la même chose. Je vous propose de m'envoyer une question écrite pour que je puisse vous répondre en toute connaissance de cause et ne pas improviser un chiffre ici, à la tribune.

M. Matagne (cdH). – Je vous remercie, Madame la Ministre, simplement, j'aurais imaginé que dans l'organisation de vos travaux, vous ayez estimé à la fois les coûts et à la fois le potentiel, le disponible humain qui vont vous permettre de réaliser les dossiers que vous mettez sur notre table. Je reviendrai donc évidemment vers vous pour obtenir plus de précisions, mais j'aurais pu imaginer que vous auriez l'information aujourd'hui.

M. le Président. – Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen et vote de l'article unique

M. le Président. – Nous allons procéder à l'examen et au vote de l'article du projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets.

Article unique

L'article unique ne fait l'objet d'aucun commentaire.

L'article unique est adopté à l'unanimité des membres.

Vote sur l'ensemble

M. le Président. – Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets Doc. 659 (2020-2021) N° 1.

À l'unanimité des membres, la Commission de l'environnement, de la nature et du bien-être animal recommande l'adoption du projet de décret par l'assemblée plénière.

Confiance au président et au rapporteur

M. le Président. – À l'unanimité des membres, il est décidé de faire confiance au président et à la rapporteuse pour l'élaboration du rapport.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DE M. BASTIN À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LES RENCONTRES DE MME LA MINISTRE AVEC DES SOCIÉTÉS, ASSOCIATIONS, FONDATIONS OU ASSOCIATIONS DE FAIT DEPUIS LE 1ER JANVIER 2021 »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bastin à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les rencontres de Mme la Ministre avec des sociétés, associations, fondations ou associations de fait depuis le 1er janvier 2021 ».

La parole est à M. Bastin pour poser sa question.

M. Bastin (cdH). – Madame la Ministre, chers collègues, c'est une question qui ne va pas prendre 5 minutes, Monsieur le Président, mais je tiens à préciser que c'est une question écrite qui est bien sûr hors délais. Je me permets donc de la poser de manière orale, mais il est vrai qu'elle va peut-être vous sembler un peu particulière.

Madame la Ministre, j'aimerais vous interroger sur les contacts que vous avez eus, ou votre cabinet, avec des sociétés, associations, fondations ou associations de fait – à caractère national ou international – au sens du Code des sociétés et associations.

Depuis le 1er janvier 2021, pouvez-vous nous présenter, sous une forme de tableau ou autre, toutes ces informations qui concernent donc les sociétés, la date, les lieux et les objets de rencontres ? J'aimerais aussi voir ce que vous avez pu en tirer.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Merci, Monsieur le Député, pour votre question. Je vous présente mes excuses pour le retard apporté à vous répondre en cette période très chargée.

Vous vous doutez que depuis bientôt deux ans que j'ai pris mes fonctions, de nombreuses rencontres ont émaillé mon quotidien. Elles concernent d'ailleurs de nombreuses thématiques qui sont les miennes, de nombreuses compétences, en reprenant les différentes sensibilités qui sont à l'œuvre dans les compétences qui sont les miennes, que ce soit en matière de ruralité, de nature, d'environnement, de forêt, de bien-être animal, et cetera.

Quand je ne peux y assister, mes collaborateurs m'ont représentée et ont pu me faire un retour des discussions qui avaient lieu avec les différents interlocuteurs. Cela fait partie du travail d'un cabinet que de pouvoir écouter ces différentes sensibilités, entendre la société civile dans toute sa diversité pour intégrer les préoccupations des uns et des autres et ne pas travailler en tour d'ivoire.

Les agendas des ministres sont considérés comme confidentiels à ce stade dans notre législation ; ce sont des outils de travail qui sont propres à chaque cabinet. Il n'existe pas, à ce stade, de registre qui répertorie les différentes rencontres ou les différents contacts qui sont menés entre les cabinets et les sociétés, associations, fondations, associations de fait ou fédérations, qu'elles soient nationales ou internationales au sens du Code des sociétés et des associations, comme vous me le demandez. Cela n'existe pas au niveau régional à ce stade, contrairement au niveau européen et fédéral où un registre qu'on appelle un « registre des lobbys » existe, mais applicable uniquement aux rencontres faites par les parlementaires et non par les ministres ou le gouvernement.

La DPR prévoit la mise en place d'un code de conduite pour ce qui concerne les lobbyistes, sans nécessairement passer par la création d'un tel registre. Néanmoins, votre question mérite d'être investiguée sans doute sous plusieurs angles justement.

Le premier, c'est de savoir si l'on transpose le registre des lobbyistes, tel qu'il existe au niveau européen ou fédéral, au niveau régional en ce qui concerne le travail des députés. À vous aussi de vous positionner sur cette question.

La deuxième question est de savoir si vous souhaitez élargir ce registre aux membres du gouvernement et, dans cette hypothèse, les modalités qui seraient éventuellement envisagées.

Je pense que la transparence doit être de mise dans le travail politique qui est mené ; on se rejoint totalement à ce niveau-là, sauf bien sûr pour les rencontres qui pourraient avoir un caractère confidentiel pour des raisons évidentes de sécurité en matière d'information, mais il me semble que cela pourrait être étudié et faire l'objet de propositions.

Peut-être que vous, en tant que parlementaire, souhaiteriez prendre une initiative en la matière, mais à ce stade, j'applique bien entendu la réglementation qui existe au niveau régional.

M. le Président. – La parole est à M. Bastin.

M. Bastin (cdH). – Madame la Ministre, vos excuses sont bien sûr acceptées. Vous me dites qu'il faut investiguer, qu'il faut de la transparence ; vous avez tout à fait raison. Votre parti n'a fait que demander de la transparence sous la législature précédente. Vous êtes aujourd'hui ministre. Vous dites qu'il faut étudier, mais faut-il refaire des études sur ce cas-ci ? Là où l'on peut tomber d'accord, c'est sur la transparence.

On peut prendre des initiatives, Madame la Ministre, mais nous sommes dans l'opposition. Vous avez plus facile que nous pour mettre en place ce registre, en tout cas au niveau du gouvernement.

Je note qu'il doit y avoir des réunions qui doivent être tenues en huis clos ; ce n'est pas ce que je vous demande.

Si vous voulez amener de la transparence, Madame la Ministre, il ne faut pas dire : « faites ce que je dis, mais pas ce que je fais ». Je vous invite à investiguer, mettre cela en place et concrétiser la chose demandée par votre parti au mandat précédent.

**QUESTION ORALE DE MME GOFFINET À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'EXPLOITATION DE
DÉCHETS TRANSFRONTALIERS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Goffinet à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la

Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'exploitation de déchets transfrontaliers ».

La parole est à Mme Goffinet pour poser sa question.

Mme Goffinet (cdH). – Madame la Ministre, je viens avec cette question parce que malheureusement, je n'ai pas eu réponse à ma question écrite et quelque part cette question tombe à point puisque la coopération transfrontalière en matière de déchets fut à l'ordre du jour de cette commission.

L'exploitation des déchets transfrontaliers augmente depuis plusieurs années, en tout cas c'est le cas vers la France et le Luxembourg notamment. Les conséquences de ces tonnes de déchets et de la circulation augmentent et provoquent une pollution qui inquiète bon nombre de riverains. Il s'agit d'une problématique complexe dont la justice, les forces de l'ordre ou les douaniers s'emparent. En tant que ministre en charge de l'Environnement, Madame la Ministre, vous avez une responsabilité dans ces enjeux de transferts illégaux de déchets.

Dès lors, ma première question est la suivante : quelle est votre vision de cette situation dans notre Région ?

Le Département de la police et des contrôles en Wallonie et l'administration wallonne de l'environnement sont-ils au fait des différents transferts illégaux de déchets en Wallonie ? Quelles sont leurs missions dans ce cadre ?

Quelles sont les différentes collaborations mises en place avec les Régions et les pays limitrophes – et singulièrement ici les autorités tant françaises que les autorités luxembourgeoises sur ces différents dossiers ?

Et enfin, le Règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets qui est destiné à garantir la traçabilité des déchets au sein de l'Union européenne et en dehors de ses frontières est-il, selon vous, suffisamment efficace pour traquer toutes ces incivilités et enfin pour assurer une traçabilité efficace des déchets ?

Je vous remercie d'ores et déjà, Madame la Ministre, des réponses que vous m'apporterez.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, j'ai envie de dire que l'on a sans doute un peu retard dans le traitement de votre question, mais par contre l'agenda est ce qu'il est. Nous venons de voter un décret sur le trafic transfrontalier

donc j'ai envie de dire que cela tombe bien. Cela permet d'avoir une réponse qui est pleinement dans l'actualité.

En Wallonie, la recherche et le constat des infractions opérées en matière de transferts transfrontaliers de déchets sont donc du ressort exclusif du Département de la Police et des Contrôles du Service public de Wallonie. Pour l'instant, ces tâches sont confiées à l'Unité de Répression des Pollutions – l'URP –, dont l'intervention se limite essentiellement à enquêter sur les cas de trafics illégaux dénoncés ou découverts lors de contrôles administratifs.

Dans le contexte de la première stratégie wallonne de politique répressive environnementale que j'ai proposée au Gouvernement et de la modification du décret de mai 2019 relatif à la délinquance environnementale, qui est en voie de finalisation, les moyens humains au sein du DPC ont été augmentés d'une dizaine d'agents et une Unité spécialisée d'investigation remplacera à terme l'URP. L'objectif de cette nouvelle Unité est de renforcer la lutte, justement, contre la grande criminalité environnementale organisée. J'aurai l'occasion dans une quinzaine de jours de venir vous présenter justement cette stratégie de politique répressive.

Dès lors, lorsque le décret modificatif relatif à la délinquance environnementale entrera en application, l'USI donc l'Unité spéciale d'Investigation reprendra dans ses compétences métier les contrôles organisés et planifiés en matière de transferts transfrontaliers des déchets, en visant également à mener davantage d'actions proactives, telles que des contrôles routiers systématiques.

En ce qui concerne les exportations illégales de déchets, le Règlement européen 1013/2006 impose une information mutuelle entre les autorités compétentes des pays concernés. Dès lors, chaque dossier renseigné aux services de contrôle wallons donne lieu à une enquête et le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Au sujet des exportations illégales opérées l'année dernière au départ de la Belgique vers la France et le Luxembourg, des éléments de réponse détaillés, en matière notamment de procédures, vous ont été apportés dans la réponse à la question écrite n° 116 que vous avez déposée le 17 janvier 2020. Je ne vais donc pas les rappeler ici.

Au niveau belge, le contrôle est assuré par les services d'inspection des trois Régions, activement soutenus par la police et la douane. Cette dernière a un rôle prépondérant en ce qui concerne les importations et les exportations vers et hors Union européenne.

J'ai eu récemment l'occasion de signer l'accord de coopération qui, en matière de transfert de déchets, formalise la bonne coordination et l'information mutuelle des autorités compétentes de notre pays, y compris la police, la douane et la justice.

L'assentiment à cet accord de coopération fait justement l'objet du projet de décret que nous venons d'évoquer en début de séance.

Mis à part cet accord, la Wallonie n'est liée par aucun autre accord de coopération en matière de contrôles des transferts transfrontaliers de déchets, dans le cadre notamment de la Convention de Bâle. Néanmoins, même si aucun autre accord n'a été formalisé avec d'autres pays européens, il faut souligner que la Wallonie est membre du réseau d'inspecteurs européens chargés de cette matière – réseau IMPEL TFS & déchets.

Dans ce cadre, elle échange activement avec les autres autorités européennes et tout particulièrement avec les pays limitrophes.

Le Règlement européen 1013/2006 concernant les transferts de déchets est un outil efficace qui a permis d'identifier et de poursuivre de nombreux responsables de transferts illicites. Comme tout outil réglementaire, son adéquation et sa capacité à répondre à l'évolution des situations de terrain doivent être réévaluées régulièrement.

C'est la raison pour laquelle la Commission européenne mène actuellement une analyse approfondie du Règlement, afin d'évaluer la nécessité d'adapter les textes actuels.

Enfin, il convient également de rappeler que la Convention de Bâle a été récemment modifiée, avec pour objectif de limiter les exportations de déchets de plastiques mixtes et souillés et d'assurer une meilleure traçabilité de ces déchets.

M. le Président. – La parole est à Mme Goffinet.

Mme Goffinet (cdH). – Merci, Madame la Ministre, pour ces réponses à cette question.

Je vais vous écouter attentivement d'ici quelques jours lorsque vous présenterez cette stratégie.

Je pense qu'il est vraiment important de renforcer la lutte contre ces pratiques totalement licites, illégales, voire même criminelles.

Un travail plus proactif est vraiment nécessaire à mener puisque actuellement, c'est plus lorsqu'il y a des dénonciations ou qu'il y a des contrôles. En tout cas, je constate qu'au niveau de la Grande Région, il y a un problème de plus en plus important qui apparaît. Il est donc important d'avoir la proactivité, de faire savoir les actions et poursuites qui sont menées. Je vous encourage donc à poursuivre les échanges avec les pays limitrophes.

- La séance est suspendue à 11 heures 7 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 11 heures 12 minutes.

M. le Président. – La séance est reprise.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

(Suite)

QUESTION ORALE DE M. FONTAINE À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LE TRIAGE SPÉCIFIQUE POUR LES LANGES ET PROTECTIONS INDISPENSABLES POUR ADULTES »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Fontaine à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le triage spécifique pour les langes et protections indispensables pour adultes ».

La parole est à M. Fontaine pour poser sa question.

M. Fontaine (PS). – Madame la Ministre, toutes mes excuses, j'étais à l'extérieur, je pensais que nous avions encore un peu de temps. Cela va vite, c'est très bien.

Un petit rappel, pour la gestion des déchets, les citoyens sont invités à effectuer un tri et les communes font appel à des intercommunales de collecte. Ces intercommunales ont, pour la plupart, mis en place des poubelles à puce. Le conteneur est équipé d'une puce électronique permet d'identifier l'adresse, le nombre de levées effectuées ainsi que le poids des déchets déversés. Le principe : moins vous produisez de déchets et moins vous payez ! C'est un principe tout à fait louable.

Depuis janvier 2021, les langes ne sont plus acceptés dans les déchets organiques. Ils sont inclus dans les déchets résiduels. Les alèses pour adultes sont elles aussi collectées avec les déchets résiduels.

Pour les parents et les personnes âgées et/ou handicapées, les langes et alèses pèsent lourd dans les poubelles pour une facturation en corrélation avec le poids comme on vient de l'évoquer.

Une protection souillée, par exemple, pèse environ 700 grammes avec une utilisation qui peut monter jusqu'à 3 ou 4 par jour. Quid du poids pour un ménage ? 45 kilos alors qu'un ménage de deux personnes a droit à 120 kilos par an pour sa poubelle à puce.

Et donc, Madame la Ministre, j'ai trois questions à votre attention.

Une modification de la réglementation pourrait-elle être envisagée ? Un triage spécifique pour les langes et protections indispensables pour adultes pourrait-il voir le jour ?

Une aide pourrait-elle être accordée aux utilisateurs de langes et alèses pour adultes ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, suite au remplacement de la cellulose contenue dans les langes par des polymères synthétiques hyper absorbants, le compost produit à partir de déchets organiques contenant des langes usagés présente de petits morceaux de plastique qui sont visibles d'ailleurs à l'œil nu.

En conséquence, les intercommunales qui avaient choisi d'accepter ces flux de déchets dans les collectes sélectives de déchets organiques ont décidé de modifier leurs consignes de tri au 1er janvier 2021. Il s'agit des intercommunales INTRADEL, BEP Environnement, Tibi et Idelux.

Depuis cette date, les langes sont donc interdits dans la fraction organique et retournent dans les déchets résiduels. Il s'agit d'un retour à une situation identique à celle des intercommunales Hygea, Ipalle et InBW qui, dès le départ, avaient choisi de ne pas accepter ce type de déchets dans les collectes de déchets organiques.

Vu les impacts environnementaux et sanitaires des micro et nanoparticules de plastiques, après l'épandage des composts sur les sols, il est n'est plus envisageable de remettre en question ou de postposer cette interdiction en application du principe de précaution, étant donné l'absence sur le marché de langes totalement biodégradables.

La production annuelle de langes usagés adultes et enfants peut représenter des tonnages importants pour les ménages concernés et impacter en conséquence leur facture déchets dans certains cas et dans certaines communes. Le problème n'est pas neuf et il était déjà bien connu d'ailleurs sous les législatures précédentes. L'augmentation du contenu des langes en matières plastiques complexifie d'autant plus la problématique.

Pour faire face à ce problème, la solution envisagée est de mettre en place une collecte sélective des langes usagés en vue de les réorienter vers une filière de recyclage adéquate. Cette option, qui est aussi jugée prioritaire par la Région flamande, est étudiée actuellement par un bureau de consultance désigné par mon administration, afin de déterminer d'une part, les impacts environnementaux et socio-économiques du développement d'une telle filière, en fonction notamment des différentes modalités de collecte, porte-à-porte ou points d'apport volontaires par exemple, et

d'autre part, le mode de financement de ce service, dans le cadre d'un éventuel système de subventionnement ou d'obligation de reprise par les producteurs de langes au sens large puisque d'une certaine façon ils sont responsables aussi de la modification de la composition de ces langes donc cela ne serait que logique. Toutefois, actuellement, dans le cadre légal existant, il faut rappeler que les communes ont aussi la possibilité de prendre des dispositions dans leur règlement-taxe pour soutenir les ménages en difficulté, en vertu de l'autonomie communale en matière de gestion des déchets. Ainsi, depuis plusieurs années déjà, de nombreuses communes ont pris des dispositions pour alléger la facture des ménages comptant au moins une personne incontinente sur base d'un certificat médical, en octroyant des sacs gratuits ou des kilos supplémentaires, afin de compenser le surcoût engendré par l'utilisation de langes et protections pour adulte.

M. le Président. – La parole est à M. Fontaine.

M. Fontaine (PS). – Merci, Madame la Ministre pour ces éléments de réponse. J'ai bien entendu que vous aviez mandaté un bureau pour faire l'étude et que la partie du nord du pays était en phase avec cette décision.

Le mode de financement est à l'étude également donc je ne manquerai pas de revenir vers vous avec une question orale ou écrite, à tout le moins.

Je sais que d'autres collègues étaient déjà intervenus sur le sujet et je ne manquerai pas non plus de rappeler à certaines communes qu'ils ont la possibilité d'intervenir sur la taxe déchets du fait de leur autonomie communale.

QUESTION ORALE DE M. CORNILLIE À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LA MORTALITÉ DE POISSONS SUR L'ESCAUT ET LA DENDRE »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la mortalité de poissons sur l'Escaut et la Dendre ».

La parole est à M. Cornillie pour poser sa question.

M. Cornillie (MR). – Madame la Ministre, à l'entame de cette question, je voudrais signaler qu'il s'agit d'une question hors délai qui a été convertie, en vertu du règlement, en question orale, non pas pour stigmatiser le retard du cabinet, mais pour en expliquer la forme et le contenu, puisque, à la base, ce sont deux types de questions différentes.

Comme le président vient de le dire, je voudrais m'intéresser à la mortalité des poissons cumulée sur les bassins de l'Escaut ou de la Dendre qui a été assez nombreuse et recensée durant ces derniers mois. À l'inverse des questions qui nous ont déjà permis de débattre au sein de cette commission, il ne s'agit pas forcément de la pollution – on pense notamment au barrage, à la rupture de digue chez Tereos –, mais ici plutôt des effets du soleil.

Il y a peut-être, effectivement, des produits de ruissellement ou des matières en décomposition, mais c'est probablement plutôt aussi la raréfaction de l'oxygène qui doit expliquer ou qui peut en tout cas expliquer pour partie certains des phénomènes recensés sur les deux cours d'eau précités.

À l'occasion de cette question écrite, initialement, je souhaitais savoir quelles sont, avec votre département, les actions qui ont été entreprises par les services wallons pour éviter, autant que possible, cette mortalité accrue des poissons. On pense évidemment aux émulseurs favorisant la réaération du cours d'eau pour y amener de l'oxygène, sachant que la population ichtyenne a déjà payé un lourd tribut lors de la pollution engendrée par le bassin de décantation de Tereos et la rupture de celui-ci.

Des actions ont-elles été entreprises pour faire face à la vague de chaleur et à ses conséquences, pour éviter l'effet cumulatif des deux incidents impactant la population de poissons sur ces cours d'eau ?

Plus largement, comment évoluent les efforts wallons de repeuplement des bassins touchés ? On a déjà évoqué Tereos, mais on sait que, entre-temps, des décisions sont tombées par rapport non pas au plan judiciaire, mais à la réalité de réparation environnementale, la presse s'en est fait écho récemment. Concrètement, côté wallon, quelle est la stratégie implémentée ?

Merci, Madame la Ministre, pour les éléments de réponse que vous voudrez bien m'apporter.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, mes services ont bien été informés d'une pollution sur la Dendre et sur l'Escaut ce samedi 19 juin en matinée. Les concentrations en oxygène y étaient très basses et de nombreux poissons venaient chercher l'air en surface. Des émulseurs favorisant la réaération de l'eau ont immédiatement été mis en place par les Voies navigables à Rebaix et à Lessines sur la Dendre. Des prélèvements d'eau ont été effectués, les analyses sont en cours et une enquête est d'ailleurs menée par le DPC. Nous en attendons les résultats.

Nous pouvons néanmoins déjà dire que les températures relativement élevées de la Dendre lors de l'incident n'ont pas provoqué la mortalité observée. L'origine de la pollution est plutôt à chercher dans les orages qui ont précédé les signes de mortalité et qui ont très probablement lessivé et apporté des polluants organiques aux cours d'eau. Une source très vraisemblable de ces polluants pourrait être le lessivage rapide de conduites d'évacuation des eaux usées qui se sont enrichies en matières organiques non évacuées en début de printemps. Ce phénomène semble, hélas, se reproduire et ne concerne pas que le bassin de l'Escaut. Comme je l'ai dit, l'enquête est en cours et elle devra le démontrer.

Au vu de la récurrence de ce type d'événement sur notre réseau hydrographique, mon administration poursuit ses travaux sur la stratégie intégrale Sécheresse, que le Gouvernement a adoptée, à mon initiative, le 14 juillet dernier.

Ces travaux visent à élaborer des mesures qui limiteront les effets néfastes des dérèglements climatiques sur les cours d'eau en général, et sur le réchauffement des eaux en particulier, comme :

- assurer une protection et reconstitution de la ressource par le biais des outils réglementaires existants ou à créer, tels que le permis d'environnement, la définition du cadre légal sur la priorité des usages de l'eau, la gestion des eaux pluviales ou d'outils de contrôle de celles-ci ;
- mettre en œuvre des mesures visant à favoriser la résilience de l'environnement naturel et rural en se basant sur des techniques naturelles de gestion ;
- adapter l'agriculture et ses pratiques aux effets des sécheresses futures par le biais du PWDR et la réforme de la Politique agricole commune.

Elle contiendra donc aussi des mesures visant à favoriser la plantation de bandes arbustives le long des cours d'eau, à développer des zones de reméandration latérale, à créer des zones d'immersion temporaire. Toutes ces mesures, qui sont basées sur l'aide de la nature pour nous adapter au réchauffement climatique, doivent permettre à nos cours d'eau de retrouver des capacités de résilience face à ces dérèglements et, ainsi, à mieux supporter aussi le choc de ces pollutions accidentelles, que nous combattons aussi quotidiennement.

M. le Président. – La parole est à M. Cornillie.

M. Cornillie (MR). – Merci, Madame la Ministre pour ces éléments de réponse. Vous avez dit qu'une enquête est en cours au départ notamment de prélèvements qui ont pu être levés et qu'il convient d'attendre les résultats de celle-ci. J'espère que ces résultats tomberont rapidement parce qu'ils pourront alimenter la réflexion sur la stratégie globale que vous mettez en place qui doit aller au-delà du cas purement

ponctuel qui a été évoqué ici à travers cette question et qui ne se limite pas à l'oxygène à réinjecter.

Je ne sais pas si cette stratégie va prévoir un dispositif de veille permanente pour réagir plus proactivement par rapport à des constats qui seraient faits, quelle qu'en soit la source, mais j'imagine, et j'espère que c'est un axe de travail de votre administration au-delà de ceux que vous avez cités et qui consistent à veiller aux abords du cours d'eau à la résilience de l'environnement rural immédiat qui sont évidemment des objectifs derrière lesquels nous nous rangeons, d'abord et avant tout pour la biodiversité et l'environnement, mais aussi pour le réchauffement climatique, nous ne sommes jamais qu'une espèce humaine.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LES QUANTITÉS DE
PESTICIDES UTILISÉES EN WALLONIE »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les quantités de pesticides utilisées en Wallonie ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, j'avais eu l'occasion de vous écouter, je pense sur les ondes de la RTBF fin juin ou tout début juillet, et vous aviez affirmé lors de cette interview ceci : que l'on constatait une diminution de la fertilité des sols parce que l'on utilisait de plus en plus de pesticides.

Je voudrais comprendre cette double assertion que vous faisiez, d'où les volets de ma question. D'une part de connaître quelle est la réalité des chiffres, parce que les seuls chiffres disponibles aujourd'hui sur l'utilisation de substances actives et qui sont affichées depuis 2010, ce sont les sources Statbel notamment, et elles indiquent une certaine stabilisation des quantités vendues, donc, j'aimerais savoir ce qui vous fait dire qu'il y a une augmentation de l'utilisation des pesticides en Wallonie ?

Par ailleurs, on sait que depuis quelque temps, les particuliers ne peuvent plus utiliser des produits phytopharmaceutiques, il y a eu le fameux plan Zéro phyto. Et donc, doit-on en déduire que ce plan est sans effet sur la quantité, et quelle est aussi la situation particulière des professionnels, notamment dans les espaces publics puisque les espaces publics, eux aussi, ne peuvent plus avoir recours à des produits de cette nature.

Je voulais savoir quels sont les chiffres dont vous disposez quant à l'impact de ces différentes mesures qui ont été votées ici au Parlement de Wallonie ou qui ont été adoptées par le Gouvernement. C'est pour la quantité des pesticides utilisés.

Et puis, j'ai une deuxième question, le deuxième volet de votre assertion concerne le lien entre la fertilité du sol et l'usage des pesticides. Sur quoi vous fondez-vous, sur quel aspect scientifique pour établir ces éléments, parce que l'amélioration de la fertilité des sols, on sait qu'elle est également liée à la restitution de biomasse au sol, à la part de matière organique, à la généralisation de certaines pratiques agricoles comme gestion extensive des sols, et donc moins intensive, ou encore une agriculture de conservation et de non-labour ?

Là, c'est évidemment un enjeu fondamental parce que c'est un enjeu au cœur des négociations que vous avez certainement, auxquelles vous participez aujourd'hui pour élaborer la future PAC. Je crois fondamentalement que les agriculteurs doivent être des alliés dans la réduction d'usage des pesticides, mais cela ne peut se faire que si la PAC est une PAC positive, encourageante, stimulante, notamment envers cette agriculture de conservation et ces pratiques de non-labour. J'aimerais vous entendre, Madame la Ministre, sur l'avancement de ces discussions, merci.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, j'ai effectivement déclaré que l'on constatait une diminution de la fertilité des sols, notamment parce que l'on utilise de plus en plus de pesticides. J'aurais dû être plus précise et parler de charge toxique des pesticides. La quantité de pesticides utilisée en Belgique est plus ou moins stable depuis les années 2010, mais leur charge toxique, en revanche, augmente constamment. Cette augmentation de la toxicité des produits rend d'autant plus pertinente la recherche d'alternatives.

Par ailleurs, si vous réécoutez attentivement l'interview en question, je ne parle pas de la quantité de pesticides en Wallonie spécifiquement, ce pourquoi nous manquons d'ailleurs – comme vous l'avez précisé – de données actuellement. C'est d'ailleurs un réel problème, nous disposons de données de ventes au niveau national, mais non au niveau régional. Il est dès lors plus difficile d'évaluer objectivement au niveau wallon les impacts des différentes mesures prises en la matière, même si nous disposons d'outils pour estimer ces quantités, et je vais y revenir dans un instant.

Mon souhait est bien entendu que les pouvoirs publics puissent mieux connaître les quantités de pesticides utilisées sur notre territoire et ainsi pouvoir mieux mesurer les avancées.

Le SPW ARNE suit depuis de nombreuses années, via le travail réalisé par l'ASBL CORDER l'évolution des quantités de produits phytopharmaceutiques vendues en Belgique et l'estimation des quantités utilisées en Wallonie.

Les derniers chiffres publiés disponibles jusqu'à l'année 2017 montrent effectivement une stabilisation des quantités de PPP vendues depuis 2010 avec quelques variations annuelles principalement dues aux conditions météorologiques.

La mise en œuvre du principe « zéro phyto » dans les espaces fréquentés par les groupes vulnérables en juin 2018 et dans les espaces publics en général en juin 2019 par mon prédécesseur, et donc je ne manque pas de le dire quand le travail est fait correctement, je sais que M. Matagne est sorti, mais je sais qu'il aime bien de le dire, a un impact pour ce type de surfaces, mais l'utilisation par le secteur agricole reste toujours importante. Je vous invite à cet égard à questionner mon collègue en charge de l'agriculture pour toute question relative à cette matière spécifiquement.

On ne dispose pas encore d'assez de recul pour évaluer l'impact du « zéro phyto » sur l'environnement, les données de vente des 3 dernières années – de 2018 à 2020 – n'étant malheureusement pas encore disponibles.

Par ailleurs, l'équipe de l'ASBL CORDER travaille actuellement sur l'obtention de données plus fines suite à la mise au point de la nouvelle méthodologie d'extrapolation développée, d'une part, et la mise à jour de la clé de répartition des utilisations de substances actives, d'autre part.

En ce qui concerne l'impact des pesticides sur la fertilité des sols, s'il ne s'agit pas du facteur premier, on ne peut plus nier le fait que certains pesticides peuvent avoir un impact sur la biologie du sol et donc sur sa fertilité. Précisément, ils peuvent avoir un effet inhibiteur sur certains micro-organismes ou sur des enzymes impliquées dans le cycle de l'azote ou du carbone dans le sol. Les tests sur les arthropodes non-cibles, les vers de terre et les bactéries impliquées dans la minéralisation de l'azote ou du carbone font d'ailleurs partie de la batterie de tests réalisés pour l'autorisation d'une substance active au niveau européen.

Parmi les projets financés par la SPGE dans le cadre de la protection de la ressource en eau, on peut citer le projet de biosurveillance du Néblon piloté par Eco-Impact. Ce projet a pour objectif notamment de voir si les vers de terre peuvent être un bon bio-indicateur de la contamination des sols par les pesticides.

La composante « fertilité du sol » est multifactorielle. Bien évidemment, elle est influencée par d'autres paramètres que la seule utilisation de produits phytopharmaceutiques. Les paramètres que vous citez entrent effectivement en ligne de compte. La restitution de biomasse et l'apport de matières organiques contribuent à maintenir ou augmenter la teneur en matière organique de sols, premier élément de leur fertilité, mais aussi de leur structure et donc de leur résistance à l'érosion. Encore faut-il que tous les processus biologiques liés à l'humification – et non pas l'humusation, je précise – puissent se dérouler sans être perturbés par la présence de pesticides.

La nouvelle PAC est, comme vous l'indiquez, une occasion d'améliorer sensiblement les pratiques agricoles, et les propositions présentées par l'administration vont dans ce sens. C'est notamment le cas au travers de la conditionnalité et des BCAA visant à maintenir les prairies permanentes et à lutter contre l'érosion, mais aussi et surtout au travers d'ECO-régimes ou de mesures agroenvironnementales et climatiques visant à soutenir davantage l'agriculture biologique en cohérence avec le plan stratégique de développement de celle-ci déposé début juin par mon collègue le ministre Borsus. C'est aussi le cas avec des ECO-régimes favorisant la couverture des sols, les prairies en fonction de leur charge de bétail et les cultures favorables à l'environnement sans oublier le maillage écologique, voire une méthode agroenvironnementale et climatique « carbone des sols » payée au résultat, mais nous reviendrons, j'imagine, sur tous ces débats extrêmement importants, même s'ils sont techniques, sur la politique agricole commune dans les prochaines semaines.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Je vous remercie, Madame la Ministre, pour votre réponse.

Je vous avais interrogée parce que vous êtes ministre wallonne de l'Environnement. J'avais compris les propos que vous portiez comme étant les propos relatifs à la Wallonie. J'entends la précision que vous faites et la nécessité d'avoir des outils de mesure. C'est la même chose que pour les grands plans que le Gouvernement lance, sans évaluation sérieuse, comment peut-on mener une politique correcte ? Je ne vous fais pas le grief à vous personnellement, mais il y a vraiment une culture de l'évaluation que nous devons endiguer et développer au sein des services wallons. Je me permettrai de revenir sur cet aspect précis. J'entends que vous me suggérez d'interroger votre collègue, le ministre Borsus, ce que je ne manquerai pas de faire très rapidement.

Enfin, en ce qui concerne la transformation de la PAC, je ne peux que vous encourager à ce que les mesures agricoles de la PAC soit, en elles-mêmes, des mesures pro-environnement, des mesures qui font la symbiose entre le sol, la terre et l'agriculture, et non pas

des mesures que l'on vient coller « à côté de », parce que ceci, ce sont des mesures qui, malheureusement, sont souvent inefficaces ou insuffisamment efficaces et, quelques fois, mal comprises par le monde agricole, ce qui est dommage alors que c'est un acteur – je pense – de la réussite de la transition dont nous avons besoin.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'INCENDIE SUR LE SITE DE
COMETSAMBRE À OBOURG »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'incendie sur le site de Cometsambre à Obourg ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, lors d'une dernière question orale en juin, je vous avais interrogée sur les circonstances de l'incendie à Obourg. Vous m'aviez, à l'époque, confirmé qu'un incendie s'était bien déclaré le 12 juin dans le dépôt de mitraille et que les pompiers étaient intervenus dans l'heure et que, selon vos propres dires, aucun dégât n'était à déplorer.

Vous m'avez assuré que les eaux d'extinction s'étaient majoritairement évaporées. Je voulais vous interroger sur les impacts de ces nuages de vapeurs qui portent les produits nocifs pour les riverains de l'entreprise bien sûr, les travailleurs notamment, les personnes qui sont intervenues, même si l'on est aux limites de la compétence de la Wallonie.

Je voudrais aussi savoir, parce que, visiblement, l'alerte a été gérée par les pompiers et pas par les services SOS Pollution de la Région wallonne. Comment l'incident a-t-il été traité par ce service-là ? Y a-t-il finalement un PV pour infraction à l'article 50 du décret relatif au permis d'environnement qui a été dressé ? D'autres infractions ont-elles été constatées à la suite de ces faits ? Quel est aujourd'hui le suivi qui est donné à cela ?

Je sais bien qu'il y a les séparations des pouvoirs, nous sommes capables d'agir à la fois sur le plan des amendes administratives. Il y a aussi le côté « plaignant », le côté défenseur de l'environnement wallon qui doit être assumé par la Région wallonne et plus généralement parce que vous m'avez expliqué qu'il n'y avait pas eu d'avertissement direct de SOS Pollution, donc du Service de l'environnement de la Région wallonne, lorsque les pompiers avaient été prévenus de l'incendie.

Avez-vous mis maintenant en place un mécanisme automatique quand il y a un incendie dans un site industriel, ici en l'occurrence, un site de traitement de déchets ? Y a-t-il bien une procédure d'automatisation, d'avertissement de l'incident de sorte que le service Environnement de la Région wallonne ne le découvre pas par le biais de la presse ?

Merci.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, comme vous le savez, l'incendie qui s'est déclaré le samedi 12 juin dans le dépôt à mitraille résultait d'une autocombustion. Les pompiers étaient alors intervenus dans l'heure.

En ce qui concerne les vapeurs et fumées constatées lors de cet incendie, il s'agit majoritairement de vapeurs d'eau. Les vapeurs d'eau ne sont pas toxiques en elles-mêmes. Elles sont d'ailleurs utilisées pour permettre de diffuser des substances médicamenteuses dans ce que l'on appelle l'arbre respiratoire, c'est le principe de l'infusion. En cas d'exposition massive, elles peuvent cependant causer une gêne respiratoire brutale pouvant déboucher sur une chute de la quantité d'oxygène dans le sang. Les soldats du feu en sont protégés grâce à leurs équipements impliquant une assistance respiratoire. Le problème peut se poser au niveau des riverains au cours de l'intervention. En cas d'incendie, les consignes diffusées par les autorités locales invitent les riverains à fermer portes et fenêtres pour se protéger de l'ensemble des émanations gazeuses causées ou résultantes de l'intervention.

En ce qui concerne l'analyse du service de garde SOS Environnement qui a été informé suite à cet incident, l'agent de garde n'a pas été informé de cet incendie. Dans un tel cas de figure, le service SOS ne peut que constater les faits et avertir les services d'urgence, qui, dans le cas présent, étaient déjà sur place.

Il faut préciser qu'il n'y a pas eu d'infraction à l'article 50 du décret relatif au permis d'environnement portant sur la durée de validité d'un permis d'environnement. Par contre, l'exploitant n'a pas informé le Département de la police et des contrôles lors de la survenance de l'incendie, ce qui constitue une infraction à l'article 58, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Un procès-verbal a été dressé le 22 juin 2021.

Le procès-verbal est actuellement dans les mains du procureur du Roi de Charleroi.

Pour ce qui est d'une procédure d'alerte du service SOS Environnement lors d'un appel des pompiers par rapport à un sinistre impliquant un risque

environnemental, sachez que la procédure existe et est prévue dans le décret Permis d'environnement.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Je remercie Mme la Ministre pour ces réponses factuelles. Effectivement, les procédures existent, mais, visiblement, elles n'ont pas fonctionné correctement en l'occurrence. Je ne peux qu'encourager Mme la Ministre à veiller à ce que son administration reprenne bien les contacts utiles avec tous les services d'incendie régionaux de façon à ce que la courroie de transmission fonctionne au mieux.

Par ailleurs, je reviendrai dans quelques mois sur la question du suivi du PV d'infraction qui a été dressé à l'encontre de l'entreprise.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE CONTRÔLE DES
EFFLUENTS D'ÉLEVAGE »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le contrôle des effluents d'élevage ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, les règles applicables aux agriculteurs sont très claires et encadrées via le PGDA. Par contre se pose la question de l'épandage en dehors des zones agricoles. Qu'en est-il, par exemple, du contrôle d'épandage qui est réalisé dans un milieu naturel comme celui forestier ?

Des règles existent-elles pour ces terres non affectées à l'agriculture, donc hors PGDA ? Comment les contrôles s'opèrent-ils dans ce cadre-là ?

Je parlais d'effluents d'élevage, mais il existe d'autres types d'effluents et de rejets, comme les boues d'épuration. Aujourd'hui, est-il autorisé en milieu forestier ? Si oui, à quelles conditions ?

Quel est le service régional compétent pour recevoir d'éventuelles plaintes liées à des apports irréguliers ?

Dans une réponse à une question parlementaire antérieure, l'on notait qu'en 2017, 184 contrôles de transferts d'effluents avaient été effectués en Wallonie. De plus, sur les quatre premiers mois de 2018, 700 contrôles avaient été réalisés, avec plus de 40 procès-verbaux rédigés.

Pourriez-vous me fournir les chiffres, Madame la Ministre, concernant les années 2018, 2019, 2020 et les mois dont vous disposez pour 2021 ? Combien de procès-verbaux ont-ils été établis ? Quelle est la répartition par province de ces procès-verbaux ? Quelle est la proportion des procès-verbaux concernant des transferts d'effluents d'élevage importés en Wallonie ? Quels sont les principaux flux irréguliers ?

Pourriez-vous également m'indiquer quel est le montant total des sanctions perçues au cours des cinq dernières années ? Quelle est l'affectation de ces recettes ?

Enfin, quels sont les services du SPW chargés de ces contrôles et du suivi infractionnel ? Je vous remercie.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, je vous remercie pour votre question. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 relatif aux boues d'épuration autorise uniquement leur valorisation en agriculture. Elles ne peuvent donc pas être épandues sur des sols à usage non agricole. Pour les autres matières organiques, hormis les effluents d'élevage, il est interdit de les utiliser sur les sols forestiers, dans les bois et les forêts, tels que définis par l'article 2 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, à l'exception de gagnages, dans le respect des conditions définies dans les certificats d'utilisation.

Seuls les composts produits à partir de déchets végétaux peuvent être utilisés dans les gagnages forestiers.

Les doses d'utilisation sont établies par le destinataire en concertation avec le chef de cantonnement pour satisfaire aux besoins physiologiques des plantes et à la constitution d'un sol de qualité. Les modalités et les périodes d'utilisation sont établies par le chef de cantonnement en vue de respecter les dispositions de l'article 41 du Code forestier. Les règles définissant les zones interdites à l'épandage, comme les zones naturelles, les zones de captage, et cetera ; les zones à restrictions, comme les sols sensibles ; ou les autres zones pour les bois soumis au régime forestier - et donc pas pour les bois privés - sont rassemblées dans une circulaire du DNF. L'autorisation d'épandage est délivrée par le directeur du DNF concerné.

Les contrôles réalisés au cours de 2018, 2019 et 2020 ont été au nombre respectivement de 1467, 1334 et 1111 contrôles réalisés et de 121, 57, 46 procès-verbaux dressés, soit une diminution progressive annuelle montrant une certaine intégration des règles relatives aux stockages au champ et à la ferme, qui constituaient les principaux motifs de manquement.

Les services du SPW chargés de ces contrôles et du suivi infractionnel sont la cellule PGDA - Plan de gestion de l'azote -, du Département de la police et des contrôles, l'Unité de répression des pollutions et la Direction nature et forêt le cas échéant.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Je remercie Mme la Ministre pour sa réponse. Je note qu'il y a des difficultés. J'ai des informations qui m'indiquent que des boues d'épuration sont épandues en milieu forestier. Cela soulève donc aussi une question du côté des stations d'épuration qui expédient visiblement ces restes en dehors de la réglementation, comme Mme la Ministre vient de l'expliquer. Je me permettrai donc de revenir sur non pas le côté réception, l'endroit où on les met, mais plutôt côté expéditeur puisque la SPGE relève également des compétences de Mme la Ministre.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA POLLUTION DE LA NAPPE
PHRÉATIQUE SUITE À L'EFFONDREMENT DE
LA VOIRIE À NEUFVILLES SUR LA N524 »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la pollution de la nappe phréatique suite à l'effondrement de la voirie à Neufvilles sur la N524 ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, les pluies de juillet ont été exceptionnelles. Elles ont provoqué des dégâts importants en particulier en province de Liège, mais cela et là dans d'autres communes de Wallonie également.

C'est le cas dans un contexte un peu particulier sur la Commune de Soignies puisque c'est un endroit connu pour sa pierre bleue. Je pense que vous avez déjà eu l'occasion de vous y rendre, mais pierre bleue signifie aussi un risque karstique important. C'est le cas puisque le 29 juin et cela s'est aggravé suite aux pluies de juillet, un effondrement karstique important a eu lieu. Celui-ci a entraîné avec lui non seulement un morceau de la route régionale 524, endommagé une conduite d'adduction d'eau de 300 mm, mais également des conduites d'égouttage.

La nappe phréatique, puisqu'il y a aussi à proximité de nombreux pompages qui sont réalisés par la SWDE, est directement menacée par cet effondrement karstique.

Une analyse de la situation en matière de risque de pollution a-t-elle été réalisée par vos services ? Si oui, quand ces analyses ont-elles été effectuées ?

L'état de la nappe phréatique est-il menacé ? Des mesures sont-elles prises aujourd'hui ? Comment vos services vont-ils intervenir pour remettre tout cela en état et éviter que notre or bleu ne soit menacé ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, l'effondrement karstique que vous évoquez a en effet mis en alerte les services compétents de mon administration qui ont été dépêchés sur place dès le 29 juin alors que l'effondrement était encore très limité.

Ils ont été rappelés le lendemain après l'aggravation du phénomène et l'entraînement de la voirie dans le karst révélant un effondrement d'ampleur rarement observé.

La cellule avis et conseils effondrements a été mise en alerte dès le 30 juin, elle a rapidement réuni les compétences des experts du SPW ARNE et du SPW Mobilité Infrastructure pour conseiller au mieux les autorités communales et provinciales en charge des travaux de sécurisation du site. Elle a participé à plusieurs réunions de crise sur place.

Dès le 30 juin, le risque de pollution de la nappe a été pris en compte par cette cellule, parallèlement aux autres risques :

- stabilité des infrastructures ;
- mise en sécurité des lignes électrique et téléphonique ;
- rupture d'approvisionnement en eau, et cetera.

L'effondrement a eu lieu le long d'un petit ruisseau qui s'engouffrait dans le calcaire où il rejoignait directement la nappe aquifère contenue dans les fissures de la roche.

Dans l'attente de l'aménagement des raccordements de la zone à un réseau d'assainissement collectif et donc à la station d'épuration en aval, ce ruisseau récolte encore les effluves non épurés de plusieurs habitations et d'une attente maison de repos et de soins pour personnes âgées. Il draine par ailleurs, une zone agricole relativement étendue ayant récemment subi des épandages de fertilisants et de produits phytosanitaires.

La qualité du cours d'eau menaçait la qualité de l'eau souterraine et plus particulièrement celle pompée par les captages de la SWDE aux sud-est et nord-est du sinistre. L'eau du puits alimentant le home était également source d'inquiétudes.

Le 2 juillet, le SWDE a réalisé des prélèvements pour analyse du puits d'eau de distribution à la carrière du Clypot ainsi que du ruisseau et du puits privés de la maison de repos. Ces résultats ont permis de constater que ni le captage privé, ni l'eau de distribution n'avait encore subi le moins impact qualitatif.

Depuis ce 2 juillet, les deux prises d'eau sont quotidiennement surveillées pour détecter le moindre changement anormal dans l'aspect de l'eau. Cette surveillance va se poursuivre pendant plusieurs mois. Par contre, les analyses ont confirmé les craintes de nos experts : l'eau du ruisseau comporte bel et bien de divers polluants y compris de nature agricole. Cela a donc conforté la cellule avis et conseils effondrements dans sa volonté d'empêcher rapidement ces eaux de rejoindre la nappe par le gouffre qu'il avait créé.

La réalisation d'une déviation du cours d'eau a été confiée par les autorités à un entrepreneur local pouvant intervenir rapidement, les eaux du ruissellement ont été déviées dans une conduite de 400 millimètres posée à travers champs et contournant l'effondrement par le nord. Cette conduite récupère ensuite les eaux du fossé de la nationale et renvoie le tout dans le lit du ruisseau encore intact en aval de l'effondrement. Ces travaux se sont terminés le 9 juillet.

En parallèle, la SWDE a aménagé des bouches d'incendie aux deux extrémités du tronçon de la conduite de distribution passant dans la zone effondrée. Elle a ensuite réalisé une jonction temporaire en surface entre ces deux points pour rétablir le réseau de distribution. Depuis la date du 9 juillet, la situation peut donc être considérée comme « sous contrôle ».

Des solutions d'aménagements plus pérennes concernant à la fois le ruisseau, dont la qualité sera suivie, mais également la conduite SWDE, de même que les travaux de réfection et de stabilisation de la voirie sont mis à l'étude dès à présent, mais ces solutions ne pourront être mises en œuvre que dans un délai bien plus long, car elles sont tributaires des résultats de l'étude géotechnique et géophysique au droit de la route régionale N524. En ce qui concerne le ruisseau, il sera alors très certainement canalisé entièrement le long du tronçon enjambant le karst.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Je vous remercie, Madame la Ministre, pour votre réponse circonstanciée. Je profite de l'occasion pour remercier l'ensemble des services qui relèvent de vos compétences et qui sont intervenus rapidement et efficacement pour protéger la nappe phréatique.

J'entends que c'est une solution qui reste provisoire. Je ne peux que vous encourager à être attentive à ce que cette solution provisoire ne dure pas trop longtemps parce que quelques éléments sont aussi problématiques. Par exemple, le système de pompage n'est pas raccordé

au réseau électrique et donc c'est un pompage par un groupe électrogène alimenté au mazout, ce qui n'est pas l'idéal. Au plus vite des solutions efficaces, protectrices de l'environnement et durables seront mises en place, au mieux ce sera.

Je me permettrai de revenir par le biais d'une question écrite d'ici quelques mois pour m'assurer que tout cela suit bien.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LES POLLUTIONS CAUSÉES
PAR LES INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE M. MAROY À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA POLLUTION DES COURS
D'EAU ET LES PROBLÈMES DANS LES
STATIONS D'ÉPURATION SUITE AUX
INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE M. CLERSY À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA POLLUTION DES EAUX ET
DES SOLS GÉNÉRÉE PAR LES INONDATIONS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle les questions orales à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal de :

- M. Desquesnes, sur « les pollutions causées par les inondations » ;
- M. Maroy, sur « la pollution des cours d'eau et les problèmes dans les stations d'épuration suite aux inondations » ;
- M. Clersy, sur « la pollution des eaux et des sols générée par les inondations ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, c'est une véritable marée noire qui a envahi les vallées de la Vesdre, une partie de l'Ourthe, de l'Amblève et de Liège, mais également d'autres communes. C'est une marée noire à laquelle on ne pouvait pas s'attendre, mais qui est là aujourd'hui dans les jardins et dans les lieux publics. La crasse et les mélanges de déchets et d'hydrocarbure se retrouvent étalés aux quatre coins de cette centaine de kilomètres carrés touchés par les terribles inondations de la mi-juillet.

À la suite de ce phénomène, le Gouvernement a annoncé plusieurs initiatives, dont une qui vous concerne et qui fait l'objet de la question de ce jour. Il s'agit de l'intervention de la SPAQuE pour couvrir les pollutions diffuses d'origine indéterminée et non prises en charge par les assurances.

Au départ, le Gouvernement a arrêté une liste de 202 communes victimes de la catastrophe naturelle. Pour ces 202 communes, une intervention peut être sollicitée par les résidents, les propriétaires et les personnes morales ayant leur siège social ou un siège d'exploitation dans l'une de ces communes.

Plusieurs communes qui n'étaient pas dans cette liste ont sollicité d'être reconnues. Depuis lors, le Gouvernement a décidé d'étendre à sept nouvelles communes, dont une commune voisine de la mienne, celle de Braine-le-Comte.

Les communes qui ont été ajoutées postérieurement au premier arrêté du Gouvernement wallon déclarant la calamité naturelle peuvent-elles également bénéficier de l'intervention de la SPAQuE ?

Pour revenir à la mesure de façon générale, quels seront les mécanismes concrets d'intervention ? Comment va être effectué le tri des demandes ? Dans quels délais seront réalisés les différentes analyses et les assainissements qui devront suivre ? Une enveloppe budgétaire a-t-elle déjà été identifiée ?

L'ampleur de la marée noire étant extrêmement importante, j'aimerais avoir quelques éléments d'ordre méthodologique concernant l'action de la SPAQuE en la matière.

Par ailleurs, il semble y avoir une limite dans ce qui a été énoncé par le Gouvernement, à savoir qu'il faut que ce soit une pollution diffuse. Comment va-t-on identifier que l'on est dans une pollution de nature indéterminée ?

Pour avoir été sur place, dans la gadoue, tout a été mélangé et trituré. Pour ceux dont la cuve à mazout a été éventrée et qui ont également été pollués par d'autres éléments venant de l'amont, notamment la beurrerie, le critère annoncé par le Gouvernement va-t-il être exclusif ?

Un délai de six mois est évoqué pour introduire une demande, un délai qui pourrait être prorogé de trois mois pour les personnes morales de droit public. Pourquoi ce distinguo entre un particulier ou une entreprise et un pouvoir public local ? Les risques ne peuvent-ils pas être gérés dans le même espace-temps ?

L'ISSeP a également annoncé vouloir augmenter le nombre de ses points de prélèvement dans les zones touchées, ce qui est absolument indispensable, ainsi que d'identifier, de tester et de se rendre compte des dégâts de cette terrible marée noire sur la nature. L'ISSeP

précise qu'elle vise à sérier les micropolluants, les macropolluants et les hydrocarbures.

Quelle sera l'exploitation de ces données en lien avec la SPAQuE ? Comment se coordonnent l'ISSeP et la SPAQuE ? Est-ce chacun de ce côté ou une méthodologie globale est-elle prévue ?

J'aimerais vous entendre là-dessus parce que c'est un enjeu fondamental pour beaucoup de personnes qui doivent reprendre possession et penser à réaménager ce qui entoure leur habitation, de même que pour les pouvoirs publics et les associations actives sur le territoire qui ont été dramatiquement touchés par les inondations de juillet.

Je vous remercie d'avance pour vos éclaircissements.

M. le Président. – La parole est à M. Maroy pour poser sa question.

M. Maroy (MR). – Madame la Ministre, on n'a pas fini de mesurer l'ampleur des dégâts causés par les tragiques inondations du mois de juillet. On a beaucoup parlé – et c'est normal – des dégâts causés aux infrastructures et au bâti. On a moins parlé jusqu'ici des dégâts causés à l'environnement, qui a été particulièrement malmené.

Je n'irais pas jusqu'à parler d'une véritable « marée noire », comme l'a fait mon collègue. Pour avoir vu sur le terrain, dans ma vie ancienne de journaliste, en quoi consistait une marée noire, je pense que les mots ont un sens et qu'il ne faut pas non plus grossir le trait, même s'il est vrai que les dégâts sont là.

Les flots déchaînés ont éventré de nombreuses cuves à mazout et emporté une multitude de produits chimiques stockés dans les entreprises et chez les particuliers. On a là un cocktail de substances toxiques, composé d'hydrocarbures, de pesticides et de métaux lourds. Tout cela a non seulement pollué l'eau des rivières concernées, mais aussi les sols inondés. Potentiellement, ce sont des centaines, si pas des milliers, d'hectares qui pourraient avoir été contaminés et qu'il faudra éventuellement traiter après analyse. D'où ma première question, qui rejoint plus globalement celle posée par mon collègue.

Quelle sera votre stratégie pour le traitement de ces boues et de ces terres polluées ? Vu l'ampleur du phénomène, quelle sera la méthode utilisée ? Quels seront les critères ? Comment seront organisées les analyses ? Devront-elles être systématiques, point par point ? J'aimerais savoir comment vous allez aborder cet épineux problème.

En ce qui concerne les cours d'eau, une source d'inquiétude supplémentaire vient s'ajouter à la pollution causée par les hydrocarbures et par les produits toxiques évoqués, à savoir les dégâts causés à plusieurs stations d'épuration. Certaines ont été complètement détruites,

comme celle qui traitait les eaux usées de Verviers. Le résultat, c'est que ces eaux usées se déversent directement dans la Vesdre.

Comment agissez-vous actuellement et dans l'urgence pour éviter au maximum la pollution liée à ces stations d'épuration qui ne sont plus opérationnelles ? Pour certaines, les travaux seront relativement rapides, mais, pour d'autres, il faudra des mois avant de les remettre en service. Quelles solutions identifiez-vous pour empêcher les eaux usées de terminer massivement dans les cours d'eau ?

Quelle est plus globalement votre stratégie concernant l'assainissement des cours d'eau ? Un mois et demi après les inondations, comment analysez-vous la situation et quel est votre état d'esprit ?

Enfin, vous avez demandé à l'ISSeP de réaliser une évaluation de l'état environnemental des cours d'eau dans les zones particulièrement touchées par les inondations. L'institut a dès lors ajouté 18 points de contrôle dans la vallée de la Vesdre. Au total, ce sont maintenant 184 sites de prélèvements qui sont suivis par l'institut, ce dont je me réjouis.

De premiers résultats sont-ils d'ores et déjà disponibles ? Si oui, quels enseignements peut-on, à ce stade, en tirer ?

Je vous remercie pour vos premiers éléments de réponses, mais vous vous doutez bien que, pour ce dossier comme pour d'autres, nous ferons régulièrement le point sur l'évolution de la situation.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy pour poser sa question.

M. Clersy (Ecolo). – Madame la Ministre, comme mes collègues l'ont évoqué, les inondations qui ont touché la Wallonie mi-juillet dernier ont souvent été à l'origine de déversements de produits chimiques, tels que le mazout ou encore des hydrocarbures. Ces produits ont causé des pollutions diffuses dans les sols et les eaux qui pourraient avoir des conséquences tant sur la santé des riverains que sur la nature avoisinante, qui a été en contact direct avec les eaux souillées.

Madame la Ministre, avez-vous pris des mesures afin d'établir un diagnostic de la pollution des sols et des eaux dans les différentes régions concernées ? Entre-temps, vous aviez, par voie de communiqué de presse, signalé que l'ISSeP se penchait sur la question. A-t-on déjà de premiers éléments qui permettent de nous rassurer ou pas sur l'état des lieux ? Je voulais élargir le propos : il est évident que la vallée de la Vesdre a été particulièrement impactée par ces inondations, mais d'autres régions du pays ont également subi ces inondations. J'aurais aimé avoir un diagnostic en perspective sur l'ensemble de la Région.

Cette étape de diagnostic, on le sait, constitue un préalable important dans le cadre de la reconstruction des zones qui ont été sinistrées. Quel est votre calendrier de travail avec la SPAQuE ? Quelles actions concrètes ont été entreprises afin d'envisager effectivement la dépollution des zones impactées ?

Enfin, plusieurs articles de presse ont pointé du doigt les citernes à mazout chez les privés, qui seraient en grande partie responsables de cette pollution liée aux inondations. Qu'en est-il ? Quelles leçons tirez-vous de ce sinistre au niveau de la protection de ces citernes dans les zones inondables afin d'éviter un nouveau drame ? Je vous remercie pour les précisions que vous pourrez m'apporter.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Messieurs les Députés, merci pour vos différentes questions très importantes. Vous avez raison, ces terribles inondations ont provoqué – et l'on ne peut que le regretter – des décès humains, des dégâts matériels extrêmement importants, mais aussi des pollutions à notre environnement, et nous avons multiplié les actions, dès les premières heures, pour réduire, tant que faire se peut, l'impact environnemental de ces terribles événements, qui nous rappellent que dompter la nature est impossible et que nous devons adapter nos modes de fonctionnement et notre façon d'aménager notre territoire pour anticiper au mieux ces événements et éviter des risques importants.

Afin de répondre clairement à toutes vos interrogations, je commencerai par répondre aux questions traitant des pollutions des eaux. J'exposerai ensuite le mécanisme d'intervention pour les pollutions des sols et terminerai par les quelques éléments relatifs aux citernes à mazout spécifiquement, pour lesquelles M. Clersy a demandé quelques clarifications.

En ce qui concerne les cours d'eau, il importe d'avoir un état des lieux actualisé de ces derniers avant d'envisager leur assainissement. En effet, les inondations ont bien emporté toute une série de produits potentiellement nocifs avec elles, mais il faut savoir si ces substances qui ont été emportées se sont fixées dans les sols ou sont restées dans nos eaux de surface.

Dans ce cadre, le SPW a immédiatement lancé, en collaboration avec l'ISSeP, une campagne d'analyses approfondies de la qualité des cours d'eau sur 85 stations de mesures. Plus de 300 paramètres sont analysés sur ces stations pour suivre à la fois les pollutions dues aux eaux usées, principalement les matières organiques, azotées et phosphatées, mais également les pollutions plus spécifiquement industrielles et les hydrocarbures.

En complément, les mesures de 104 stations déjà prévues au programme de monitoring 2021 sont maintenues.

Le choix des stations s'est fait en fonction des zones les plus impactées comme les bassins de la Vesdre ou de l'Ourthe par exemple, mais également sur l'ensemble des 209 communes touchées par les inondations. Cela représente 80 % du territoire wallon. La Dyle, mais aussi, par exemple, la Senne font donc également partie des cours d'eau surveillés de manière approfondie.

Les échantillonnages ont commencé dès le 19 juillet. L'ISSeP a dû dans ce cadre réorganiser son planning d'échantillonnage et ses procédures d'analyses afin de fournir les résultats au plus vite. Les premiers résultats sont attendus courant septembre et seront par la suite envoyés au SPW toutes les semaines. Ils seront ensuite interprétés en regard de la situation « pré-inondations » pour avoir un point de comparaison qui soit correct sur le plan scientifique. Ces résultats permettront d'obtenir un état des lieux objectif de la pollution des eaux en hydrocarbure, première étape nécessaire avant d'envisager des actions de dépollution.

La probabilité est grande que la grande majorité des polluants qui ont été déversés dans les eaux de surface à l'occasion de crues ait été emportée par les flots tumultueux. Les résultats analytiques des prélèvements en cours permettront de confirmer ou non ce diagnostic.

L'arrêt de certaines stations d'épuration est également un problème important qui mobilise toutes les équipes sur le terrain et est l'objet de toutes les attentions. Les stations d'épuration les moins endommagées ont été réparées et remises en service rapidement. Actuellement, seules 15 stations sur 428 demeurent à l'arrêt, avec une durée d'indisponibilité qui est variable de 3 mois à 15 mois en fonction de la gravité des dégâts. Ce n'est pas la première fois que des stations d'épuration sont endommagées suite à des épisodes de calamités, c'est le cas par exemple dans certains orages, suite à certains orages importants sur notre territoire, mais, bien sûr, ici, l'ampleur est importante.

Du fait des quantités d'eaux usées que cela représente, il est malheureusement impossible de les stocker ou de les transférer vers d'autres stations. Il n'y a donc pas d'autres possibilités pour l'instant que de laisser ces eaux usées s'écouler dans la rivière où elles sont cependant, forte heureusement, diluée et autoépurée en partie. Les stations à l'arrêt sont situées dans cette masse d'eau dont la qualité est particulièrement suivie, principalement dans les bassins de la Vesdre et de l'Ourthe.

Enfin, une campagne de suivi de l'écotoxicité sur ces bassins vient d'être lancée et un suivi des indices biologiques nous arrivera dès que les premières analyses seront disponibles.

La pollution due à l'arrêt des stations d'épuration est donc, certes, problématique et fait l'objet d'un suivi particulier. Les premiers résultats d'analyse indiqueront si des mesures supplémentaires doivent être envisagées.

En ce qui concerne les sols, les actions doivent être distinguées selon que la pollution est locale ou diffuse. D'une part, pour la gestion des pollutions locales, donc vraiment à proximité directe, par exemple de certaines citernes de mazout dans les habitations mêmes des personnes par exemple, ce sont les mesures de gestion immédiates prévues par le décret Sols qui sont mises en œuvre par un expert agréé en gestion des sols pollués mandaté par l'assurance et dans ce cas-là, c'est bien l'assurance privée qui intervient directement au niveau des coûts d'assainissement de ces pollutions.

D'autre part, pour la gestion des pollutions diffuses dont l'origine est indéterminée précisément, par exemple la citerne d'une tierce personne dont on ne peut pas tracer précisément le circuit et l'origine ou des pollutions charriées par les eaux et pour lesquelles les assurances n'interviennent dès lors pas, le Gouvernement, à mon initiative, a mandaté la SPAQuE afin d'intervenir. L'intervention de la SPAQuE concerne, bien évidemment, les sept communes qui ont été récemment ajoutées à la liste, Monsieur Desquesnes. Les demandes d'intervention doivent être introduites par les personnes sinistrées auprès de l'administration communale et son ensuite centralisée et traitée par la SPAQuE. Elles sont communiquées à la SPAQuE par les référents communaux au fur et à mesure de leur réception. Fin août, environ 70 formulaires étaient annoncés. Ceci nous permet également d'avoir progressivement un inventaire des terres polluées suite à cette centralisation de l'information.

Ces demandes font tout d'abord l'objet d'un tri de manière à identifier les situations les plus préoccupantes sur base des informations communiquées. Cette première priorisation dépend notamment de la dangerosité des polluants, qui sont présumés à ce stade évidemment, en fonction de l'usage du terrain. Les demandes ainsi priorisées font ensuite l'objet d'une étape de diagnostic sur le terrain. Un expert agréé en sols prend contact avec les personnes sinistrées de manière à effectuer une visite précise de chaque terrain impacté. Cette visite a pour objectif, d'abord, de prélever des échantillons de sol de surface pour mesurer objectivement le degré de pollution observé. Les analyses sont confiées à un laboratoire agréé en matière d'analyse de sols et, ensuite, de décrire, avec le regard d'un spécialiste, l'étendue des pollutions sur base de critères organoleptiques. Chaque visite fait donc l'objet et fera l'objet d'un rapport simplifié communiqué tant à la SPAQuE qu'à la personne sinistrée. Ce rapport reprendra des recommandations en matière de nécessité d'assainir ou non. Les situations ne nécessitant pas un assainissement ne donneront évidemment pas lieu à une intervention plus poussée. Les situations, par contre, qui nécessitent un assainissement feront l'objet d'un second

classement afin d'être à nouveau priorisées, en fonction, cette fois, des pollutions non pas estimées, mais réelles rencontrées sur le terrain. La priorité sera donnée aux situations jugées les plus préoccupantes par les experts agréés sur base de l'intensité de la pollution, de son étendue et de la sensibilité de l'usage ou de l'affectation du terrain concerné.

Les terrains identifiés comme pollués et comme nécessitant un assainissement feront ensuite l'objet de travaux de réhabilitation menés sous la surveillance de la SPAQuE et/ou d'un expert agréés « sols ». Ces travaux consisteront principalement en un décapage des terres de surface polluées, en l'analyse des fonds de fouille après décapage, puis reprise éventuelle des terrassements sur les zones qui apparaîtraient encore polluées.

Les terres polluées seront évacuées pour traitement vers des filières agréées et remplacées par des terres saines conformes avec l'affectation du terrain en question, de manière à retrouver le niveau du terrain initial.

L'ensemble de ces opérations sera documenté et fera l'objet d'un rapport de fin de chantier communiqué tant à la SPAQuE qu'à la personne sinistrée.

En outre, à chaque étape de l'intervention, les personnes sinistrées seront averties par la SPAQuE de la décision qui les concerne.

Les délais d'intervention prévus ont été voulus les plus courts possible, de manière à apporter des réponses rapides aux sinistrés. Ainsi, les bureaux d'études mandatés pour réaliser les diagnostics de terrain devront réaliser l'ensemble de leurs prestations, c'est-à-dire la visite de terrain, les analyses et le reportage endéans les 15 jours ouvrables pour chaque terrain investigué de moins de 25 ares, ce qui sera la majorité des cas rencontrés. Ces diagnostics devraient démarrer mi-septembre.

Le montant cumulé de l'aide prévue par le Gouvernement wallon est de 2 millions d'euros octroyés aux communes sinistrées, aux particuliers, aux entreprises et aux indépendants afin d'assurer le financement des expertises, études et des assainissements de sols pollués aux hydrocarbures et nécessaires à la suite des inondations.

Quant à l'origine de la pollution, elle sera surtout examinée sous un angle visuel par les experts agréés qui seront mandatés et compétents pour effectuer les visites de terrain. Le but est que l'aide prévue par la Région wallonne ne remplace pas les interventions relevant des assurances, partout où celles-ci doivent assurer une prise en charge des pollutions.

Pour étayer cette situation, un document émanant de leur assureur et attestant de son refus d'intervenir sera demandé aux sinistrés avant les opérations d'assainissement proprement dites.

La date limite pour introduire une demande d'intervention a été fixée au 31 mai 2022. Le délai de six mois, prolongeable de trois mois, auquel la presse fait référence, est celui applicable à la procédure du Fonds des calamités et donc pas à cette procédure-ci.

Complémentairement à l'action de la SPAQuE, j'ai également sollicité mon administration afin d'envisager un monitoring de la qualité des sols impactés en impliquant notamment l'ISSeP. La nécessité d'une intervention complémentaire sera examinée à la lumière des résultats de ce monitoring.

Enfin, en ce qui concerne la thématique des citernes à mazout à l'origine des pollutions, il convient au préalable de préciser que les dépôts de mazout de 3 000 litres et plus sont réglementés par les prescriptions du permis d'environnement.

Les dépôts de 3 000 litres à 24 999 litres doivent être déclarés auprès de l'administration communale et respecter les conditions figurant dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003. Ces dépôts sont contrôlés périodiquement par des techniciens agréés.

Dans ces conditions, il est notamment mentionné que : « La stabilité et la fixation des réservoirs sont assurées en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent provoquer leur renversement ou leur rupture ».

Le rapportage de la SPAQuE dans les prochains mois permettra certainement d'avoir une meilleure vue sur la part des pollutions générées par les citernes à mazout chez les particuliers et les autres sources de pollution.

À l'heure actuelle, cette information n'est pas encore disponible.

Les citernes dont la capacité est inférieure à 3 000 litres ne sont actuellement pas réglementées sauf pour ce qui concerne les zones de protection de captage.

Un arrêté devra toutefois être élaboré et celui-ci tiendra compte notamment du cas particulier des réservoirs en zones inondables.

Vous le voyez, j'espère, avec cette longue réponse détaillée, mais qui me semble importante pour que les choses soient bien claires pour tous, que nous avons eu à cœur d'intervenir le plus rapidement possible, à la fois pour donner des conseils de gestion directe au moment des inondations et des premiers nettoyages et ensuite et surtout, pour traiter ces pollutions et faire en sorte

qu'indépendamment de l'action propre aux assurances, le Gouvernement puisse aussi assumer cette dépollution indispensable de notre environnement.

M. le Président. – Merci pour votre longue réponse et les précisions apportées aux interrogations des uns et des autres.

La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Je remercie Mme la Ministre pour sa réponse qui essaye de faire le tour, même si l'ampleur des dégâts, l'ampleur de ce qui a été charrié, même si la marée noire qui a touché les vallées, notamment de la Vesdre, me semble d'une ampleur inconnue et sans précédent sur le territoire wallon. Les particuliers ont aujourd'hui dans leur jardin des quantités de meubles, des bouteilles, des frigos, et cetera. Il y a encore des éléments qui se retrouvent dans la nature – il y a notamment toute une série de transformateurs électriques qui ont été arrachés par les flots. Il y a bien sûr, vous en avez parlé, les cuves à mazout, mais également tous les appareils qui contenaient des métaux ou des liquides nocifs pour l'environnement.

Vous dites qu'aujourd'hui 70 formulaires ont été rentrés sur l'ensemble de la zone concernée ; cela me semble un nombre de cas très faible. Je me demande s'il ne faut pas prendre le problème de façon plus systématique et organiser un quadrillage du terrain pour identifier. Si l'on attend juste que les uns et les autres se manifestent, ne risque-t-on pas de passer à côté de certaines pollutions ? Je partage votre analyse là-dessus : au plus vite on agit, au mieux c'est.

Identifier très rapidement et faire un état des lieux complet et systématique de la situation m'apparaissent nécessaires.

C'est vrai que vous faites un distinguo entre ce qui est intervention des assurances et intervention de la Région. Je rappelle aussi que la Région entre-temps a conclu un accord avec les assureurs, qui fait en sorte que les montants au-delà d'un certain seuil, de 600 et quelques millions d'euros, sont pris à charge par la Région. Que ce soit les assureurs ou la SPAQuE, d'une façon ou d'une autre, la Région wallonne va devoir intervenir.

M. le Président. – Je vais vous demander de conclure, s'il vous plaît.

M. Desquesnes (cdH). – J'espère donc qu'il n'y aura pas de bataille ou de perte de temps trop importante pour avoir été un dossier assurance ou un dossier SPAQuE puisque, in fine, il y a une intervention de la Région wallonne dans les deux cas.

Je ne peux que réitérer ma demande qu'il ait une approche systématique de la situation.

M. le Président. – La parole est à M. Maroy.

M. Maroy (MR). – Madame la Ministre, je trouve que l'on mesure mieux maintenant, après vous avoir écoutée, l'ampleur de la tâche qui attend les différents spécialistes. Qu'ils soient ici remerciés d'avance pour les mois de travail intensif qui les attend, parce que la tâche est immense.

Merci pour votre réponse complète et circonstanciée. Ce qui me rassure surtout, c'est d'entendre que l'on avance de manière sérieuse et surtout organisée. Votre réponse, de ce côté-là, me semble extrêmement intéressante, parce que dans le foutoir ambiant, quand il y a des inondations ainsi, forcément les services sont désorganisés, cela fait du bien d'entendre que, de votre côté, les choses sont prises comme elles doivent l'être.

Je ne suis pas étonné qu'il y ait à ce stade encore peu de formulaires rentrés. Quand on est sinistré, à quoi pense-t-on en premier lieu ? À se reloger, à pouvoir manger, à pouvoir se doucher. La pollution du jardin ou des terres va arriver en dernier lieu. Il faut donc que les choses se fassent dans le bon ordre. La priorité doit être du côté des choses essentielles dans la vie. Cela ne veut pas dire qu'ici c'est accessoire.

Je ne manquerai pas de suivre le dossier ainsi que, j'imagine, mes collègues.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – Merci, Madame la Ministre, pour les éléments de réponse. Je note positivement les actions volontaristes mises en place face à l'urgence. Je suis assez rassuré sur la méthodologie, comme l'a souligné mon collègue, mais aussi sur les différents monitorings et projets d'actions mis en place tant par l'ISSeP que par la SPAQuE.

Pour ce qui a trait aux pollutions que vous avez définies comme plus localisées, il est aussi important qu'il y ait des démarches d'appui vis-à-vis des particuliers, même vis-à-vis des assurances. Les démarches ne sont pas si évidentes que cela à comprendre pour les particuliers. Je pense aussi que la Région peut jouer un rôle dans la sensibilisation à ce niveau-là.

Pour ce qui est des citernes à mazout, on attendra avec impatience le rapport que vous avez sollicité pour ce qui concerne les grosses citernes à mazout. Je me félicite d'ores et déjà que l'on puisse avancer sur les citernes chez les particuliers en zone inondable, c'est en tout cas votre intention. Je tiens à souligner cela positivement.

Enfin, il est important de mener des actions en amont qui visent autant que possible à prévenir de manière globale les effets négatifs des dérèglements climatiques. Je pense notamment à la plantation de

haies. On voit que le compteur de Yes We Plant affiche déjà 1 000 kilomètres de haies et 500 000 arbres, c'est conséquent, on est presque à la moitié du chemin ; et aussi les 19 millions d'euros que vous aviez consacrés à la reméandration des cours d'eau, cela me semble une démarche importante pour tirer les leçons de ces inondations.

**QUESTION ORALE DE M. MAROY À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA GESTION DES DÉCHETS
LIÉS AUX INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE M. CLERSY À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA GESTION DES DÉCHETS
GÉNÉRÉS PAR LES INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA GESTION DES DÉCHETS
ENGENDRÉS PAR LES INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'ÉVACUATION DES DÉCHETS
LIÉS AUX INONDATIONS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle les questions orales à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal de :

- M. Maroy, sur « la gestion des déchets liés aux inondations » ;
- M. Clersy, sur « la gestion des déchets générés par les inondations » ;
- M. Desquesnes, sur « la gestion des déchets engendrés par les inondations » ;
- Mme Pécriaux, sur « l'évacuation des déchets liés aux inondations ».

La parole est à M. Maroy pour poser sa question.

M. Maroy (MR). – Madame la Ministre, effectivement, c'est l'autre dossier très important, qui concerne la ministre de l'Environnement. Suite aux inondations, on le sait, la Wallonie se retrouve avec, dernière estimation, plus de 160 000 tonnes de déchets à gérer. La Province de Liège a particulièrement été touchée. Ces déchets sont transportés sur trois sites. Le principal lieu d'entreposage est cette fameuse bretelle d'autoroute désaffectée de l'A601. J'ai découvert qu'il y

avait une bretelle désaffectée. Cela m'a fait repenser à cette fameuse séquence du JT de Jean-Claude Defossé naguère. Je pensais que l'on avait résolu tous ces problèmes.

Plus sérieusement, les images sont impressionnantes. J'ai pu les voir pendant mes vacances en France. Un reportage sur les chaînes françaises, sur LCI, où on interrogeait notamment un journaliste de l'Avenir, 90 000 tonnes sur 10 kilomètres, c'est assez impressionnant. D'après ce que j'ai lu, il faudra neuf mois pour en venir à bout. On voit effectivement l'ampleur de la tâche.

Il y a deux autres sites, c'est le Wérihet à Wandre et le site Loiseau à Engis.

De ce que j'ai compris, on réserve trois formes de traitement à ces déchets : le tri, l'incinération et l'enfouissement en centre technique.

Sur base de l'échelle de Lansink et d'une décision du Gouvernement wallon, il a été décidé de privilégier – je m'en réjouis – la première option, qui permet de recycler un maximum de matériaux, puis la deuxième, l'incinération, qui permet tout de même une valorisation énergétique, l'enfouissement, la mise en décharge comme l'on disait autrefois, n'intervenant qu'en dernier recours.

Le tri va prendre du temps. Or, il est important de traiter ces déchets le plus vite possible au vu des enjeux en matière d'hygiène, de santé publique. La plupart des déchets sont donc incinérés, mais les incinérateurs sont saturés. Pour le CET de la Province de Liège, lui aussi débordé, une solution a été trouvée avec la Région wallonne. Intradel peut réaiguiller une partie des déchets à enfouir vers le site de Beaumont, près de Charleroi.

Par ailleurs, la SPAQuE, qui opère pour toute la Wallonie, a repris la main pour organiser la collecte, le tri ou l'envoi en CET. Elle prépare le cahier des charges pour l'appel d'offres qu'elle lancera normalement prochainement à destination des opérateurs privés intéressés par le tri.

Madame la Ministre, j'en arrive à mes questions.

Quelles sont aujourd'hui vos priorités en matière de traitement des déchets issus des inondations ? Cela avance-t-il comme vous le souhaitez ?

J'ai noté que, depuis plusieurs semaines, les espoirs en matière de tri et donc de recyclage ont augmenté, je m'en réjouis. Au début, on parlait de 30 % de déchets qui seraient recyclables. On en est aujourd'hui à 60 %. Pouvez-vous faire le point là-dessus ? Pouvez-vous nous en dire plus sur ce fameux cahier des charges à destination des opérateurs privés ? Quels seront les principaux critères de cet appel d'offres ?

Un mot quand même sur une province dont on parle moins, c'est la nôtre, Madame la Ministre, la Province du Brabant wallon qui a quand même dégusté – si je puis me permettre –, notamment à Wavre. Elle a été touchée, elle aussi. Pouvez-vous m'indiquer les mesures mises en place par la Région wallonne pour traiter les déchets dans la jeune province ? Je vous remercie.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy pour poser sa question.

M. Clersy (Ecolo). – Madame la Ministre, les inondations qui ont touché la Wallonie à la mi-juillet dernier ont généré des tonnes de déchets divers. En région liégeoise, celles-ci – comme l'a rappelé mon collègue – ont été stockées sur une parcelle d'autoroute désaffectée à Herstal et ont fait l'objet de pas mal de commentaires dans la presse. Deux autres sites ont également accueilli ces déchets : une ancienne friche industrielle liée au charbonnage à Wandre et promise à une reconversion en parc d'activités économiques, et le site Loiseau à Engis. On parle en effet de 155 000 tonnes de déchets, l'équivalent – l'image était forte, vous l'avez utilisée en conférence de presse – de l'ensemble de la récolte des Recyparcs wallons en une année, si je ne me trompe pas. L'idée de tri et de valorisation des déchets étant au cœur de la politique wallonne, et compte tenu de la diversité de ceux-ci, il semble impératif, Madame la Ministre, que ces déchets soient correctement triés, majoritairement triés. Quelles mesures ont été prises en lien avec la SPAQuE afin de valoriser au maximum ces déchets ? Par ailleurs, quelles sont les actions entreprises afin de traiter au plus vite ces lieux de dépôt ?

Pour ce qui concerne les déchets qui devront être traités par incinérateurs ou qui finiront malheureusement en décharge, quelles mesures ont été prises afin que nos différents opérateurs puissent absorber ce nouveau gisement ? Quel est votre calendrier de travail ?

Dernière question, si vous le permettez, Monsieur le Président, qu'en est-il dans les autres provinces de Wallonie concernées par ces inondations ? Des dispositifs similaires ont-ils été mis sur pied ? Je vous remercie pour vos précisions.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, je vais essayer d'éviter toute redondance avec mes collègues. J'en viens directement aux questions.

Certains se sont plaints du risque que l'on vienne déposer de nouveaux déchets à côté des déchets, notamment sur la A601. Quelles sont les mesures que vous préconisez ou que vous avez prises ?

Je voudrais également que vous reveniez sur la séquence qui a succédé, les jours qui ont suivi les

inondations, parce que l'on a mélangé très rapidement tous les déchets, les maisons ont été évacuées, et c'est vrai que les premiers jours, on a évacué un peu « sauve qui peut », mais il a fallu un mois pour que l'on ait les premières consignes de tri au départ de ce qui était évacué.

Je voudrais comprendre pourquoi et comment s'est passée cette organisation dans la gestion des flux de déchets qui sortaient des maisons, des entrepôts, ou qui jonchaient les espaces.

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). – Madame la Ministre, afin d'éviter tout malentendu, ce n'est pas par désintérêt par rapport à la pollution des eaux et des sols, mais c'est une question d'irrecevabilité en ce qui concerne la question que j'avais déposée. Vous savez combien cela peut être difficile, avec la commission d'enquête. Je voulais juste le préciser.

Je ne veux pas non plus être redondante et effectivement, ma question porte sur les déchets liés aux inondations, je ne vais pas reprendre tous les termes, la fameuse A601 a été débordée – on l'a rappelé – sur 8 kilomètres, de déchets accumulés. Suite à la présence de ces déchets, les riverains subissent de nombreuses nuisances. L'autoroute A601 est abandonnée depuis longtemps, tout comme ses abords, qui ne sont pas entretenus, des eaux usées et déchets percolent dans les rigoles. Certains riverains craignent la multiplication des rats, de maladies, de la pollution et des odeurs nauséabondes.

Vu la situation, qu'est-il prévu de faire de ces déchets ? Où va-t-on les évacuer ? Vous avez évoqué que 27 sites pour collecter les déchets avaient été retenus. Comment ces différents sites ont-ils été choisis ? Sont-ils capables de recevoir autant de déchets sans impacter négativement l'environnement ? Qu'allez-vous mettre en place ou que comptez-vous mettre en place et en œuvre pour permettre le tri et évacuer ces tonnes de déchets ? Il me revient en effet que les centres de tri, les filières de recyclage et les incinérateurs sont saturés. Pouvez-vous me le confirmer ?

Enfin, ces déchets non triés peuvent contenir des substances polluantes et potentiellement dangereuses. Dès lors, quelles mesures avez-vous prises ou comptez-vous prendre pour éviter une possible pollution de l'environnement au niveau des sites accueillant les déchets dont il est question ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame et Messieurs les Députés, là aussi

une thématique très importante, suite à cette catastrophe.

Trois jours, Monsieur Desquesnes, après les inondations, le 19 juillet, le Gouvernement a sur ma proposition, pris une série de mesures pour, d'une part, faciliter la gestion des quantités phénoménales de déchets issus des inondations et, d'autre part, réduire les impacts financiers de cette gestion sur la facture des citoyens sinistrés.

Ainsi, le 19 juillet, le Gouvernement marquait accord pour déroger aux obligations de tri à la source et à l'interdiction de mise en CET de certains déchets, vu le caractère en mélange des déchets générés et les difficultés de tri à prévoir.

Ensuite, pour octroyer un premier subside exceptionnel de 5 millions d'euros aux communes et intercommunales en vue de couvrir les multiples surcoûts liés à la gestion de ces déchets. Je rappelle que la gestion des déchets normalement est de compétence exclusivement communale.

Le même jour, je signalais pour chaque intercommunale un arrêté de dérogation à l'interdiction de mise en CET de certains types de déchets, en vue d'assurer immédiatement un exutoire pour les déchets mélangés pendant la crise, du moins si le besoin s'en faisait sentir.

Les dérogations, qui expirent le 31 octobre, visaient des volumes limités à 30 000 ou 50 000 tonnes selon les intercommunales. Jusqu'à présent, seule INTRADEL a fait appel à cette dérogation.

Le 28 juillet, quelques jours plus tard, le Gouvernement approuvait l'exonération à partir du 13 juillet de la taxe sur la mise en CET et l'incinération des déchets issus des inondations, dans le but de réduire les coûts à charge des communes et éviter une liaison automatique avec le coût-vérité en matière de déchets. Cela intéressera sans doute M. Dupont et éviter ainsi que les citoyens sinistrés ne paient une surtaxe liée à leur facture de déchets.

Le 5 août, le Gouvernement confiait une mission déléguée à la SPAQuE en vue d'assurer la gestion financière des aides que j'ai pu mobiliser pour la gestion des déchets et des contaminations des sols aux hydrocarbures suite aux inondations.

Entretemps et depuis le début de la crise, mon administration a mis en place un suivi des quantités de déchets générés et des coûts prévisionnels y afférents avec l'étroite collaboration – je les en remercie – de la COPIDEC et de la Fédération DENUO, afin de pouvoir objectiver les modes de gestion optimaux à mettre en place.

Comme vous pouvez bien l'imaginer, ce ne fut pas chose aisée de faire remonter et d'analyser toutes les

informations utiles en pleine crise et de surcroît en période de vacances.

Par ailleurs, le contexte qui a prévalu jusqu'au 29 juillet était de donner l'absolue priorité aux secours en dégageant les déchets pêle-mêle pour leur faciliter l'accès ainsi qu'à la recherche des victimes et des disparus, le monitoring et le tri sur site des quantités de déchets à évacuer apparaissant dès lors comme bien secondaire face à ce drame humain.

Malgré ces difficultés qui ont perduré jusque début août et les informations multiples en perpétuelle évolution à collecter, mon administration a pu produire en un temps record – et je tiens encore à la saluer chaleureusement – une note stratégique sur les scénarios de gestion des déchets à privilégier en se basant sur une estimation suffisamment robuste des quantités de déchets à traiter, des capacités des outils de traitement pouvant être mobilisés et des coûts associés pour faire en sorte d'assurer le meilleur équilibre entre la préservation des riverains, la qualité de notre environnement et une approche la plus pragmatique possible de cette situation exceptionnelle.

Cette note a été proposée le 12 août au Gouvernement qui a définitivement validé les scénarios de gestion des déchets et des terres charriées par les eaux, pour un montant prévisionnel de 30 millions d'euros.

À cette occasion, le Gouvernement a aussi complété le mandat de la SPAQuE qui est devenue adjudicatrice des marchés publics à mettre en place pour traiter cette quantité importante de déchets.

Selon les dernières estimations, les inondations ont généré un volume de déchets ménagers et professionnels en mélange de type « encombrants » de l'ordre de 160 000 tonnes ou 320 000 mètres cubes, soit environ un ordre de grandeur représentant la quantité d'encombrants que nous amenons chaque année au recyclage sur l'ensemble de la Région. Vous imaginez donc que l'on ne peut pas traiter en un mois une quantité aussi importante de déchets sans déstructurer et désorganiser l'ensemble du secteur.

Ce gisement est encore susceptible d'évoluer d'une part parce que des petits sites de stockage sont encore découverts dans l'une ou l'autre commune et d'autre part, parce qu'il ne tient pas compte de l'ensemble des quantités de déchets provenant des opérations de nettoyage des cours d'eau – qui sont toujours en cours – ou des déchets de déconstruction des différents bâtiments.

À ce stade, le gisement estimé se répartit comme suit :

- 145 500 tonnes, soit 90 % en Province de Liège ;
- 8 000 tonnes, soit 4,9 % en Province de Luxembourg ;
- 6 000 tonnes, soit 3,7 % en Province de Namur ;

- 1 750 tonnes, soit 1,1 % en Province du Brabant wallon ;
- 550 tonnes, soit 0,3 % en Province de Hainaut.

À ce jour, sur l'ensemble de ces déchets, environ 20 000 tonnes – 12 % – ont déjà été traitées, essentiellement un pré-tri avant mise en CET ou incinération ou sont en cours de prétraitement.

En région liégeoise, trois principaux sites de stockage temporaire ont été réquisitionnés par les communes ou la province pour accueillir les 160 000 tonnes de déchets avant leur traitement :

- Le site du Wérihet à Wandre qui accueille 30 000 tonnes ;
- Le site de la société Loiseau à Engis qui accueille aussi 30 000 tonnes ;
- Le site de l'A601 ; site sur lequel je me suis rendue personnellement vendredi. Je vous avoue qu'effectivement, c'est extrêmement impressionnant de voir ces quantités astronomiques de déchets, de voir aussi, à titre plus personnel, des morceaux de vie qui se trouvent cela et là – jouets d'enfants, sièges de voitures, souvenirs familiaux – et qui accueille aujourd'hui 90 000 tonnes répartis sur deux fois 5 kilomètres. Ce site continue d'accueillir des déchets, mais, à ce stade, il est bien sûr difficile d'obtenir des informations plus précises sur les quantités additionnelles acheminées, vu l'absence de pesée en entrée et en sortie du site. Dès le début des chantiers d'évacuation, la SPAQuE mettra en place un système de traçabilité des déchets permettant un relevé précis des tonnages évacués et traités. C'est un travail, vous vous en doutez, titanesque.

En ce qui concerne les autres provinces :

- en Province de Luxembourg, les déchets en mélange ont été stockés temporairement et pré-triés sur les sites de traitement d'IDELUX de Tenneville et de Habay, avant d'être partiellement transférés vers le site de l'A601 pour traitement ultérieur ;
- en Province de Namur, environ un tiers des déchets collectés par les communes sinistrées a été directement acheminé vers des opérateurs privés spécialisés en tri-recyclage. Le solde a été stocké temporairement sur les sites de stockage du BEP, avant d'être pris aussi en charge par la société Bruco, qui trie entre 20 et 30 % des déchets pour les diriger vers des sociétés et des filières de recyclage, pour le bois, le métal, les plastiques durs et les papiers-cartons ;
- dans le Brabant wallon, Monsieur Maroy, les déchets ont été gérés en direct par des opérateurs privés spécialisés dans le tri-recyclage désignés par les communes, ou alors stockés et triés dans le centre de tri de l'InBW à Mont-Saint-Guibert, avant valorisation énergétique.

Les communes et les intercommunales qui ont pu traiter de manière autonome les volumes additionnels de déchets provenant des inondations peuvent bien entendu déjà prétendre à l'aide financière de la Région, qui a mobilisé un premier montant de 5 millions d'euros.

L'ampleur de la tâche et les moyens financiers nécessaires sont d'un autre ordre de grandeur en Province de Liège, 90 % des déchets qui sont produits. Dans ce cadre, les scénarios de gestion retenus par le Gouvernement sont les suivants, par ordre de priorité :

- pour le site du Wérihet à Wandre, l'évacuation du site le plus vite possible, endéans les deux mois et impérativement avant le 31 octobre, afin de supprimer les désagréments subis par les riverains – là aussi, je les remercie vraiment pour leur solidarité face à ce drame important, pour leur patience aussi – et limiter les pollutions éventuelles du sol, puisque les déchets ont été déposés dans l'urgence sur sol nu. L'option de gestion privilégiée est une mise en décharge partielle après pré-tri et broyage des déchets. Pour ces déchets, le taux de valorisation en matière annoncé par les opérateurs privés est de 30 à 35 %. Il n'est pas possible d'atteindre un niveau supérieur, car les déchets ont déjà en partie été broyés pour gagner de la place. Le cahier des charges pour ce chantier a été publié par la SPAQuE vendredi dernier ;
- pour le site d'Engis, évacuation et traitement des déchets par des opérateurs privés avant la fin de cette année 2021, étant donné là aussi que les déchets ont également été déposés sur sol nu ;
- concernant le site de l'A601, qui est le moins impactant tant pour les riverains que pour l'environnement, puisque l'on a une dalle qui existe asphaltée, la durée du chantier est estimée à 9 mois, compte tenu des capacités de traitement mobilisables en Belgique.

Pour ces deux derniers sites, le taux de recyclage des déchets pourrait atteindre 60 à 70 %, d'après les professionnels qui ont fait des visites sur sites pour vraiment pouvoir aussi nous donner les meilleurs conseils dans la façon de gérer tout cela. Les deux cahiers des charges seront publiés par la SPAQuE dans le courant de cette semaine, afin que les opérations d'évacuation et de traitement puissent commencer avant la fin du mois de septembre au plus tard. Je pourrai vous en dire plus sur la destination finale des déchets, une fois que les marchés publics auront été attribués.

Quatre critères sont pris en considération pour attribuer les marchés :

- le prix ;
- le pourcentage de valorisation matière des déchets ;
- le respect du planning de travail ;
- le mode de transport employé, la voie d'eau devant être favorisée, pour réduire là aussi les nuisances et le charroi automobile.

Dans leurs offres, les soumissionnaires devront aussi prévoir des capacités de stockage temporaires destinées à accueillir les déchets non recyclables, en attendant leur incinération ou leur mise en CET en dernier recours, qui est prévue pour environ 10 % des déchets non recyclés a priori, vu que les capacités d'incinération actuelles de la Wallonie sont déjà utilisées à 95 %, ce qui est une bonne chose, puisque notre ambition, je le rappelle, dans l'accord de Gouvernement est de réduire ces capacités d'incinération et cette mise en décharge, qui ont été des impacts environnementaux et climatiques importants.

En aval des centres de tri, les filières de recyclage matière devraient être à même d'absorber les flux de déchets. Le facteur limitant se situera surtout dans les capacités résiduelles dont disposent les unités de valorisation énergétique en Wallonie. C'est pourquoi mon administration a pris contact avec l'association Belgian Waste-to-Energy pour intégrer dans les scénarios de gestion les capacités résiduelles mobilisables dans les unités de valorisation énergétique flamandes et bruxelloises et travailler bien sûr en solidarité interrégionale.

Vu la durée du chantier sur le site de l'A601, les opérateurs qui se verront attribuer le marché devront mettre en place toute une série de mesures, Madame Pécriaux, pour sécuriser le site contre les départs d'incendie, contre les vols, contre les dépôts sauvages, Monsieur Desquesnes, limiter les nuisances pour les riverains et réduire les risques environnementaux.

Pour l'essentiel, il s'agira d'installer des caméras de surveillance, de contrôler et réduire les niveaux de bruit – c'est essentiellement au moment de la manipulation des déchets – et d'empoussièrer par arrosage, de limiter aussi les risques d'émanations de composés volatils et d'odeurs avec l'utilisation de brumisateurs mobiles au moment de la manipulation de ces déchets, d'installer aussi des bâches pour réduire les impacts visuels – même s'il y a un couvert végétal majoritairement le long de l'A601, il y a certains endroits où il y a besoin d'installer ces bâches pour réduire l'impact paysager pour les riverains –, de poursuivre les campagnes de dératisation tout au long du chantier et de contrôler la qualité des eaux et des sédiments collectés par le réseau d'égouttage de l'autoroute, en vue de les traiter s'ils s'avèrent contaminés.

Au terme des trois chantiers d'évacuation, les trois sites seront remis en leur état originel, ce qui signifie que l'ensemble des opérations devrait durer environ un an au final.

Merci pour votre attention.

M. le Président. – La parole est à M. Maroy.

M. Maroy (MR). – Voilà une nouvelle réponse très complète et surtout bien articulée de la part de la

ministre qui répond, en ce qui me concerne, aux préoccupations que j'avais pointées. Je tiens vraiment, Madame la Ministre, à souligner votre réactivité et plus globalement celle de l'équipe tout entière du Gouvernement. Parce que certains essaient de faire croire que le Gouvernement n'a pas réagi suffisamment rapidement. J'aurais bien voulu les voir à la place de l'équipe actuelle.

Ce que j'apprécie aussi, Madame la Ministre, c'est l'approche pragmatique, comme vous l'avez souligné, parce qu'il y a des circonstances où il faut savoir mettre ses combats et ses crédos un petit peu de côté. Je dirais qu'à situation exceptionnelle, il faut des réponses exceptionnelles. Je trouve que, ici, on a lâché un du lest.

Je vois M. Clersy qui fronce les sourcils. Je parlais par exemple de la mise en décharge. C'est le truc que l'on n'aime pas du tout. Je pense qu'il n'y a personne autour de cette table qui trouve que c'est une pratique d'avenir. Mais lorsqu'il faut traiter 160 000 tonnes de déchets, il faut bien se montrer réaliste et pragmatique.

Encore une dernière chose. D'abord, ce qui me rassure, c'est que vous avez dit que les filières de recyclage vont pouvoir suivre, parce que c'est très bien de trier, mais si c'est ensuite pour ne savoir qu'en faire et que ce ne soit pas traité, cela ne sert à rien.

La dernière chose, c'est cette préoccupation du Gouvernement de faire en sorte que ce ne soit pas les citoyens et en particulier ceux des zones sinistrées qui voient leur facture augmenter. Je trouve que c'est vraiment une priorité absolue. C'est cela aussi que je voulais dire par l'attitude pragmatique du Gouvernement que je soutiens et que je félicite.

M. le Président. – La parole est à M. Clersy.

M. Clersy (Ecolo). – Merci, Madame la Ministre, pour ces éléments et ces précisions. À mon tour, je voudrais également saluer votre travail, celui de votre cabinet, de l'administration, de la SPAQuE, vu l'urgence et l'ampleur de la tâche. Aux chiffres que vous évoquez, on peut vraiment parler d'un dommage pour les personnes touchées tout d'abord, mais aussi d'un dommage environnemental sans précédent.

Je crois que, à travers l'appui aux intercommunales, aux communes, la Wallonie a répondu présente. Mais aussi, mon collègue l'a souligné également, aux côtés des citoyens fragilisés. Il était important d'éviter de leur faire payer une double peine, puisqu'ils étaient à la fois fragilisés par les inondations. Il était donc central de retirer le coût des déchets dans le calcul de ces déchets, dans le calcul du coût-vérité.

Nous aurons, Madame la Ministre, l'occasion de revenir sur le sujet une fois que les différents rapports seront en votre possession pour avoir un diagnostic un peu plus global sur la situation.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Merci à Mme la Ministre pour sa réponse qu'elle a voulue exhaustive. Je pense qu'il faudra de toute façon dresser le bilan. Ce sera sans doute le sujet notamment des recommandations de la commission d'enquête sur la gestion de la crise.

Je ne fais nullement grief – parce que j'ai entendu certains de mes collègues le sous-entendre – sur cet aspect-là de l'action du Gouvernement. C'est simplement que, à un moment donné, il y a du travail et une crise à laquelle les autorités et les services ont dû faire face avec les moyens du bord. Je pense qu'il faudra en tirer les leçons pour être plus efficace, plus rapide la fois suivante. Ce n'est pas un grief, ce n'est pas un reproche que de dire cela. Je pense que c'est de saine gestion.

Nul doute, Madame la Ministre, que nous aurons l'occasion de reparler de cet aspect du dossier.

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). – Madame la Ministre, je vous remercie pour votre réponse détaillée. Félicitation, en tout cas, pour le suivi et la mise en place en un temps record d'un scénario stratégique avec cette quantité incroyable de déchets avec, au cœur de vos actions, la préservation des citoyens et citoyennes, tant d'un point de vue humain, d'un point de vue financier, que d'un point de vue environnemental. Je ne doute pas qu'au niveau de vos priorités, la notion de recyclage reste importante et s'inscrit toujours dans la logique et la volonté de la DPR.

- La séance est suspendue à 12 heures 44 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 14 heures 5 minutes.

M. le Président. – La séance est reprise.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

(Suite)

QUESTION ORALE DE MME CASSART-MAILLEUX À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LES TRAVAUX VISANT À OPTIMISER LA GESTION DES ÉGOÜTS »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Cassart-Mailleux à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,

de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les travaux visant à optimiser la gestion des égouts ».

La parole est à Mme Cassart-Mailleux pour poser sa question.

Mme Cassart-Mailleux (MR). – Madame la Ministre, dans le cadre de « Get up Wallonia ! », le Gouvernement wallon a dégagé, en décembre 2020, un montant de 11 625 000 euros pour accélérer les travaux visant à accroître la connaissance des réseaux d'égouttage. En effet, si la Wallonie est bien équipée en égouts, avec un réseau de 20 000 kilomètres, celui-ci est ancien et trop peu connu – on estime bien connaître 5 % du réseau. Le résultat de ces chantiers doit donc permettre de prioriser les travaux afin d'accroître l'épuration des eaux en Wallonie.

Mieux connaître le réseau d'égouttage, ses failles et son état général est indispensable pour assurer une bonne gestion des eaux usées et des infrastructures. Ces travaux contribuent également à la relance de l'activité économique pour les nombreux entrepreneurs sollicités.

Outre les intérêts environnementaux, ce projet vient en aide aux communes pour entretenir davantage les égouts. De plus, il est prévu que la Région intervienne pour curer et examiner les égouts dans les zones prioritaires.

Madame la Ministre, au regard des inondations catastrophiques de mi-juillet, ces travaux démontrent toute leur importance. Pouvez-vous me dresser un état des lieux des travaux visant à optimiser la gestion des égouts ?

Une connaissance satisfaisante du réseau est-elle prévue à court terme ?

Enfin, il me revient que certaines communes, impactées par les inondations, ont introduit une demande à la Région afin d'obtenir un curage global. Outre les zones prioritaires, ces demandes seront-elles rencontrées et, dans l'affirmative, dans quel délai ?

Je souhaiterais aussi qu'il soit réfléchi à une prime à la bonne gestion : les communes qui ont, depuis des années, bien entretenu leur réseau d'égouttage, travaillé et dépensé de l'argent devraient être récompensées. Il faut aussi regarder comment on peut trouver des solutions. Certaines communes, qui ont dépensé de l'argent et ont eu un intérêt particulier pour leur réseau d'égouttage, n'ont pas encore de station d'épuration. Pourrait-on prioriser ou regarder comment trouver des solutions face à cet état ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, comme vous le savez, la

connaissance des réseaux d'égouttage est essentielle pour en assurer une gestion cohérente et efficace. C'est la raison pour laquelle diverses actions permettant d'améliorer cette connaissance ont été initiées en vue de pouvoir prioriser les investissements à consentir et passer d'une gestion curative à une gestion préventive des réseaux d'égouttage.

Un protocole signé en mars 2018 avait déjà permis d'enclencher une dynamique dans la reconnaissance des canalisations existantes situées sous les voiries régionales. Cette action permettra à terme de clarifier la situation de l'égouttage sous les voiries régionales.

En 2020, le Gouvernement a dégagé un montant de 11 625 millions d'euros pour réaliser des endoscopies, curer et cadastrer les réseaux d'égouts dans diverses zones prioritaires pour le bon état des masses d'eau, sur un total de plus de 900 kilomètres de réseaux.

À la suite des inondations de la mi-juillet, la SPGE a pris en charge en extrême urgence des opérations de curage des canalisations et de nettoyage des avaloirs dans les zones les plus fortement touchées, en ce compris sur des voiries communales. Dans la foulée, il y aura également lieu de mettre rapidement en place un programme de connaissance des réseaux spécifiquement dédié aux zones sinistrées.

Le financement de ce programme dédié à la connaissance précise des réseaux situés en zones sinistrées s'appuiera sur les 5 millions d'euros initiés en 2020, avec une montée en puissance de 2,5 millions d'euros supplémentaires pendant 4 ans pour atteindre 15 millions d'euros en 2024, et ce, au moins pour les 3 années suivantes.

Des marchés pluriannuels importants vont donc être établis très prochainement afin de réaliser les endoscopies et les curages des égouts situés dans les zones inondées.

M. le Président. – La parole est à Mme Cassart-Mailleux.

Mme Cassart-Mailleux (MR). – Je remercie Mme la Ministre pour le caractère complet de sa réponse. Il est vrai que diverses actions ont été entreprises, que des budgets colossaux sont déjà mis à disposition et vont continuer à l'être jusqu'en 2024 et les 3 années supplémentaires.

Il est clair que 900 kilomètres sur les 20 000 kilomètres, le pourcentage est encore faible, mais je sais que la volonté est d'y travailler et de continuer à y travailler, ce qui me paraît indispensable et important dans les zones inondées, mais ailleurs aussi parce que c'est évidemment la manière au mieux de pouvoir voir sur le terrain l'état de nos égouts, mais aussi de prioriser les travaux futurs, comme vous l'avez dit.

QUESTION ORALE DE MME GALANT À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LES ÉTUDES TYPOGRAPHIQUES D'ELIA À SOIGNIES »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Galant à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « les études typographiques d'Elia à Soignies ».

La parole est à Mme Galant pour poser sa question.

Mme Galant (MR). – Madame la Ministre, comme vous le savez le dossier de la Boucle du Hainaut fait couler beaucoup d'encre et les riverains sont – à juste titre – très sensibles à ce dossier.

Des marquages au sol sont apparus sur les routes de l'entité de Soignies. Contacté par les autorités de la ville, Elia a confirmé être le responsable de ces marques. Il s'agirait – selon l'entreprise – de relevés typographiques réalisés dans le cadre d'études, on ne sait pas quelles études.

Cette rentrée parlementaire constitue un moment charnière pour le projet Boucle du Hainaut et les citoyens sont plus que jamais mobilisés par rapport à ce dossier.

À leur demande, M. le Ministre Borsus et vous-même, vous avez commandé des expertises pour analyser les choix technologiques d'Elia et les répercussions d'un tel projet sur la santé environnementale. Normalement, nous devons bientôt – vous les avez peut-être déjà reçus – obtenir les résultats de ces différentes études.

Confirmez-vous que les marques retrouvées au sol à Soignies venaient bien de la société Elia et étaient bien des relevés typographiques ?

Avez-vous d'autres éléments à ce sujet ?

Qu'en est-il de l'étude commandée par vos services ? Avez-vous déjà reçu les résultats ou quand espérez-vous avoir les résultats ?

Avez-vous déjà des premiers renseignements ou des premiers enseignements par rapport à ces études commandées ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, nous ne disposons pas d'information sur les marquages au sol réalisés par

l'entreprise Elia qui ont été aperçus sur les routes de l'entité de Soignies.

Par contre, le dernier comité d'accompagnement du marché public de services consacrés à l'étude des impacts des champs électromagnétiques que j'ai commandité s'est tenu ce 28 août.

Le prestataire désigné – l'école de santé publique de l'ULB – a présenté son rapport non finalisé et a sollicité une prolongation de trois semaines pour approfondir certains points, dont certains à la demande de l'administration.

Cette prolongation sans modification de budget a été accordée par le comité d'accompagnement pour permettre la production du rapport le plus complet possible sur l'ensemble des aspects considérés de la thématique complexe de l'impact des champs électromagnétiques sur la santé humaine, l'environnement et la biodiversité.

Ce n'est naturellement que sur base du rapport finalisé que pourra être envisagée une évolution de la législation environnementale sur les champs électromagnétiques.

Quant à l'association de groupement de riverains en lien avec cette étude, deux rencontres ont déjà eu lieu en mai et juillet dernier avec l'association REVOLHT, le prestataire et mon cabinet. Une troisième avait été planifiée pendant la première quinzaine du mois de septembre pour que leur soit présenté le rapport final. Étant donné que la remise de ce rapport a été postposée de quelques semaines, un nouveau rendez-vous sera fixé prochainement.

M. le Président. – La parole est à Mme Galant.

Mme Galant (MR). – Je vous remercie Madame la Ministre, je reviendrai vers vous quand vous aurez le rapport finalisé et que le comité d'accompagnement aura pu prendre connaissance de l'ensemble du rapport et avoir eu les rencontres avec les différents comités de riverains.

Par rapport aux relevés typographiques qui ont été réalisés par la firme Elia, ce qui est inquiétant pour les riverains – je les comprends – c'est qu'ils ont l'impression qu'Elia entame déjà la réalisation du projet sans aucune autorisation et sans attendre le résultat des différentes études commandées, que ce soit par vous ou par votre collègue, M. le Ministre Borsus.

Il faut vraiment rassurer les riverains et largement communiquer pour rassurer toute la population. Bien leur préciser qu'il n'y a rien d'entamé et que nous sommes toujours au niveau des études commandées par les différents départements.

**QUESTION ORALE DE M. FRÉDÉRIC À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA RECONSTRUCTION DES
BERGES ET MURS DE PROTECTION
ENDOMMAGÉS PAR LES INONDATIONS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Frédéric à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la reconstruction des berges et murs de protection endommagés par les inondations ».

La parole est à M. Frédéric pour poser sa question.

M. Frédéric (PS). – Madame la Ministre, j'ai déjà indiqué hier au ministre Henry que nous avons une mission dans la commission d'enquête : nous allons analyser. Nous avons une mission dans les commissions ordinaires, commissions spéciales d'interroger un peu sur l'après-inondation et l'après drame que vous connaissez et que nous connaissons tous, que nous avons vécu dans notre chair, en tout cas en ce qui me concerne, avec la mesure de l'immense dégât – dégâts psychologiques, affectifs, matériels avec perte des biens – et un paquet de questions.

Je l'ai déjà indiqué en séance plénière, je n'ai aucun reproche à formuler au Gouvernement wallon. Je trouve qu'il a bien réagi, avec tous les ministres concernés, dans un délai extrêmement rapide, face à un drame quasi imprévisible ou imprévisible. C'est la commission d'enquête et la justice qui établiront des responsabilités le cas échéant.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'il y a des questions très concrètes que nos concitoyens se posent. Il y en a plein. J'ai bien compris que les voies navigables relèvent du ministre Henry, et que c'est vous pour les voies non navigables. C'est un mystère de la répartition de compétences. La Vesdre – vous allez me dire que ce n'est pas la seule – et la Hogne qui passe devant ma maison, c'est vous qui en êtes responsable.

Vous savez comme moi que des kilomètres et des kilomètres de murs de berges ont été emportés. C'est un constat. Mais, il y a une autre difficulté majeure pour les personnes sinistrées, c'est de se demander comment cela va se passer. Pour l'instant, à certains endroits, les murs sont dans un état tel qu'ils sont inexistantes et que personne n'imagine remettre un pied dans sa maison, en se disant que s'il y a la moindre augmentation du volume de l'eau, on se retrouve à nouveau inondé.

On a beau mettre des déshumidificateurs et tout ce matériel pour autant que l'on puisse se l'offrir – ce n'est pas le cas de tout le monde – cela reste un questionnement majeur sur le terrain. Je ne doute pas que vous êtes au courant. Par le biais de cette question, je voulais que l'on puisse faire le point sans non plus...

Ma volonté n'est pas de vous mettre en difficulté. Je comprendrais que vous n'ayez pas des réponses à toutes les questions.

Mais, mes concitoyens, les gens de l'arrondissement de Verviers ont bien entendu le vice-président du Gouvernement wallon, votre collègue M. Borsus, quand il est venu rendre visite à une entreprise à la mi-août, je pense. Il a déclaré sur la TV communautaire qu'il y aurait une solution globale prise en charge par la Région. À titre personnel, je trouve que cela a du sens.

Des gens veulent reconstruire leurs murs via leur assurance. Si chacun construit son mur, autorisez-moi une comparaison, ce sera comme les trois petits cochons : il y aura le mur en papier, en paille, et celui en bois ou en brique. Je ne sais plus l'histoire, mes enfants sont très âgés, et j'ai oublié. Ce n'est pas possible d'imaginer une formule comme celle-là.

Même si cela tombe sous le sens, je pense que les questions demeurent. Les questions sont : à qui incombe la charge financière ? Qui fait le travail ? Qui le commande ? Qui le paie ? Est-ce que c'est l'assurance ou à la Région ? La reconstruction va-t-elle bien se faire ? A-t-on une idée des *deadlines* ? A-t-on une idée de programmations ? Avez-vous une idée à ce stade de l'ampleur des dégâts de ces murs ?

Que peut-on répondre aux gens qui posent ces questions, pour autant qu'à ce stade, on puisse avoir des réponses complètes ? Je suis sûr que vous faites de votre mieux, et j'attends avec impatience votre réponse.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, votre question est très importante et bien compréhensible vu l'ampleur de la tâche sur le terrain. Vous avez peut-être vu le reportage de la RTBF il y a quelques jours sur la reconstruction des berges qui montrent à quel point le travail est d'ampleur.

Dans certains endroits, on a eu des sédiments qui ont atteint parfois 1 mètre, 1,50 mètre dans les cours d'eau. Il y a de très importants travaux de curage qui nécessitent beaucoup de moyens humains et de budget.

Je le disais, c'est un dossier très important. Il occupe une grande partie du temps de mes équipes et de mon administration. À l'instar de ce que le ministre-président a déclaré, nous étudions actuellement plus finement la prise en charge des coûts de reconstruction et de réparation des berges.

Après ces terribles inondations, nous ne pouvons pas imaginer reconstruire à l'identique. Je pense que ce serait une erreur fondamentale sans accorder plus de sécurité contre ce risque d'inondation. Cela implique une analyse

approfondie des mesures à mettre en œuvre à l'échelle du du bassin versant, de façon très concrète sur le terrain, appliquées, bien sûr, à la situation – on sait que la Vesdre a une morphologie un peu particulière au niveau paysager – et via une approche coordonnée dans la mise en œuvre des solutions, en ce compris la reconstruction des berges.

Comme vous le précisez, le nombre important de propriétaires et de pouvoirs publics impliqués – la Région, les provinces, les communes et certains privés également – mènerait à des décisions éparées, à des travaux désorganisés, des délais et des coûts plus importants pour tous, sans apporter une meilleure protection.

Je plaiderai donc vivement auprès de mes collègues du Gouvernement, dans les tout prochains jours – nous sommes vraiment en train de discuter de tout cela – pour qu'une reconstruction puisse être coordonnée et globalisée par la Région dans une vision globale et avec un budget qui puisse être globalisé. C'est en tout cas la proposition que je soumettrai au Gouvernement.

À la suite des inondations de cet été, l'ensemble des gestionnaires de cours d'eau non navigables ont, dans un premier temps, dû œuvrer à l'enlèvement de ce que l'on appelle les embâcles, c'est-à-dire tout ce qui est charrié par les flots et qui vient boucher le cours d'eau, qui obstrue donc les ponts, ainsi que les amas de déchets accumulés en divers endroits dans les cours d'eau. Des marchés de nettoyage, de curage et de sécurisation ont donc été passés en urgence dès le début de la crise, au niveau des différents districts de la Direction des cours d'eau non navigables et il est d'ores et déjà prévu, bien entendu, d'augmenter le nombre de chantiers dans les prochains jours de manière à terminer ce travail dans les délais les plus courts possibles.

La priorité est de sécuriser les berges, en particulier dans les zones urbanisées, de faire en sorte de curer, là où c'est nécessaire, les cours d'eau pour réduire le niveau de l'eau. Ces travaux sont aussi un préalable à la reconstruction des berges en tant que telles. Ils sont indispensables pour réduire le risque de nouvelles inondations cet hiver. Il me semble important de le rappeler.

Les berges pourront ensuite être reconstruites et des mesures complémentaires, comme la création de zones d'immersion temporaire, pourraient venir s'ajouter à cela, puisqu'il ne suffira pas de curer, de reconstruire à l'identique. Je plaide pour que nous étudions plus finement la manière de reconstruire ces berges en intégrant le risque d'inondations.

Faut-il rehausser ces berges ? Faut-il élargir les cours d'eau à certains endroits ? On sait que certains lits de cours d'eau ont évolué. Faut-il créer des zones d'immersion temporaire ? Nous devons répondre à ces questions, non pas d'un point de vue théorique, mais

vraiment d'un point de vue très concret, sur les cours d'eau concernés pour faire en sorte de reconstruire en tirant les leçons de cette catastrophe. C'est aussi cela que nos concitoyens attendent de nous.

J'en profite pour souligner le travail sérieux et sans relâche de mes équipes, en particulier ici au niveau de l'administration et sur le terrain aussi. Vous l'avez vu, ils se sont mobilisés ; je veux les en remercier. On a eu également le concours de l'armée, qui nous aide au quotidien pour ces travaux qui sont très importants. Mes remerciements vont aussi, bien sûr, à toutes celles et ceux, notamment les citoyens, qui se sont mobilisés pour ramasser tous les déchets générés par cette crise dans et le long des cours d'eau. Nous avons lancé une action particulière avec Be WaPP, qui a bien fonctionné. D'ailleurs, les citoyens étaient supérieurs à la demande des communes pour nettoyer ces cours d'eau. Nous avons encore le Grand Nettoyage de printemps à la fin du mois de septembre qui va poursuivre le travail. Je tiens vraiment à souligner la solidarité dans ces actes très concrets, puisque, quand j'ai eu l'occasion d'y participer moi-même, j'ai eu autour de moi des gens qui venaient de Flandre, de Bruxelles, d'un peu partout, de Wallonie également et qui se mobilisaient sur le terrain pour aider.

Cette crise nous rappelle à la fois notre solidarité et, bien sûr, l'importance de donner toute la considération nécessaire aux enjeux environnementaux et climatiques. On voit aujourd'hui que le coût de l'inaction est plus important que le coût d'une action. Je m'inscrirai donc clairement dans cet horizon-là.

M. le Président. – La parole est à M. Frédéric.

M. Frédéric (PS). – Merci, Madame la Ministre. Je perçois toute la difficulté de la tâche. Comme vous, je souligne l'immense élan de solidarité auquel nous assistons aujourd'hui et déjà une fameuse mobilisation dans la reconstruction.

J'ai face à ma maison la Hoëgne, mais, entre les deux, j'ai la ligne 44, à laquelle je tiens. La SNCB et Infrabel, par exemple, avec des firmes sous-traitantes, font un travail exceptionnel pour remettre le train en ligne. Quand j'ai vu les dégâts, j'ai cru que l'on ne le verrait jamais revenir. Pourtant, le 4 octobre, il sera de retour. Je prends une compétence qui n'est pas régionale, comme cela je mets tout le monde fort à l'aise. Je dois donc souligner cette solidarité.

Que le travail se fasse de façon intensive sur la sécurisation des berges et sur le curage, cela s'observe sur le terrain. Vous l'avez dit, les équipes et l'armée font un travail remarquable. Il faut vraiment souligner l'efficacité et la mobilisation de l'armée.

Que l'on doive imaginer maintenant une approche coordonnée globalisée, comme vous l'avez appelée, pour la réfection et la conception de ces murs de berge : doit-on les refaire à la même place, de la même façon,

moins haut, plus haut, faut-il des zones d'immersion temporaires ? Tout le monde peut comprendre que l'on ne peut se dire que l'on va amener des briques et qu'on va les remettre à la place.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'il va falloir aller plus loin. Vous le savez bien. On l'a dit, il va falloir apporter des réponses concrètes. Si je vais expliquer aux gens que l'on va faire une étude globale et que l'on verra, cela ne va pas aller parce que la question demeure : « Oui, mais, moi, dans le fond de mon jardin, je n'ai plus de mur et s'il y a de l'eau qui arrive, je serai à nouveau noyé ».

Ce que je pense, si je peux me permettre, c'est qu'il faut aussi avoir une vision globale en priorisant les points plus urbains. Si vous êtes au centre de Dohlain, dans l'avenue principale, ce sont des maisons mitoyennes et la rivière est derrière et le mur est détruit.

Pour refaire des murs – je ne suis pas un grand technicien –, il faut passer par le lit de la rivière. On ne va pas passer dans le salon des gens avec une pelleuse, cela n'ira pas. Je pense que ces endroits-là, il faut peut-être leur donner une priorité avant d'imaginer de faire un bassin d'immersion en aval parce que, là, est l'urgence. Je le pense, modestement.

Le deuxième élément, c'est communiquer surtout.

Vous le faites, mais il faut vraiment que l'information aille au cœur des gens, que les gens ne se sentent pas abandonnés, qu'ils aient des réponses concrètes. Ils savent bien que l'on ne va pas leur dire : « C'est la semaine prochaine à 10 heures 10 que l'on vient réparer votre mur », mais il faut des perspectives.

Je pense que l'on ne peut se relever d'un drame pareil que quand on a des perspectives, ne fût-ce que quand on s'éveille le matin et que l'on se dit : « Ma maison est pleine de champignons et je ne vais pas pouvoir y rester le mois prochain ».

Je sais que vous connaissez cette réalité, mais, pour la voir, pour la vivre, je le mesure et je pense que l'on doit communiquer de façon précise pour que les gens aient un peu une vision de ce que l'on va faire, mais je vous remercie déjà de la détermination qui est la vôtre et celle du Gouvernement dans cet exercice difficile.

Merci et excusez-moi d'avoir été peut-être un peu long.

M. le Président. – J'allais vous le dire. Je vous ai accordé un peu de clémence, mais je vois combien vous êtes investi, comme des milliers de personnes, mais on a pu, à la lecture de vos arguments, comprendre toute votre détermination pour trouver des solutions les plus efficaces et les plus rapides possibles. Je voulais le souligner.

**QUESTION ORALE DE MME KELLETER À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LES ACTIONS CITOYENNES
DE NETTOYAGE APRÈS LES INONDATIONS »**

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE NETTOYAGE DES
RIVIÈRES CONSÉCUTIF AUX INONDATIONS
DE JUILLET »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle les questions orales à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal de :

- Mme Kelleter, sur « les actions citoyennes de nettoyage après les inondations » ;
- Mme Pécriaux, sur « le nettoyage des rivières consécutif aux inondations de juillet ».

La parole est à Mme Kelleter pour poser sa question.

Mme Kelleter (Ecolo). – Madame la Ministre, nous venons d'en parler, suite aux inondations de juillet dernier, l'élan de solidarité de la population nous a tous fait chaud au cœur.

Je crois que tous les députés de tous partis et les ministres avons tous participé au même titre que les citoyens à cet élan de solidarité.

Ce matin, je lisais encore que rien que pour les victimes des inondations à Eupen, des gens ont donné plus de 1,3 million d'euros, c'est énorme. Je suis heureuse que cet élan de solidarité ne s'arrête pas aux habitations et entreprises sinistrées, mais concerne également la nature.

Ainsi, il y a aussi eu un nombre énorme d'initiatives publiques et privées qui ont eu lieu pour nettoyer les cours d'eau et les espaces naturels touchés par la catastrophe.

Sur ce point, j'aurais trois questions.

Madame la Ministre, qu'avez-vous entrepris pour soutenir ces initiatives ? Avez-vous lancé de telles initiatives via vos compétences ?

Vu la pollution et les dégâts aux infrastructures créés par l'événement, quelles précautions avez-vous prises afin de garantir la sécurité des participants, en particulier en ce qui concerne les actions de l'ASBL Be WaPP fin de ce mois de septembre ?

Quelle est votre position sur les initiatives privées de nettoyage dans l'espace public ? D'avance, un grand merci pour vos réponses.

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). – Madame la Ministre, je ne veux pas répéter ce que ma collègue vient de dire et tout ce dont on a déjà parlé ce matin, mais il est vrai que, en collaboration avec les contrats de rivières et les communes impactées, l'ASBL Be WaPP et le Gouvernement wallon ont lancé, début août, « Solidarité Propreté Inondation », une action solidaire de ramassage des déchets qui jonchent les berges des cours d'eau dans les zones sinistrées.

La quantité de déchets produite par les inondations de juillet dernier est énorme : plus de 155 000 tonnes.

Les berges des rivières et cours d'eau des régions inondées étaient et, dans bien des endroits, encore jonchées de déchets en tous genres : pneus, batteries d'autos, et cetera.

De nombreux bénévoles et plongeurs aguerris se sont mobilisés pour procéder au nettoyage, notamment de l'Amblève, où de nombreux sacs remplis de déchets ont été retirés de l'eau.

Qu'avez-vous mis sur pied pour nettoyer l'ensemble des rivières et cours d'eau touchés par la population consécutive aux inondations ? On en a déjà parlé ce matin, mais les questions se recourent.

Comment avez-vous décidé d'implémenter ces opérations de nettoyage ? Ces différentes opérations se poursuivaient jusqu'au 31 août. Pouvez-vous nous informer sur le résultat de celles-ci ?

Des déchets sont toujours présents. Qu'avez-vous décidé d'implémenter pour la suite de ces opérations de nettoyage, outre la proximité de l'opération « Grand nettoyage » organisée chaque année par Be WaPP ? Vous l'avez rappelé dans la réponse à mon collègue, mais voilà ma question croisée par l'ensemble des questions de ce matin.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Mesdames les Députées, les élans de solidarité des citoyens et des citoyennes font en effet chaud au cœur. Je salue l'esprit d'initiative et le sens civique des participants et je ne peux que me réjouir de voir comment ces différentes actions ont contribué à susciter d'autres un peu partout sur le territoire. Ceci rappelle à mon sens que prendre soin de l'environnement est l'affaire de tous et que si le politique a un rôle indéniable à jouer, qu'il joue dans la gestion de cette crise aujourd'hui, c'est tous ensemble que nous contribuons chaque jour à garantir un cadre de vie agréable à l'extérieur de nos maisons.

Comme le Gouvernement wallon l'indiquait dans sa communication du 22 juillet dernier : « l'ASBL Be WaPP a été chargée de coordonner des actions de nettoyage des déchets aux abords des rivières, en collaboration avec les contrats de rivière, dans les prochaines semaines. Un appel aux bénévoles sera lancé afin de mobiliser toutes les bonnes volontés dans cette situation exceptionnelle. Les communes pourront ainsi faire appel directement à Be WaPP, qui coordonne les disponibilités des citoyens et organisations volontaires ».

À mon initiative, les contacts ont été pris avec Be WaPP pour faciliter le déroulement des ramassages par les citoyens bénévoles et établir une méthodologie d'intervention sur le terrain, qui permettait de garantir une certaine sécurité aux participants.

En effet, les déchets ayant été déposés par les crues sont de tous types et bon nombre d'entre eux sont des déchets qualifiés de dangereux : déchets spéciaux, bonbonnes de gaz, et cetera.

Les conseils de ramassage diffusés par Be WaPP ont été réalisés avec l'aide de la Direction de la police et des contrôles habituée à conseiller sur les déchets dangereux et transmis aux communes, aux associations susceptibles d'organiser ce type d'activité, comme les contrats de rivières, River Clean Up et autres associations.

La méthodologie du choix des terrains à nettoyer a été établie avec l'aide de la Direction des cours d'eau non-navigables qui a cartographié les zones grâce à des survols aériens et qualifié celles-ci selon des typologies d'intervention. Seules les zones catégorisées en intervention dite légère, donc non dangereuse, sont accessibles aux ramassages citoyens. Les organisateurs doivent se concerter avec les communes ainsi qu'avec les services extérieurs du SPW ARNE tels que la Direction des cours d'eau non-navigables et le DNF afin de s'assurer de la faisabilité et de la sécurité sur le terrain, notamment en ce qui concerne la stabilité des berges, pour ne prendre aucun risque pour les citoyens.

La Cellule d'appui fédérale pour les inondations a également été activée jusqu'au 15 septembre : la Défense et la Protection civile ont été mises à disposition afin de procéder au nettoyage des cours d'eau sous la coordination de la DCENN, la Direction des cours d'eau non-navigables, nécessaire à la bonne organisation des équipes réalisant les travaux dans les cours d'eau, notamment curages et stabilisation. Cette cellule et ces différentes administrations, complémentaires aux actions des bénévoles sur les autres interventions, se concentrent ici sur les zones de type intervention « moyenne », qui nécessitent des engins parfois lourds, que nous venons d'aborder dans la question précédente.

Les opérations de nettoyage se poursuivaient jusqu'au 31 août. Nous devrions avoir une réunion dans les prochains jours pour voir si, sur base des résultats de l'opération, il est nécessaire de revoir la méthodologie notamment en vue du grand nettoyage de printemps qui a dû être reporté vu le covid au mois de septembre, et qui va prendre une ampleur particulière dans le cadre du suivi de ces inondations.

M. le Président. – La parole est à Mme Kelleter.

Mme Kelleter (Ecolo). – Merci, Madame la Ministre, pour les actions concrètes que vous avez entreprises et qui permettent aux volontaires de participer à ces actions en toute sécurité et de prendre en charge les déchets en aval de ces actions. Il est important de rappeler qu'il y a ces modalités et qu'il vaut mieux passer par une structure centralisée afin d'éviter tout risque lors des opérations de nettoyage.

M. le Président. – La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). – Merci, Madame la Ministre, pour toutes les actions concrètes réalisées avec, au cœur de la réflexion, l'humain.

C'est l'occasion de glisser à nouveau cette réflexion sur les boudins de cheveux qui a déjà été abordée. Quand on a retiré les gros détritifs, il reste parfois des hydrocarbures dans l'eau. On avait soulevé cette réflexion et le lancement de cette société wallonne par rapport aux hydrocarbures au travers des boudins de cheveux. On y reviendra peut-être.

**QUESTION ORALE DE M. HARDY À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE SUIVI DES MESURES
RELATIVES À LA POLLUTION AU
POLYCHLOROBIPHÉNYLE (PCB) ENGENDRÉE
PAR L'ACTIVITÉ DES BROyeurs À MÉTAUX
EN WALLONIE »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Hardy à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le suivi des mesures relatives à la pollution au polychlorobiphényle (PCB) engendrée par l'activité des broyeurs à métaux en Wallonie ».

La parole est à M. Hardy pour poser sa question.

M. Hardy (PS). – Madame la Ministre, avant de développer ma question sur ce dossier que l'on traite depuis longtemps, je voudrais saluer votre travail et celui de vos équipes durant cet été. Il y a des échéances à moyen terme pour ce dossier. Je souhaite faire un état des lieux sur la question, mais j'imagine que, comme

vos collègues, vous avez beaucoup de dossiers en cours dans la gestion des inondations et de la crise sanitaire de manière générale. Je peux donc comprendre que ce ne soit pas simple.

Ces dernières années, l'analyse des poussières et des sols aux alentours des broyeurs à métaux a révélé la présence de PCB en Wallonie.

Lors de la réunion de la Commission de l'environnement, de la nature et du bien-être animal du 22 juin dernier, de même que dans la réponse que vous m'avez adressée le 6 août, vous avez annoncé que le design expérimental du projet de biomonitoring visant les riverains des sept broyeurs à métaux wallons venait d'être validé, votre administration étant alors chargée de le mettre en œuvre et d'en préciser le calendrier.

Le calendrier de mise en œuvre du biomonitoring visant les riverains des sept broyeurs à métaux wallons a-t-il été arrêté ? Quelle stratégie de communication sera déployée à destination des personnes concernées ?

Le 22 juin, vous annonciez également avoir demandé à votre administration de plancher sur un cahier des charges pour le soutien à la vulgarisation et à la réalisation d'une campagne d'information des riverains, en parfaite collaboration avec les communes concernées.

Connaissez-vous plus précisément le délai dans lequel cette campagne d'information à destination des riverains pourra être déployée ? Comment les pouvoirs locaux y sont-ils associés ? Envisagez-vous de la coupler avec la campagne d'information relative au biomonitoring ?

Enfin, le respect des normes imposées aux broyeurs est l'élément central du dossier puisque cela concerne tant le rejet des eaux usées que la pose de filtres à la sortie des cheminées ainsi que leur contrôle.

Pouvez-vous faire le point sur l'avancement de la mise en conformité des différents broyeurs wallons ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, je vous remercie pour vos mots de soutien et d'encouragement ainsi que pour votre question.

À ma demande, un protocole d'étude destiné à permettre la réalisation d'un biomonitoring spécifique autour des broyeurs wallons a été rédigé par l'ISSeP. Ce protocole implique un échantillonnage au sein des populations résidant dans les environs de tous les sites des broyeurs à métaux concernés. Ce projet, d'une durée de 24 mois, a reçu l'aval de l'Inspection des finances le 30 août dernier. Au vu du montant nécessaire à sa

réalisation, un passage en gouvernement est prévu d'ici la fin du mois de septembre.

Le protocole prévoit d'échantillonner au minimum 50 personnes parmi les riverains de chaque broyeur. Des séances d'information seront organisées par l'ISSeP dans chaque commune visée afin d'expliquer le protocole et de permettre le recrutement des personnes volontaires. Les dosages se feront principalement dans le sang pour un panel de molécules comprenant des métaux, les PCB, les PBDE, les HAP et autres molécules organiques.

Comme je m'y étais engagée, des outils de communication vulgarisée seront bien produits sur base des rapports rédigés par l'ISSeP, car il est extrêmement important que la population puisse comprendre précisément de quoi il s'agit et avoir les informations les plus accessibles possibles. La nature de ces outils sera précisée en commun accord avec les bourgmestres des communes concernées. Ces outils seront produits dans le cadre d'un marché de service qui vient juste de recevoir l'autorisation de l'Inspection des finances. Le processus de sélection des prestataires va donc pouvoir commencer.

Enfin, voici un rapide état des lieux sur la mise en conformité des différents broyeurs wallons à cette date.

Les broyeurs de Cometsambre à Châtelet et de Keyser & Fils à Courcelles ont mis en place les nouvelles installations demandées par la Région wallonne en matière de traitement de fumées, respectivement en mai 2020 et en novembre 2020.

Les résultats de la première campagne d'analyse semestrielle réalisée en 2021 indiquent que les normes de rejet vers l'atmosphère y sont bien respectées.

Deuxièmement, le broyeur de Cometsambre à Mons Obourg a mis en place une nouvelle installation de traitement des fumées en août 2020. Les résultats de la première campagne d'analyse semestrielle en 2021 indiquent un dépassement de la limite autorisée pour le volet composé organique volatile. Un procès-verbal a été dressé par le DPC et le dossier pris en charge par le parquet de Charleroi.

Troisièmement, les résultats de la première campagne d'analyse semestrielle en 2021 indiquent des dépassements de norme pour Derichebourg à Marchienne-au-Pont et Dubail à Beez. Des procès-verbaux ont là aussi été dressés par le DPC et les dossiers ont été pris en charge par le parquet de Charleroi et de Namur. Les exploitants ont prévu la mise en place de nouvelles installations de traitement de fumées qui doivent être opérationnelles pour novembre de cette année et courant du premier trimestre 2022, respectivement.

Ici, on avait des dépassements avant la mise en place des systèmes de traitement.

Quatrièmement, l'exploitant Ecore Belgium à Aubange a prévu la mise en place d'une nouvelle installation de traitement de fumées qui doit être opérationnelle pour fin octobre de cette année.

En ce qui concerne la situation de l'établissement d'Engis, de BST, cette situation est un peu plus particulière, deux jauges ont déjà été placées sur le site et une première campagne de mesure a été réalisée en juin 2021. Deux autres jauges doivent être déployées en dehors du site. Toutefois, les propriétaires des parcelles sélectionnées n'ont pas répondu favorablement à cette demande d'implantation. La recherche de nouveaux sites pour ces secondes jauges se poursuit. Les exploitations concernées par les restrictions imposées par les bourgmestres locaux sont celles de Keyser à Courcelles et la société Ecore d'Aubange.

Suite à des explosions répétées, madame la bourgmestre de Courcelles a pris cette année, sur base d'un rapport de l'administration wallonne du DPC, une ordonnance de fermeture temporaire du broyeur de la société Keyser. On n'était pas sur une question de pollution émanant des fumées, mais bien d'explosions à répétition au niveau de la société. Elle a pris cette ordonnance de fermeture le temps que l'exploitant mette en œuvre une procédure plus stricte en ce qui concerne les déchets qui sont acceptés dans le broyeur de façon à éviter toute explosion et que cette entreprise réalise une étude de risques et mette en place les impositions reprises par cette étude pour améliorer le tri à la source de ce qui rentre dans le broyeur et provoque ces risques d'explosion.

De son côté, le bourgmestre d'Aubange a aussi pris une ordonnance également sur base d'un rapport de l'administration régionale imposant une limitation des heures de fonctionnement de l'entreprise sur une base annuelle, tant qu'un nouveau système de filtration efficace n'y est pas opérationnel.

Vous voyez que le travail se poursuit de façon très concrète sur le terrain sur ces différents sites de broyeurs, tant pour le suivi de la mise en place des mesures en ce qui concerne le suivi des personnes qui habitent à proximité, que sur l'aspect concret des actions avec, tant dans la mise en place par les entreprises des mesures prévues dans leur permis d'environnement sur base de l'imposition wallonne, que les contrôles qui s'y associent par l'administration en tant que telle.

M. le Président. – La parole est à M. Hardy.

M. Hardy (PS). – Je vous remercie, Madame la Ministre, pour vos réponses. Je suis heureux d'entendre que le biomonitoring va être lancé avec l'échantillonnage que vous avez précisé, qui sera lancé fin septembre avec 50 personnes par commune. Je suis heureux aussi que l'on mesure les dosages, mais pas uniquement du PCB, mais d'autres substances, comme

vous l'avez évoqué, parce qu'effectivement, ce sont des zones postindustrielles dans lesquelles on pourrait potentiellement trouver la présence d'autres substances.

J'insiste vraiment sur le fait qu'il est urgent de communiquer. Je comprends bien où vous en êtes, mais je pense que par rapport à la population présente aux abords des sites, il y a encore des comportements complètement dingues, notamment des gens qui cultivent des légumes, et cetera alors que les sols restent pollués. Ils ne sont pas du tout conscients de ce qu'il se passe autour d'eux. Je suis heureux aussi d'entendre qu'une certaine partie des sites aujourd'hui aient été contrôlés et respectent les normes qui sont, pour rappel et vous le savez très bien, les plus exigeantes d'Europe ; on peut s'en réjouir puisque la santé publique et une priorité de ce Gouvernement. Je serais curieux de savoir, sur les sites où les mesures n'ont pas encore été faites, post-placement des fibres, notamment à Marchienne-au-Pont, ce que l'on pourra mesurer. J'espère que ce seront les mêmes résultats que les sites qui sont désormais aux normes. Cela montre bien la pertinence du fait que votre Gouvernement, et vous singulièrement, suivez ce dossier parce que la santé publique doit rester une priorité surtout par rapport à des substances qui ont montré leur nocivité sur la santé.

**QUESTION ORALE DE M. ANTOINE À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'ASSAINISSEMENT DE LA
DÉCHARGE DE BASSE-WAVRE »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Antoine à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'assainissement de la décharge de Basse-Wavre ».

La parole est à M. Antoine pour poser sa question.

M. Antoine (cdH). – Madame la Ministre, vous dire d'emblée que je mesure la difficulté qui est la vôtre et celle de vos collègues chargés à la fois de répondre aux attentes et aux urgences des sinistrés, de déployer le Plan de relance, de poursuivre le Plan de transition climatique, tout cela dans un contexte budgétaire particulièrement aride. Je veux donc transmettre un message de sympathie tant à vous-même, mais surtout à vos collaborateurs et aux administrations, parce que je mesure la surcharge qui doit être la leur et le stress aussi que tout cela doit occasionner, eu égard aux nombreux objectifs qui sont les vôtres. Il n'empêche, la vie parlementaire continue et d'autres sujets doivent être abordés, parce qu'ils l'ont déjà été et que des échéances sont attendues ou qu'ils présentent un certain nombre de dangers.

Ainsi, fin 2020, je vous interrogeais, Madame la Ministre, au sujet de la décharge de Basse-Wavre et ses 800 000 mètres cubes à traiter de déchets.

Selon la SPAQuE elle-même, la dépollution devrait coûter des millions d'euros et durer plusieurs années.

Naguère, reconnaissons-le, la Région wallonne et son département de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement ont enjoint la Ville de Wavre de cesser toute activité sur le site, injonction qui a été totalement ignorée par la ville, tout au moins dans un premier temps. Cela explique qu'en 2005, la ville poursuivant autorise la construction de nouveaux bâtiments commerciaux à proximité du site, en bordure même de la chaussée de Louvain, ce qui a entraîné une modification non négligeable du relief. Les déblais provenant des parcelles voisines ont été acheminés et déversés sur le massif de déchets.

Ce qui devait arriver arriva, en 2006, du biogaz s'échappe de la zone et nécessite un périmètre de protection, sinon même une évacuation partielle du quartier.

En 2015, un rapport d'étude est publié avec une conclusion claire, limpide, incontournable : celle d'une étude d'orientation qui doit être étendue et d'une étude de caractérisation qui est nécessaire pour prendre des décisions qui s'imposent.

En 2020, l'étude d'orientation est enfin réalisée. Elle va permettre alors – du moins, pouvons-nous l'espérer – une étude de caractérisation.

Vous m'aviez répondu, lors de nos précédents échanges, que les principales conclusions de l'étude faisaient état de dépôts de déchets qui doivent faire l'objet d'un projet d'assainissement, conformément aux dispositions de l'article 39 du décret relatif à la gestion des sols, des pollutions constituées hors de l'emprise des massifs, ce que beaucoup de Wavriens ou de protagonistes considèrent aujourd'hui comme essentiel, et devant faire l'objet d'une étude de caractérisation, conformément à d'autres dispositions du décret.

Le délai pour introduire l'étude de caractérisation avait été fixé au 1er mars 2021. Le projet d'assainissement du site devait alors être commencé, pour le moins introduit.

Mes questions sont donc très simples.

Quelques mois après ces délais, l'étude a-t-elle bien été introduite à la date initialement fixée ? Est-elle bien axée sur le massif des déchets et sur les éventuelles autres pollutions que vous aviez relevées dans votre réponse précédente et qui auraient été mises en évidence lors de précédentes études ?

Plus simplement encore, Madame la Ministre, pour les riverains concernés, pour les personnes soucieuses

d'environnement et de gestion intelligente d'un passé qui le fut beaucoup moins, quand va-t-on pouvoir commencer l'assainissement du site ? Dans l'intervalle, des mesures d'accompagnement de prudence seront-elles nécessaires ? Si oui, lesquelles ? Un budget pour ces différentes opérations a-t-il été avancé ? Si oui, à charge de quels responsables ? Pour le dire autrement, qui va payer l'assainissement du site ?

M. le Président. – Avant de céder la parole à Mme la Ministre pour la réponse, j'ai omis de préciser que la question de M. Desquesnes portant sur le suivi des mesures relatives au broyeur à métaux en Wallonie est retirée.

La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, merci pour votre question et également pour votre soutien.

L'étude de caractérisation du site de Basse-Wavre n'a pas encore été introduite auprès de mon administration. Des contacts pris avec l'expert en charge de la caractérisation, il ressort que les investigations visant à caractériser les pollutions n'ont pas encore pu avoir lieu. La raison mentionnée est que la ville a souhaité scinder le marché et faire appel à l'accord-cadre de la SPAOuE pour réaliser les forages et analyses complémentaires nécessaires à la phase de caractérisation. Comme vous le savez peut-être, la SPAQuE a développé une centrale d'achats qui met à disposition des villes et des communes les services de prestataires externes spécialisés dans toutes les étapes de la gestion des sols, et sélectionnés dans le respect de la législation sur les marchés publics. C'est d'ailleurs cette centrale d'achats que nous mobilisons dans le cadre des inondations.

La SPAQuE a confirmé que la Ville de Wavre a bien marqué son intérêt pour cette centrale d'achats dans la mesure où elle a sollicité l'envoi de la convention d'adhésion et l'a bien reçue. Toutefois, à ce jour, la Commune de Wavre n'a pas encore signé cette convention. Dès lors, la SPAQuE n'a engagé aucune des prestations vu l'absence de convention signée.

Mon administration va bien sûr adresser un rappel à la Ville de Wavre afin d'obtenir un planning des démarches et une nouvelle échéance pour l'introduction de l'étude de caractérisation.

Enfin, par rapport à votre question plus générale des moyens budgétaires que nous pouvons mobiliser dans le cadre – et vous l'avez évoqué vous-même – du Plan de relance de la Wallonie, la décharge de Basse-Wavre fait bien partie des décharges que nous souhaitons réhabiliter et enfin traiter puisque ce sont des problématiques environnementales extrêmement importantes. Ce projet prévoit donc d'accélérer la réhabilitation des anciennes décharges les plus

problématiques. Pour ce faire, un montant total de 16 258 000 euros a été prévu dans le Plan de relance tel qu'il a été approuvé il y a quelques mois. Le calendrier prévisionnel actuel des travaux de réhabilitation prévoit un début de la réhabilitation de la décharge de Basse-Wavre en juin 2023 et une fin des travaux en décembre 2024.

M. le Président. – La parole est à M. Antoine.

M. Antoine (cdH). – Madame la Ministre, nous sommes ici devant un oxymoron, un clair-obscur. Il y a d'abord une clarté. C'est celle, manifestement, de la Région de mettre à disposition une technique, une méthode de marché public allégé, de mettre aussi des moyens budgétaires alors que la Région va devoir payer finalement une responsabilité plus locale ou sous-régionale. Ceci, c'est la partie claire. La partie obscure – vous ne m'en voudrez pas-, c'est de relever que systématiquement et depuis plusieurs mois maintenant, tous les calendriers sont retardés et reportés. Parce que, si j'ai bien compris, il suffisait simplement pour la Ville de signer la convention, rien d'autre, pour permettre à la SPAQuE de commencer ses premiers prélèvements. Même cela – avril, mai, juin, juillet, août, septembre – après sept mois, même cette signature fait défaut.

On peut donc craindre que dans le côté obscur, il n'y ait une forme de course contre la montre à l'envers pour finalement se déporter dans des horizons plus lointains et éviter certains questionnements ou certains désagréments pour les riverains les plus proches. Mais plus on va retarder la prise en charge de cette zone, plus il sera difficile de la traiter et plus ce sera inconfortable pour ceux qui vont devoir y opérer ou simplement pour les voisins.

Je regrette vraiment dès lors ce clair-obscur. J'espérais, aujourd'hui, avoir des réponses claires. Les reproches ne vous sont pas adressés. Vous êtes au bout de la course. Je vous invite vraiment à faire preuve de vigueur. Vous avez montré votre rigueur, mais la vigueur fait défaut dans la mise en œuvre de l'assainissement de cette décharge.

**QUESTION ORALE DE M. DUPONT À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'AMNISTIE SUR LA FACTURE
D'EAU »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dupont à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'amnistie sur la facture d'eau ».

La parole est à M. Dupont pour poser sa question.

M. Dupont (PTB). – Juste avant de commencer, j'aurais juste voulu – si j'arrive à reprendre devant moi mon dossier – faire un petit point parce que j'ai posé deux questions qui ont été refusées et je n'arrive pas à comprendre pourquoi. Notamment sur la rénovation des berges et sur l'inclusion du facteur « inondation » dans le plan Sécheresse de Mme la Ministre. Je tenais quand même à le souligner parce que...

M. le Président. – Ce n'est pas ici que vous devez poser la question. Vous devez en référer à votre Bureau, à votre chef de groupe qui fera remonter au Bureau élargi. Celui-ci n'a peut-être pas défendu vos deux questions.

M. Dupont (PTB). – Pour en revenir à la question sur l'amnistie sur les factures d'eau...

Madame la Ministre, une série de mesures ont déjà été prises, que ce soit la SWDE, la CILE, l'INASEP, l'InBW, et cetera. Ceux-ci proposent des réductions, par exemple de 58 euros sur le prochain décompte annuel, 55 euros pour la CILE, la SWDE parle d'eau gratuite pour le nettoyage et d'autres mesures exhaustives. Je ne cite pas tout. La question étant plutôt : est-ce suffisant ? Ne faudrait-il pas préparer une amnistie sur les factures d'eau basées sur le décompte des années précédentes, ce qui serait une promesse claire aux habitants des zones sinistrées que la facture d'eau n'augmentera pas cette année qu'importe la surconsommation qu'ont pu entraîner les inondations ?

Madame la Ministre, allez-vous ou avez-vous mis en place une amnistie sur les factures d'eau ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, après les inondations, le déblayage et nettoyage de bon nombre d'habitations a nécessité bien sûr des volumes d'eau importants. De plus, les inondations ont pu provoquer des incidents sur les installations intérieures privées, comme les boilers, par exemple, avec des surconsommations d'eau à la clé.

Les distributeurs ont déjà pris, d'ailleurs, des dispositions.

En ce qui concerne la SWDE, ces volumes excédentaires ne seront pas facturés aux clients victimes des inondations du mois de juillet. La SWDE, qui dessert la majorité d'entre eux, procède sans formalité administrative supplémentaire en s'appuyant sur les données de localisation transmises par les autorités compétentes. La facture de régularisation annuelle à venir sera plafonnée sur base de la consommation de l'année précédente pour les clients impactés par les inondations.

En cas de consommation moindre, par exemple si l'habitation reste vide le temps de sa réhabilitation, c'est l'index réel qui sera pris en compte, moins dix mètres cubes de forfait nettoyage.

Les autres distributeurs principaux ont décidé d'une ristourne directe sur la facture de 2021 équivalente à dix mètres cubes de consommation dans les zones impactées et certaines communes concernées l'envisagent également.

Il ne m'appartient pas de leur imposer le même système d'aide que la SWDE, mais certains envisagent d'intervenir au cas par cas dans les surconsommations occasionnées et je ferai en tout cas tout pour les y inciter comme je l'avais d'ailleurs fait dans le cadre de la crise sanitaire.

En outre, les distributeurs se sont accordés sur une mesure de remise en service gratuite de la distribution d'eau. Des raccordements ne sont plus en service ou doivent être mis hors service dans le cadre de la démolition et de la rénovation des maisons endommagées par les inondations.

Leur remplacement ne sera donc pas facturé aux clients sinistrés et c'est un coût moyen économisé de 1 500 euros, ce qui est loin d'être négligeable pour les personnes concernées.

M. le Président. – La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PTB). – Effectivement la SWDE est celle qui va le plus loin dans les mesures proposées. Les autres parlent plutôt de réductions et de ristournes. Je me demande si cela suffira vraiment, mais je pense que l'on pourra revenir dessus quand on verra les premières factures arriver fin d'année.

**QUESTION ORALE DE M. DUPONT À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE RAMASSAGE DES
DÉCHETS À VERVIERS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dupont à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le ramassage des déchets à Verviers ».

La parole est à M. Dupont pour poser sa question.

M. Dupont (PTB). – Madame la Ministre, on a déjà un peu abordé cette thématique dans cette commission plus tôt. Ici, je vais aborder plutôt un autre aspect sur le ramassage des déchets puisque, et on en a discuté tout à l'heure, si les inondations ont entraîné des quantités invraisemblables de déchets, les communes doivent

assurer la propreté publique. Les assurances doivent prendre en charge les déchets.

La commune de Verviers a demandé aux sinistrés de s'arranger avec leur assurance pour les déchets qui restent encore maintenant dans les rues. Donc c'est pour nous assez scandaleux, car beaucoup de déchets restent encore dans certains endroits. Ces déchets représentent de vrais dangers tant pour la santé que pour la structure des bâtiments, les maisons pourrissantes à l'intérieur maintenant et se contaminant d'ailleurs l'une l'autre. Donc tous ces déchets humides vont encore arriver et doivent être sortis au plus vite. Et les assurances rechignent ou ne donnent pas assez pour assurer ces coûts. Plus interpellant, hier au Conseil communal de Verviers, nos camarades ont abordé ce sujet-là avec la bourgmestre de Verviers, Mme Tarnion, qui vous a directement mis en cause dans la fin des ramassages des déchets.

Madame la Ministre, confirmez-vous les propos de la bourgmestre de Verviers qui vous cite comme responsable de la fin des ramassages de déchets, de leur gratuité ?

Et allez-vous mettre tout en œuvre pour que ces déchets dans les rues sinistrées à Verviers soient enlevés le plus rapidement possible sans surcoût pour les citoyens de ces zones sinistrées ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, j'avoue que je n'ai pas encore vu les propos de la bourgmestre de Verviers donc je vais en prendre connaissance avant de me positionner précisément là-dessus.

L'organisation de la gestion des quantités hors normes de déchets issus des inondations revient en première ligne, rappelons-le aux services communaux.

La gestion des déchets est bien une compétence communale, majoritairement déléguée aux intercommunales, mais c'est bien une compétence communale.

Bien entendu, au vu de la situation exceptionnelle sur le terrain, nous avons souhaité, en tant que Région, venir soutenir les communes dans cette gestion et les communes se sont d'ailleurs, et en particulier ici la commune de Verviers, faites aider par la protection civile, par l'armée et par les intercommunales de déchets comme INTRADEL dans cette énorme tâche.

C'est ainsi que les Recyparcs de la zone INTRADEL ont accueilli les déchets des ménages sinistrés sans la moindre limite de quotas. L'intercommunale a également mis à disposition de ces communes associées un service de conteneur en vue

d'évacuer les déchets des inondations vers le site de stockage temporaire de l'A601. Par ailleurs, l'intercommunale assure les services de collecte normalement prévus.

Comme je l'ai indiqué précédemment, la Région a dégagé toute une série d'aides financières pour aider les communes à évacuer et traiter les déchets issus des inondations.

Je vous renvoie à ma longue réponse de tout à l'heure sur la gestion des déchets.

Le Gouvernement a aussi confié une mission déléguée à la SPAQuE pour gérer les marchés d'évacuation et de traitement des déchets stockés sur le site de l'autoroute A601.

Lors de ma visite sur le terrain de vendredi, j'ai pu constater que ce site continue de réceptionner des déchets en provenance de Verviers.

En effet, les déchets rassemblés dans certains quartiers de la ville n'avaient pas encore pu être complètement évacués, car l'état des voiries ne permettait pas aux camions d'accéder facilement au dépôt des déchets. La situation se rétablit aujourd'hui et l'évacuation des derniers dépôts est en cours d'exécution.

M. le Président. – La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PTB). – Merci, Madame la Ministre. Évidemment, c'est vrai que je vous demande une réaction par rapport à ce que vous avez dit hier. Je comprends donc que vous ne puissiez pas réagir.

Ce que j'entends, c'est que les ramassages des déchets, de ces dépôts est encore en cours et de l'autre côté, j'entends qu'à Verviers, on dit maintenant que ce sont les citoyens qui doivent payer le ramassage des déchets. Il y a donc un problème entre ce que vous dites et ce qui est apparemment vécu par les citoyens de Verviers et ce qui est dit au Conseil communal de Verviers. Je pense que l'on pourra donc revenir prochainement, le temps que vous puissiez vous renseigner, car il y a vraiment là un souci. Qui ramasse ? Qui paie ?

Je pense que nous reviendrons assez rapidement là-dessus.

QUESTION ORALE DE MME VANDORPE À MME TELLIER, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR « LE SUIVI JUDICIAIRE DE LA POLLUTION DE L'ESCAUT »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Vandorpe à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le suivi judiciaire de la pollution de l'Escaut ».

La parole est à Mme Vandorpe pour poser sa question.

Mme Vandorpe (cdH). – Madame la Ministre, je voulais faire le point sur cette pollution constatée en 2020 sur l'Escaut et des dégâts considérables qu'elle avait engendrée à l'époque au niveau de la faune piscicole.

Pour mémoire, cette pollution était survenue le 9 avril suite à une brèche importante dans un des bassins de décantation des eaux de la sucrerie Téréos située en France, le long de l'Escaut, à 40 kilomètres du premier village belge. Cette brèche a alors conduit au déversement d'un volume estimé à 100 000 mètres cubes d'eaux dans le voisinage immédiat et dans l'Escaut.

Même s'il existe une procédure d'alerte transfrontalière pour ces incidents environnementaux, la pollution n'avait été découverte en Wallonie qu'au moyen des sondes du réseau de surveillance présentes dans l'Escaut et par de nombreux appels de pêcheurs et riverains.

Si je reviens aujourd'hui sur ce dossier, c'est parce qu'un point le concernant était à l'ordre du jour de la séance du Gouvernement du 13 août dernier.

Selon l'intitulé, ce point porte sur l'introduction d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille.

Pourriez-vous faire le point sur ce dossier ? Notamment, quel est l'objet de ce nouveau recours introduit ?

Au cours de précédentes réponses, vous aviez pointé plusieurs réunions dont l'objet devait notamment être les objectifs à rencontrer en matière de restauration à mettre en œuvre sur l'Escaut et sur son environnement immédiat. Pourriez-vous également faire le point sur ce processus ainsi que sur les mesures qui seront mises en œuvre ?

Je vous remercie pour les éléments de réponse que vous m'apporterez.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, je vous remercie pour votre question. Comme vous nous le rappelez, dans la nuit du 9 au 10 avril 2020, la rupture d'une digue du bassin de décantation de la sucrerie Téréos ; entreprise située en France, a entraîné le déversement de 90 000 mètres cubes d'eau de lavage de betterave riche en matières organiques dans le milieu naturel et dans les eaux de l'Escaut.

La richesse en matières organiques de ces eaux de lavage et l'importance du volume de celles-ci ont consommé quasiment la totalité de l'oxygène des eaux du fleuve ; ce qui a entraîné une très forte mortalité de la faune, notamment piscicole.

Ces eaux de lavage se déversant vers l'aval ont endommagé les eaux du fleuve situées sur le territoire de la France, puis de la Belgique, d'abord en Région wallonne puis en Flandre pour terminer par toucher dans une bien plus faible mesure, les eaux du fleuve situées sur le territoire des Pays-Bas.

Les autorités françaises, sous autorité du préfet du Nord, ont entamé une procédure administrative en responsabilité environnementale prévue par le Code de l'environnement français qui transpose la directive européenne 2004/35 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Le Gouvernement wallon a été convié à participer à cette procédure en déléguant à différents membres du SPW à différentes réunions du comité de pilotage et du comité d'experts mis en place par la préfecture afin d'évaluer les dommages environnementaux et d'établir les mesures de réparation appropriées. Le SPW ARNE et moi-même avons personnellement insisté à plusieurs reprises auprès du préfet du Nord pour que cette procédure sur la responsabilité environnementale française prenne en compte le dommage survenu en Wallonie et intègre dans sa décision administrative les mesures de réparation wallonnes.

La préfecture du Nord nous a informés, par courrier du 16 juin dernier, que la prise en compte du dommage wallon et des mesures de réparation liées posait un problème d'applicabilité territoriale du droit français et comportait un risque de contentieux important avec l'entreprise incriminée et qu'en conséquence, l'arrêté préfectoral en préparation n'inclurait aucune mesure de réparation en Wallonie.

S'agissant d'un dossier complexe avec des aspects internationaux, nous avons mobilisé un cabinet d'avocats français. Ce courrier de refus de prise en compte du dommage wallon nous semble, en effet, contraire à l'objectif de la directive précitée et est susceptible de recours.

La non-introduction d'un recours contre ce courrier en question aurait pu être préjudiciable si nous l'avions fait à un stade ultérieur de la procédure. C'est pourquoi j'ai proposé au Gouvernement, qui m'a suivie, de contester cette décision devant le tribunal administratif de Lille, dans le délai prévu par la législation française, et ce avant même l'adoption de l'arrêté du préfet du Nord.

Ce recours est actuellement pendant devant les juridictions administratives françaises. Nous n'avons à ce jour reçu aucune réaction des services de la préfecture suite à ce recours.

La préfecture du Nord a décidé, le 31 août 2021, d'adopter un arrêté qui ne prend pas en compte le dommage wallon. Un nouveau recours va, par conséquent, également être introduit à l'encontre de cet arrêté en tant que tel devant les juridictions administratives françaises.

Par ailleurs, outre ces procédures administratives, une procédure pénale a été initiée tant en Belgique qu'en France. Celles-ci sont toujours pendantes et couvertes par le secret de l'information, mais mon administration suit ce dossier avec attention. Différents contacts sont prévus prochainement afin d'évaluer les actions juridiques futures à mener dans ce dossier sur le plan pénal ou éventuellement civil.

M. le Président. – La parole est à Mme Vandorpe.

Mme Vandorpe (cdH). – Merci, Madame la Ministre, pour ces éléments de réponse. Clairement, le cdH et moi-même vous suivons dans ce recours et cette proposition faite au Gouvernement. La prise en compte du dommage wallon est essentielle. Il faut que chacun prenne sa responsabilité environnementale.

Les frontières environnementales ne correspondent pas aux frontières physiques ; il faut pouvoir agir en conséquence pour le bien de nos citoyens.

Il reste la partie de ma question – moins urgente – sur les objectifs en matière de restauration à mettre en œuvre sur l'Escaut et son environnement immédiat. Je ne manquerai pas de revenir vers vous avec une question – sans doute écrite – pour avoir des informations plus précises sur le sujet.

**QUESTION ORALE DE MME NIKOLIC À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE CURAGE DU GEER »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Nikolic à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le curage du Geer ».

La parole est à Mme Nikolic pour poser sa question.

Mme Nikolic (MR). – Madame la Ministre, je vous pose une question que j'avais déposée en question écrite initialement, mais à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais. À la lecture de la question et ce qui est intervenu entre-temps, vous comprendrez qu'il me tenait à cœur de vous la poser.

J'en ai d'ailleurs un peu la chair de poule quand je relis le début de cette question où j'écrivais que depuis le 20 juin environ, la pluie, accompagnée de plusieurs épisodes orageux d'envergure, a fait son retour et de nombreuses régions de la Wallonie ont été touchées par des inondations.

Le Geer, cours d'eau traversant la Commune de Bassenge, a débordé à plusieurs reprises dans plusieurs rues et jardins de la commune. Ce phénomène d'inondations est bien connu à Bassenge. Il semble qu'il pourrait être résolu par une amélioration de l'entretien du cours d'eau. Parmi les solutions : le curage, l'entretien et le surélévement des berges et la régulation de la végétalisation.

Mes questions étaient : avez-vous été informée de cette situation ? Quelles pistes de solution envisagez-vous pour résoudre durablement les problèmes de ce cours d'eau ? Avez-vous déjà entrepris des démarches ?

Vous me permettrez de rajouter qu'il serait utile de faire plus largement le point sur la politique d'entretien des cours d'eau, dès lors que le mauvais entretien constitue un facteur aggravant dans le cadre d'inondations. Avoir un lit de cours d'eau qui permet un meilleur écoulement et des berges bien entretenues permet de mieux canaliser les cours d'eau.

Au-delà de cette question sur le Geer – à laquelle j'espère quand même avoir des réponses, parce que les habitants de Bassenge et environs sont intéressés –, il me paraissait important de faire plus largement le point sur cette question.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, le Geer est un cours

d'eau non navigable dont la gestion est assurée par le SPW ARNE sur les 35 kilomètres de son cours, classé en première catégorie. Les cours d'eau de première catégorie représentent au total 1 860 kilomètres en Wallonie.

Pour en revenir au Geer, il constitue un exutoire naturel des sédiments résultants de processus d'érosion éolienne et hydrique particulièrement importante en région agricole de Hesbaye. Les inondations dans la traversée de Bassenge ne résultent pas exclusivement de débordement du Geer ; ainsi des remontées d'eau du Geer via le réseau d'égouttage sont documentées et des solutions sont à l'étude par l'intercommunale AIDE.

Un curage systématique du Geer ne constituerait donc pas la panacée en termes hydrauliques, étant donné la succession de nombreux ponts aux droits desquels la section utile d'écoulement est systématiquement limitée. En outre, un curage à fond vif conduit à des déséquilibres très préjudiciables sur l'équilibre écologique de la rivière.

L'attention du gestionnaire se porte donc selon mon administration au niveau du dégagement de la section de chacun de ces ponts, et en particulier des pertuis, comme le curage complet des pertuis des dérivations de Wonck et de Glons, comme suite au débordement de mars 2020. Sauf exception ponctuelle, le rapport coût/bénéfice d'une surélévation des berges du Geer dans Bassenge est extrêmement défavorable vu l'exiguïté liée à la proximité des noyaux d'habitat. Une note de synthèse de l'hydraulique agricole de 1980 en réponse aux autorités communales suggérait déjà à l'époque comme solution pour la gestion des inondations de ne plus construire dans le lit majeur des cours d'eau.

Enfin, en ce qui concerne la végétation aquatique, des actions répétées sur le potamot, végétation aquatique se développant de manière exubérante durant les canicules des étés 2018 à 2020, assorties de phénomènes d'eutrophisation des eaux, ont pour résultat de limiter leur frein au bon écoulement.

En conclusion, faute de solution structurelle liée à l'aménagement du territoire dans le lit majeur du Geer, la gestion anticipative par un entretien systématique constitue la solution privilégiée par le gestionnaire. Toutefois, sans préjudice des énormes travaux de réparation des berges qui nous attendent et dont nous avons fait le point avec le député Frédéric tout à l'heure, vu les dégâts constatés à la suite des inondations de juillet, je pense qu'en effet, le Geer mérite à l'avenir une attention particulière, notamment en ce qui concerne la protection des berges et leur végétalisation.

M. le Président. – La parole est à Mme Nikolic.

Mme Nikolic (MR). – Madame la Ministre, je ne manquerai pas de répercuter cette réponse par moments très technique aux autorités locales et riverains du Geer.

J'irai aussi prendre connaissance in extenso de votre réponse à M. Frédéric tout à l'heure. Je pense qu'on sera tous d'accord pour dire qu'effectivement, maintenant plus que jamais, en région liégeoise, en Province de Liège, enlever tout ce qui peut constituer une obstruction et faire barrage – si le mot n'est pas trop malheureux – dans les cours d'eau est essentiel.

Peut-être que je reviendrai vers vous parce qu'entre entretiens réguliers systématiques ou entretien tout court, il y a peut-être là quelque chose à un petit peu dépatouiller au niveau du Geer, mais je vous remercie pour vos éléments de réponse. Comme je disais, je ne manquerai pas de les répercuter, et le cas échéant, de revenir vers vous.

**QUESTION ORALE DE M. LENZINI À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA DURETÉ CALCIQUE DE
L'EAU DE DISTRIBUTION »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Lenzini à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la dureté calcique de l'eau de distribution ».

La parole est à M. Lenzini pour poser sa question.

M. Lenzini (PS). – Madame la Ministre, je ne vais pas vous dire que c'est une question qui était écrite et qui est transformée en orale parce que je crois qu'on vous l'a dit plusieurs fois aujourd'hui. Je sens que cela commence à vous agacer, donc moi je ne vous dis rien, je vous pose directement la question.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Je suis contente que vous compreniez que nous ayons eu un été particulier, effectivement, merci de votre compréhension.

M. Lenzini (PS). – J'avais bien compris. Donc, par rapport à ma question, je vais d'ailleurs la simplifier encore. Elle n'était déjà pas très longue. Par rapport à l'eau de distribution, l'eau de captage qui est distribuée a une teneur en calcaire en Wallonie qui lui donne une teneur, son dosage en degrés français de l'ordre de généralement au-dessus de 30 degrés français, 30 ou 40 ou 45 degrés français. Cette teneur élevée en calcaire dans l'eau peut être déjà réduite par des traitements au niveau du captage avant la distribution.

À partir du moment où l'on peut réduire cette capacité, cette teneur en calcaire, pourquoi dès lors s'arrêter ?

Je prenais l'exemple de la Basse-Meuse où l'eau est à 30 degrés français à peu près. Pourquoi ne pas descendre plus bas ? Y a-t-il des contraintes techniques ? Et je lierais à cette question un autre questionnement que je me suis posé. On voit beaucoup de publicités ces derniers mois, par rapport à un système, mais il y en a d'autres de purification de l'eau en tout cas pas de purification d'adoucissement de l'eau et certains industriels prétendent – et je pense qu'ils ont raison – arriver à une teneur nulle en calcaire.

Ma question est la suivante : une teneur en calcaire de l'eau de distribution peut-elle avoir une influence sur la santé humaine ? Autrement dit, une eau complètement décalcariée pourrait-elle dissoudre des éléments de tuyauterie, qu'elle soit ancienne ou plus moderne en matière synthétique, et être dangereuse à la consommation ?

Pourquoi ne pas réduire plus au niveau de la compagnie de distribution des eaux au moment du captage ? Existe-t-il une norme minimale ? S'il n'y en a pas, devrait-on y penser au niveau, en corrélation avec la santé humaine ? Voilà, j'ai voulu résumer et j'espère que c'est quand même clair.

M. le Président. – La parole est à Madame la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, je vais essayer de ne pas être trop technique malgré le caractère assez précis de votre question.

La présence de calcium sous forme de carbonate de calcium – donc le calcaire – ou d'autres formes dans l'eau n'a pas d'effets néfastes sur la santé. Au contraire, un certain nombre d'études épidémiologiques effectuées au Canada, en Angleterre, en Australie ou aux États-Unis indiquent qu'il existe une corrélation statistique inverse entre la dureté de l'eau potable et certains types de maladies cardio-vasculaires, ce qui me réjouit vu que j'ai beaucoup de calcaire chez moi. Tant qu'à faire, on peut avoir de bonnes nouvelles par des questions comme celles-là.

L'Europe n'impose d'ailleurs pas de normes pour ce paramètre et recommande même l'ajout de calcium et de magnésium dans les eaux adoucies et déminéralisées.

En Wallonie, l'eau de distribution ne peut toutefois pas contenir plus de 270 milligrammes par litre de calcium et 50 milligrammes par litre de magnésium ce qui correspond à une dureté totale de 67,5 degrés français. La dureté totale exprimant la teneur en calcium et magnésium de l'eau ne peut pas, quant à elle, descendre en dessous de 15 degrés français en cas d'adoucissement artificiel afin d'éviter tout risque de corrosion et d'excès de sodium. Le traitement du calcaire en amont de la distribution, c'est-à-dire l'adoucissement centralisé de l'eau, coûte cher. Il est

estimé à 0,35 euro par mètre cube distribué, en termes de frais d'investissement et de fonctionnement. Dès lors, l'adoucissement centralisé par le distributeur représente un luxe et non une priorité. Au niveau de la Wallonie, il ne peut être envisagé que sur une base volontaire et non réglementaire, me semble-t-il.

Dans l'exemple que vous citez à Oupeye, la SWDE a choisi de ne pas descendre en dessous de 30 degrés français pour des raisons économiques, environnementales, en termes de surconsommation d'eau et de rejet d'eaux usées ou de production de boue à valoriser ou à éliminer, mais aussi parce que les phénomènes d'entartrage sont déjà nettement moins marqués aux alentours de cette valeur.

M. le Président. – La parole est à M. Lenzini.

M. Lenzini (PS). – Juste pour remercier Mme la Ministre pour ces précisions.

**QUESTION ORALE DE M. DESQUESNES À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LA DÉROGATION ACCORDÉE
À INFRABEL POUR L'UTILISATION DE
PESTICIDES »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desquesnes à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la dérogation accordée à Infrabel pour l'utilisation de pesticides ».

La parole est à M. Desquesnes pour poser sa question.

M. Desquesnes (cdH). – Madame la Ministre, c'est un sujet complexe qui n'est pas neuf, sur lequel il est important que nous puissions progresser, c'est le sens de ma question puisque à la suite de la Flandre et de Bruxelles, le Gouvernement sur votre proposition vient d'accorder une autorisation spéciale permettant à Infrabel d'épandre des pesticides de manière ciblée pour des raisons de sécurité tout au long des voies ferroviaires.

Il y a un an et en réponse à une question de notre excellent président, M. Lepine, il s'agissait pour vous d'une, je cite : « temporisation faute de solution alternative complète » et non d'un retour en arrière. De plus, la dérogation était accordée uniquement pour un an et n'allait pas dans le sens d'un « passe-droit » étant donné que des produits à faible risque étaient annoncés sur le marché belge.

Vous venez d'autoriser une nouvelle fois cette dérogation. Qu'en est-il une année plus tard ? Les choses ont-elles changé ou rajoute-t-on un an de rabiot ? Quels

sont les efforts réellement consentis et les progrès réalisés dans le but de diminuer la quantité des herbicides utilisés et leur nocivité puisqu'il y a intensité de la nocivité ? Vous avez eu l'occasion de le me préciser tout à l'heure.

Un nouveau plan de réduction de l'utilisation des produits phyto a-t-il été négocié par vos services avec Infrabel ?

Côté alternatives, on sait que des choses avancent et vont bon train, notamment en Suisse, qui a lancé une réflexion dès 2017, qui doit aboutir en 2025 et qui utilise notamment un prototype de train-citerne pulvérisant de l'eau chaude à 40 kilomètres par heure de vitesse et qui parcourt régulièrement le réseau ferroviaire helvétique.

En France, la SNCF a annoncé en février avoir trouvé l'alternative : un produit constitué d'un herbicide de biocontrôle couplé à un antigerminatif. La difficulté est qu'il est plus cher que le glyphosate et moins efficace à volume égal. Il va également nécessiter des aménagements sur l'infrastructure utilisée pour diffuser le produit.

Les dispositifs de détection utilisés en Belgique permettant une pulvérisation localisée sont-ils aujourd'hui efficaces et peuvent-ils répondre aux engagements d'une réduction de la nocivité des produits utilisés ?

Avez-vous exigé, en même temps que cette nouvelle dérogation, pour une année supplémentaire, des engagements clairs et vérifiables dans le chef d'Infrabel – nous en parlions également tout à l'heure sur les pesticides –, la capacité à mesurer et à contrôler les engagements qui sont pris, et l'efficacité des mesures ?

Je sais la proximité politique qui est la vôtre avec le ministre en charge des Infrastructures ferroviaires. Avez-vous rappelé aux autorités fédérales qu'il y a une échéance au niveau européen pour la fin d'utilisation du glyphosate ? Un message clair est-il passé et des engagements précis sont-ils posés ?

Est-on dans autre chose que simplement la reconduction d'une année de rabiot permettant de continuer l'utilisation de produits tels que le glyphosate sur les voies de chemin de fer ? Je vous remercie de m'éclairer.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, la réduction de l'utilisation des pesticides reste une priorité pour moi. Malheureusement, la situation d'Infrabel est très particulière et ils ne disposent pas encore d'une alternative qui soit suffisamment durable et efficace

pour l'entretien des voies de chemin de fer sur un réseau d'ampleur de celui d'Infrabel et dans l'ensemble de la Belgique.

Néanmoins, les choses avancent. Depuis l'année dernière, l'UIC, l'Union internationale des chemins de fer, a produit le rapport final du projet TRISTRAM. Ce projet identifie quatre alternatives semblant présenter le plus gros potentiel pour la gestion intégrée de la végétation dans les voies de chemin de fer : l'eau chaude, la vapeur humide, l'électrodésherbage et l'utilisation d'acides organiques, comme l'acide pélargonique. Il est plus que probable que la solution viendra d'une combinaison de ces différentes techniques avec d'autres techniques préventives, comme l'utilisation de géotextile lors du renouvellement des voies ou l'utilisation de supports moins enclins à favoriser le développement de la végétation pour les pistes de sécurité.

Vous citez l'exemple suisse de traitement à l'eau chaude à une vitesse pouvant aller jusqu'à 40 kilomètres par heure. Il s'agit encore pour l'instant de test en grandeur réelle et la généralisation de cette technique à l'ensemble du réseau doit faire face à des inconvénients qu'il faut prendre en compte. Citons par exemple la vitesse de travail – en dessous de 60 kilomètres par heure, il faut mettre la voie hors service – ou les quantités d'eau et d'énergie nécessaires au traitement.

Nous avons eu des échanges très approfondis avec Infrabel pour limiter au strict minimum l'utilisation d'un désherbant chimique.

Premièrement, le train désherbeur anglais utilisé par Infrabel est à la pointe du développement en matière de détection de la végétation présente sur les voies. Il permet donc de limiter l'application d'herbicides uniquement aux endroits où c'est nécessaire.

Deuxièmement, Infrabel continue la mise en œuvre progressive de son plan de désherbage alternatif et les conditions reprises dans la nouvelle dérogation sont au moins aussi contraignantes que celles reprises dans celle de 2020. Les renouvellements réguliers de voies sont l'occasion d'appliquer des techniques préventives limitant le développement de la végétation.

Troisièmement, Infrabel poursuit sa réflexion sur la réduction, voire la suppression, des herbicides dans les zones sensibles : zones Natura 2000, zones de prévention de captage, et cetera.

Enfin, Infrabel, attend notamment la mise sur le marché d'un herbicide à base d'acide pélargonique adapté aux conditions du train désherbeur pour réaliser les tests du remplacement du glyphosate dans l'hypothèse où celui-ci ne serait pas renouvelé après décembre 2022.

Dans ce cadre, les autorités fédérales sont au courant de la situation du glyphosate et suivent ce dossier

notamment au sein du comité d'experts européen qui rassemble les États membres et la Commission pour l'évaluation des substances actives.

Je rappelle que, à l'heure actuelle, Infrabel est la seule organisation de notre territoire à bénéficier d'une dérogation étant donné les enjeux majeurs de sécurité dans le trafic ferroviaire devant remplir des missions d'intérêt public, à savoir le transport de travailleurs et de marchandises.

J'ai d'ailleurs refusé cette même dérogation à la SNCB qui dispose d'un réseau propre beaucoup plus restreint, mais néanmoins, et qui me semble devoir être géré par des alternatives non chimiques.

Je n'ai pas non plus l'intention d'octroyer cette dérogation éternellement. Infrabel, et je le leur ai signalé, doit trouver une alternative rapidement. À ce titre, je suivrai très attentivement les avancées en la matière. J'attends qu'une approche durable soit trouvée très prochainement.

M. le Président. – La parole est à M. Desquesnes.

M. Desquesnes (cdH). – Merci, Madame la Ministre, pour votre réponse. J'entends votre volontarisme en la matière et l'implication de vos services en lien avec ceux d'Infrabel. Vous m'annoncez que le niveau d'autorisation de la dérogation de cette année-ci n'est pas en retrait par rapport à celui de l'année passée, je dirais fort heureusement.

Le seul élément que je n'ai pas entendu dans votre réponse, ce sont des engagements en termes de quantités, de chiffres. L'élément sur lequel il faut mettre la pression sur Infrabel, c'est une réduction de la quantité de produits nocifs à l'environnement qu'ils utilisent. C'est le seul curseur sur lequel on peut vérifier et s'assurer qu'il y a du progrès.

Sans ces éléments de chiffrage et de quantification de la nocivité de ce qui est épandu sur les sols de Wallonie, je crains que, malheureusement, on n'ait pas d'élément probant pour s'assurer que les intentions se traduisent réellement en faits.

Je reviendrai avant l'échéance de la fin d'année pour m'assurer qu'il y ait eu du progrès et des chiffres derrière les engagements d'Infrabel. Je vous remercie pour votre volontarisme.

**QUESTION ORALE DE M. CORNILLIE À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE PREMIER APPEL À
PROJETS DE VÉGÉTALISATION DE L'ESPACE
PUBLIC »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « le premier appel à projets de végétalisation de l'espace public ».

La parole est à M. Cornillie pour poser sa question.

M. Cornillie (MR). – Madame la Ministre, nous avons déjà discuté au sein de ce Parlement de la végétalisation de manière globale et notamment des bâtiments et des bâtiments publics qui doivent aussi apporter leur contribution à cette démarche.

Le Gouvernement a par ailleurs présenté les thématiques des quatre appels à projets qui seront lancés durant la législature.

Le premier – la question date un peu, mais je ne me rappelle pas pourquoi – est d'ores et déjà prêt à être déployé. Il est consacré à la création de parcs en milieu urbain, notamment par la création de nouveaux espaces verts publics, via divers procédés. Beaucoup n'ont pas manqué de relever qu'il concerne uniquement les communes dont la population est comprise entre 15 000 et 50 000 habitants et où la densité de population est supérieure à 500 habitants par kilomètre carré.

J'avais signalé que d'aucuns n'ont pas manqué de le relever, parce qu'ils ont vu dans les critères de sélection une manière, peut-être indirectement – je n'ose pas dire que c'est délibéré –, d'évacuer ou d'éliminer certaines communes de moins de 15 000 habitants en l'occurrence.

Cela faisait suite à d'autres appels à projets, par exemple en matière de mobilité, qui avaient le même critère dans les faits. Ces municipalistes n'ont pas manqué de relayer leurs inquiétudes à l'égard de plusieurs députés, voyant là une forme de mise à l'écart inacceptable puisque les enjeux, que ce soit la mobilité ou l'environnement ou la biodiversité, sont des enjeux communs à l'ensemble des municipalités, quelle que soit leur taille et quelle que soit la population qui y habite. Parce qu'elles ont tout simplement envie, elles aussi, de contribuer aux objectifs climatiques ; ambition que nous soutenons.

Comment réagissez-vous à ces remarques ? Que prévoyez-vous pour la création de parcs en milieu urbain, en ce compris pour les petites communes ?

Toutes les petites communes ne sont pas rurales et n'ont pas déjà nécessairement un acquis important en la

matière. Pourtant, elles ont aussi envie de progresser en la matière.

Que comptez-vous faire pour éviter l'exclusion de ces dernières des démarches de végétalisation de l'espace public ? Des mesures spécifiques adaptées à leurs réalités seront-elles divulguées ou proposées prochainement ?

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, en juillet 2020, le Gouvernement wallon a décidé, sur proposition du ministre Henry et de moi-même, de mettre en place des appels à projets pour multiplier les espaces verts et la présence de la nature dans les zones urbanisées, et ce dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques. Nous voyons aujourd'hui à quel point ce sujet fait sens également pour réduire les risques d'inondations.

Le 1er avril dernier, le Gouvernement approuvait le lancement du premier appel à projets consacré spécifiquement aux parcs en milieu urbain et arrêtaient également les thématiques des prochains appels à projets, à savoir le maillage bleu et vert et la végétalisation de l'espace public à l'échelle d'un quartier.

Comme son nom l'indique, ce premier appel à projets concerne les communes les plus densément peuplées dites « urbaines ». La cible établie concerne en effet les communes dont la population est comprise entre 15 000 et 50 000 habitants ou dont la densité est supérieure à 500 habitants au kilomètre carré. De facto, les communes moins peuplées ou moins denses n'auraient pas répondu de manière satisfaisante aux critères de sélection établis pour cet appel à projets plus spécifiquement.

En ce qui concerne les communes de plus de 50 000 habitants, il est entendu que les projets de végétalisation soient menés dans le cadre de la politique intégrée de la ville et soient réalisés en cohérence avec les ambitions et les critères de l'appel à projets « Parc en milieu urbanisé ». Il nous semblait, au sein du Gouvernement, que nous avions ainsi un travail en cohérence et en complémentarité entre les différents outils mis en place par les uns et les autres.

Les prochains appels à projets – maillage bleu et vert et végétalisation de l'espace public à l'échelle d'un quartier – seront précisés et présentés à l'approbation du Gouvernement wallon d'ici la fin de l'année. À ce stade, il n'est pas prévu de restrictions quant aux communes bénéficiaires de ces appels à projets. Les ambitions et les critères de sélection seront établis en conséquence afin de ne pas pénaliser les communes moins peuplées ou moins denses, qui sont, comme vous le soulignez, tout aussi désireuses de s'adapter aux objectifs

climatiques ambitieux et néanmoins indispensables. Je rappelle que d'autres dispositifs spécifiques aux communes plus rurales, comme les PCDR, peuvent également être activés.

Mon intention est donc bien de faire profiter l'ensemble des communes wallonnes de ces appels à projets afin de mettre plus de vert et de bleu sur notre territoire. Je ne doute pas que vous souteniez cet objectif.

M. le Président. – La parole est à M. Cornillie.

M. Cornillie (MR). – Je vous remercie, Madame la Ministre.

Je signe tout de suite et à deux mains pour plus de vert et de bleu sur le territoire.

M. le Président. – Un peu de rouge quand même.

M. Cornillie (MR). – Le constat est le bon et les réponses apportées vont dans le bon sens, mais il était légitime de relayer les craintes de ces nombreuses communes de 11 000 à 13 000 habitants, qui ne sont pas rurales et qui ne sont pas grandes par définition. Pourtant, elles ont les mêmes ambitions que les autres et les mêmes intérêts à s'inscrire dans la démarche globale qui est la nôtre.

J'entends que les appels à projets prochains seront soumis et que, à ce stade, ils n'ont pas de restriction de taille et de population. J'espère que cette ligne de conduite sera bel et bien maintenue, car on ne peut pas partir du principe qu'elles n'auraient pas pu répondre aux critères puisqu'on les définit soi-même.

J'ose espérer – vous l'avez dit, et je vous en remercie – que ces questions ne se poseront pas demain parce qu'elles aussi ont de beaux projets en la matière qui méritent d'être soutenus.

**QUESTION ORALE DE M. CORNILLIE À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'USAGE MIXTE DES ESPACES
NATURELS ENTRE USAGERS »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Cornillie à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'usage mixte des espaces naturels entre usagers ».

La parole est à M. Cornillie pour poser sa question.

M. Cornillie (MR). – Madame la Ministre, il s'agit d'une question bilan sur un sujet et un dossier que vous portez notamment avec votre collègue en charge du

Tourisme étant donné que les thématiques sont étroitement imbriquées.

Fin de la dernière session parlementaire, vous aviez assuré que le processus de table ronde avec les usagers de ces espaces naturels, les ayants droit et les propriétaires se poursuivait avec votre administration et le Commissariat général au tourisme, et que de nouvelles réunions devaient avoir lieu prochainement sur la mixité d'usage entre les piétons et les cyclistes, notamment.

Ces travaux nouveaux ont-ils pu avoir lieu ? Concrètement, cette réunion s'est-elle tenue ? Qu'en est-il ressorti ? A-t-on pu, en conséquence, avancer sur les pistes d'actions qui sont sur la table et que vous avez déjà évoquées, comme, notamment, les balisages, nouveaux tracés, en ce compris l'innovation en matière de balisage ? Quelles sont ces solutions qui ont pu être mises en œuvre ? A-t-on, l'été dernier, dû constater de nouveaux problèmes de cohabitation, de coexistence dans le cadre de l'usage des espaces naturels, même si, je le sais, cet été a été marqué par des problèmes autrement importants ?

Je vous remercie.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Monsieur le Député, dans le cadre du processus de concertation entre les différents usagers de la forêt – propriétaires et ayant droit –, une nouvelle table ronde s'est, en effet, tenue le 25 mai dernier.

La réunion a, entre d'autres sujets, abordé cette question de la mixité des usagers sur les différentes voies de circulation.

De manière générale, la mixité est déjà d'application dans un bon nombre de situations et les problèmes à déplorer restent généralement rares. Pour preuve, cet été, aucune interpellation ne nous est parvenue à ce sujet et le DNF a enregistré une forte baisse des infractions, ce qui est évidemment très positif.

S'il faut admettre une moindre concentration d'usagers dans les forêts cet été, en comparaison avec la situation de l'année dernière, nous espérons pouvoir y voir aussi le fruit du travail accompli par les différentes parties prenantes, que ce soit par les actions entreprises par nos administrations suite aux discussions au sein de la table ronde ou par les initiatives individuelles des partenaires.

Depuis le début de ces concertations, j'ai souvent eu l'occasion d'énoncer devant vous les différentes actions entreprises par ma collègue, Mme la Ministre De Bue, et moi-même. Je citerai pour rappel, les différentes campagnes de sensibilisation auprès des acteurs et

usagers dont la charte « Apaisons la forêt » et les différentes subventions pour des projets innovants en matière de cohabitation des usagers en forêt.

Avant l'été, j'ai veillé à la diffusion d'une instruction au sein du DNF insistant sur la fonction sociorécréative de la forêt et précisant à nouveau le cadre d'application des différentes règles en matière de circulation en forêt.

Néanmoins, les périodes de confinement et de déconfinement ont mis en évidence que, dans certaines situations, les conflits pouvaient être importants. De manière générale, la thématique de l'accès aux espaces naturels est une préoccupation actuelle des différents usagers. C'est pourquoi nous devons continuer notre travail pour améliorer les infrastructures et les conditions de fréquentation des espaces naturels.

À ce stade, aucune conclusion n'a été tirée sur la question de la mixité. Les avantages et inconvénients des différentes options ont néanmoins été exposés et discutés. Les travaux de la table ronde devraient reprendre, comme convenu, avec les parties prenantes, dans les prochaines semaines.

Je précise, en guise de boutade, que mixité ici n'a rien à voir avec des réunions non mixtes choisies d'un quelconque parti.

M. le Président. – La parole est à M. Cornillie.

M. Cornillie (MR). – Je note que la mixité est, en effet, déjà fréquente sur le terrain partout et que cela ne cause pas de problème. S'il y en a, ils sont très rares.

Je retiens que les travaux de ladite plateforme se poursuivent. Même si les conclusions ne sont pas encore tirées, les signaux sont positifs par rapport aux actions déjà entreprises et que le travail se poursuivra. On y reviendra plus tard en donnant du temps au temps, l'été ayant été autrement perturbé.

**QUESTION ORALE DE M. WITSEL À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « L'IMPACT DES INONDATIONS
SUR LES FORÊTS WALLONNES ET LE SUIVI
DU PROJET « FORÊT RÉSILIENTE » »**

**QUESTION ORALE DE MME KELLETER À
MME TELLIER, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE, DE LA
FORÊT, DE LA RURALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE
ANIMAL, SUR « LE MANQUE DE MAIN-
D'ŒUVRE AU SEIN DU DÉPARTEMENT DE LA
NATURE ET DES FORÊTS (DNF) »**

M. le Président. – L'ordre du jour appelle les questions orales à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal de :

- M. Witsel, sur « l'impact des inondations sur les forêts wallonnes et le suivi du projet « Forêt résiliente » » ;
- Mme Kelleter, sur « le manque de main-d'œuvre au sein du Département de la nature et des forêts (DNF) ».

La parole est à M. Witsel pour poser sa question.

M. Witsel (PS). – Madame la Ministre, comme vous le savez déjà, la question de la forêt, de ses usages et de sa protection est une thématique qui me tient à cœur. Pour ma première intervention en tant que membre effectif au sein de cette commission, je souhaiterais intervenir, de manière générale, sur l'état de santé de ce patrimoine naturel que nous aimons toutes et tous et que nous nous devons de préserver.

Il en va de la préservation de notre patrimoine naturel, de la conservation du milieu de vie de nombreuses espèces, de milieu de vie et de loisirs pour les citoyens, d'une ressource naturelle et, d'une manière plus stratégique, d'une véritable alliée contre le réchauffement climatique.

Or, ces dernières années, les éléments météorologiques extrêmes, comme la sécheresse, les inondations, les scolytes et autres surexploitations ont considérablement menacé la survie même de nos forêts.

Pourtant, la préservation de ce patrimoine naturel est essentielle. Outre ses enjeux économiques, la forêt est un lieu de conservation du milieu de vie de nombreuses espèces et un lieu de ressourcement pour de nombreux citoyens.

Pour répondre aux menaces précitées qui pèsent sur nos forêts, vous avez mis en place le projet « Forêt résiliente », qui a pour objectif d'encourager les propriétaires forestiers à réfléchir différemment leur gestion pour régénérer leurs forêts et les orienter vers une forêt plus résiliente aux changements climatiques.

Cette initiative encore récente – surtout au regard du cycle de vie de nos forêts – va incontestablement dans le bon sens.

Ma question sera double, abordant tout d'abord l'état des forêts après les terribles inondations pour ensuite faire un premier état des lieux de l'appel à projets « Forêt résiliente ».

Il semble que les inondations de juillet aient endommagé des parcelles de forêt, en entraînant notamment des glissements de terrain. Avez-vous procédé à un état des lieux détaillé de la situation de nos forêts suite aux inondations ? Des mesures spécifiques sont-elles envisageables et envisagées pour tenter de réparer les dégâts occasionnés ?

Concernant le projet-pilote « Forêt résiliente », beaucoup de propriétaires ont-ils répondu favorablement à l'appel à projets ? À l'image de la Flandre, qui dispose de moins de forêts que la Wallonie, des primes aux propriétaires pour la création de forêts avec des essences indigènes ou encore des aides pour l'achat de terrain à reboiser sont-elles envisageables ?

Je vous remercie pour vos éléments de réponse.

M. le Président. – La parole est à Mme Kelleter pour poser sa question.

Mme Kelleter (Ecolo). – Madame la Ministre, le DNF est en manque d'effectifs, avec une accentuation de la problématique dans les zones forestières de l'Ardenne et de l'Eifel. Ce problème date déjà d'avant cette législature. Vous avez cherché à pallier ce problème depuis votre entrée en fonction, ce pour quoi je vous remercie.

Malheureusement, le manque de main-d'œuvre qualifiée se remarque aussi dans ce domaine et il n'a pas été possible de pourvoir tous les postes vacants. Dans l'arrondissement de Verviers, par exemple, vient s'ajouter la difficulté de trouver des agents qui parlent allemand.

Ceci est d'actualité autant pour les agents forestiers que pour les travailleurs forestiers. Le DNF vous a d'ailleurs remis un cahier revendicatif qui évoque notamment le manque d'effectifs au sein du département.

Qu'avez-vous entrepris afin de rencontrer les besoins du DNF en termes d'effectifs, sachant que le sujet des engagements au DNF relève en partie de la compétence de votre collègue ministre de la Fonction publique ?

Afin de pallier l'absence de réserves statutaires, des engagements contractuels ont été réalisés. Il importe néanmoins de créer de nouvelles réserves de recrutement. Qu'avez-vous fait pour avancer en ce sens ?

Les inondations qui ont touché la Wallonie en juillet 2021, dont on a discuté toute la journée, ont également causé des dégâts conséquents dans les forêts.

Les cantonnements les plus touchés peuvent-ils s'attendre à une augmentation temporaire de leurs effectifs pour aider les travaux de déblaiement ?

Quelles autres mesures avez-vous prises afin d'aider la remise en état de nos forêts après les inondations ?

D'avance, un grand merci pour vos réponses.

M. le Président. – La parole est à Mme la Ministre Tellier.

Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal. – Madame la Députée, Monsieur le Député, je répondrai en trois temps à vos questions.

Tout d'abord, dès mon entrée en fonction en tant que ministre de la Nature et de la Forêt, la problématique du manque d'effectifs au sein du DNF a fait l'objet d'une attention particulière par mon cabinet. Je me souviens encore d'une manifestation ici au tout début de la législature.

J'ai déjà eu l'occasion de rencontrer à de nombreuses reprises les organisations syndicales représentatives à ce sujet.

Le 29 juin dernier, nous avons fait le point ensemble sur les actions devant encore être menées par rapport aux revendications exprimées, sachant que certaines d'entre elles ont déjà obtenu réponse.

À l'issue de cette rencontre, d'une part, j'ai personnellement adressé une note à la directrice générale du SPW ARNE et à l'inspecteur général du DNF, listant une série d'actions concrètes à mettre en place rapidement pour permettre aux agents du DNF de travailler dans de meilleures conditions. Il s'agit à la fois d'accroître la qualité des outils de travail mis à leur disposition, mais également de travailler à solutionner le manque d'attractivité de certaines fonctions du DNF. En ce qui concerne le DNF, il y a lieu de souligner qu'il ne s'agirait pas de prévoir des emplois supplémentaires, mais bien de permettre au cadre d'être pleinement opérationnel et complet.

D'autre part, j'ai formulé par écrit auprès de mes collègues du Gouvernement, la ministre Valérie De Bue, en charge de la Fonction publique et le ministre Jean-Luc Crucke, ministre du Budget et en charge de la gestion mobilière, des requêtes précises relevant de leurs compétences respectives, notamment en matière d'équipements et de véhicules de service.

En ce qui concerne la compétence en matière de Fonction publique, il a été rappelé que la méthodologie commune en matière de gestion des ressources

humaines, les échelles barémiques, les fiches de fonction et le système des réserves de recrutement actuellement d'application au SPW ont créé, au fur et à mesure des années, une diminution de facto des effectifs au DNF, en particulier pour certaines fonctions.

Mes collaborateurs assurent le suivi de ces requêtes et ce 31 août, une nouvelle réunion s'est tenue entre les trois organisations syndicales et les chefs de cabinet et conseillers des trois cabinets concernés pour faire le point sur l'avancement des actions en cours. À cette occasion, les représentants de la ministre Valérie De Bue et du ministre Jean-Luc CRUCKE ont pu confirmer que les travaux relatifs aux différents chantiers transversaux en matière de Fonction publique et en matière mobilière intégreront rapidement les requêtes exprimées. Cela a également été l'occasion pour tous d'entendre à nouveau les témoignages de certains agents de terrain, totalement dédiés à leurs missions et devant les effectuer dans des conditions que le Gouvernement se doit d'améliorer. Je soutiens donc pleinement les agents du DNF à cet égard.

En ce qui concerne l'impact des inondations spécifiquement sur nos forêts, et à ce stade de l'analyse, mon administration m'informe que celui-ci est, fort heureusement, relativement réduit et que les peuplements forestiers ont globalement bien résisté. Deux glissements de terrain conséquents ont néanmoins été répertoriés, un dans la forêt de l'Hertogenwald occidental – en amont d'Eupen – et l'autre au niveau de l'arboretum de Rendeux. Ces glissements de terrain sont consécutifs à l'érosion des berges – respectivement de la Helle et de l'Ourthe – engendrant l'effondrement des talus boisés.

Bien sûr, et ce depuis le début de cette crise, l'ensemble des gestionnaires des cours d'eau non navigables se concentrent sur l'enlèvement des embâcles majeurs obstruant les ponts ainsi que les amas de déchets, notamment forestiers, accumulés en différents endroits dans les cours d'eau et au niveau des ponts. Des mesures prioritaires sont passées de façon à pouvoir curer, nettoyer et sécuriser nos berges et cours d'eau dans les plus brefs délais. En parallèle, je souhaite que nous intégrions l'environnement forestier des bassins versants concernés afin d'identifier les mesures à y mettre en œuvre pour réduire les risques d'inondation.

Concernant le projet pilote « Forêt résiliente », je peux déjà vous informer que 254 propriétaires forestiers privés ont introduit une demande de prime valable, soit 366 parcelles forestières réparties sur 129 communes, pour un montant total accordé de 1 418 665 euros.

Du côté de la forêt publique, 103 propriétaires publics ont également validé leur dossier de prime forêt résiliente pour un montant de 1 486 500 euros.

Pour rappel, nous prévoyions, initialement, deux enveloppes de 1 500 000 euros, donc on est tout à fait dans les clous par rapport à ce que nous envisagions.

Malgré les délais courts, ces primes ont donc rencontré un vif succès, je m'en réjouis, tant de la part des propriétaires publics que privés. Après la phase pilote de cette année, l'Office économique wallon du bois et mon administration vont effectuer un travail d'analyse plus fin qui débouchera sur des propositions d'améliorations pour la campagne suivante. Les premiers éléments d'analyse pour les forêts privées montrent en tout cas une réelle diversification des essences dans les projets de régénération retenus, ce qui est de bon augure pour le futur de nos forêts et je m'en réjouis vraiment complètement.

M. le Président. – La parole est à M. Witsel.

M. Witsel (PS). – Merci, Madame la Ministre pour ces informations. Effectivement je pense qu'il est important de pouvoir mettre des actions en place pour pouvoir privilégier nos forêts qui remplissent de nombreuses fonctions tant au niveau économique qu'au niveau social et environnemental.

Je suis assez satisfait de la réponse que vous venez de m'apporter.

M. le Président. – La parole est à Mme Kelleter.

Mme Kelleter (Ecolo). – Je me joins aux remerciements de M. Witsel et j'espère que les requêtes ne vont pas seulement intégrer les différents chantiers que vous avez cités, mais que les requêtes seront aussi entendues et mises en œuvre par vos collègues ministres parce que, vraiment, je reçois beaucoup d'interpellations de la part d'agents du DNF et c'est urgent.

Je crois que nos forêts méritent qu'on prenne soin d'elles de la meilleure manière possible.

ORGANISATION DES TRAVAUX

(Suite)

Interpellations et questions orales transformées en questions écrites

M. le Président. – Les questions orales de :

- Mme Lekane, sur « la dépollution des hydrocarbures et leurs effets sur la santé » ;
- M. Bellot, sur « les projets de parcs nationaux en Wallonie » à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sont transformées en questions écrites.

Interpellations et questions orales retirées

M. le Président. – Les questions orales de :

- M. Bellot, sur « la hausse des quantités de déchets ménagers liée à la crise sanitaire » ;
- M. Desquesnes, sur « le suivi des expertises dans le cadre du dossier de la Boucle du Hainaut » ;
- M. Desquesnes, sur « le suivi des mesures relatives aux broyeurs à métaux en Wallonie » ;
- Mme de Coster-Bauchau, sur « les obligations du Département de la nature et des forêts (DNF) relatives à la remise en état de parcelles boisées

appartenant aux communes » à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sont retirées.

Ceci clôt nos travaux de ce jour.

La séance est levée.

- La séance est levée à 15 heures 49 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

M. André Antoine, cdH
M. Christophe Bastin, cdH
M. Olivier Bierin, Ecolo
Mme Caroline Cassart-Mailleux, MR
M. Christophe Clersy, Ecolo
M. Hervé Cornillie, MR
M. François Desquesnes, cdH
M. Jori Dupont, PTB
M. Eddy Fontaine, PS
M. André Frédéric, PS
Mme Jacqueline Galant, MR
Mme Anne-Catherine Goffinet, cdH
M. Maxime Hardy, PS
Mme Anne Kelleter, Ecolo
M. Mauro Lenzini, PS
M. Jean-Pierre Lepine, Président
M. Olivier Maroy, MR
M. Julien Matagne, cdH
Mme Diana Nikolic, MR
Mme Sophie Pécriaux, PS
Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
M. Nicolas Tzanetatos, MR
Mme Mathilde Vandorpe, cdH
M. Thierry Witsel, PS

ABRÉVIATIONS COURANTES

AIDE	Association intercommunale pour le démergement et l'épuration des communes de la Province de Liège
APD	Autorité de protection des données
ARNE	Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (SPW)
ASBL	association sans but lucratif
BBC	British Broadcasting Corporation (radio-télévision britannique)
BCAE	bonnes conditions agricoles et environnementales
BEP	Bureau économique de la Province de Namur
CET	centre d'enfouissement technique
CILE	Compagnie intercommunale liégeoise des eaux
Comeos	Fédération belge du commerce et des services
COPIDEC	Conférence permanente des intercommunales wallonnes de gestion des déchets
CORDER	Coordination recherche et développement rural (ASBL)
covid	coronavirus disease (maladie à coronavirus)
DCENN	Direction des cours d'eau non navigables
DNF	Département de la nature et des forêts
DPC	Département de la police et des contrôles
DPR	Déclaration de politique régionale
Elia	gestionnaire de réseau de transport d'électricité
FIEB	Fédération des industries des eaux et boissons rafraîchissantes
FUGEA	Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs
HAP	hydrocarbure aromatique polycyclique
Hygea	intercommunale de gestion environnementale de 24 communes réparties sur le territoire de la région de Mons-Borinage-Centre.
Idelux	Association Intercommunale pour le développement économique durable de la Province de Luxembourg
INASEP	Intercommunale namuroise de services publics
InBW	Intercommunale du Brabant wallon (anciennement IBW)
Infrabel	société anonyme de droit public en charge de l'infrastructure ferroviaire
INTRADEL	Intercommunale de traitement des déchets de la région liégeoise
Ipalle	Intercommunale de propreté publique de Wallonie picarde
ISSeP	Institut scientifique de service public (Région wallonne)
JT	Journal télévisé
PAC	Politique agricole commune
PCB	polychlorobiphényle
PCDR	programme(s) communal(-aux) de développement rural
PGDA	Programme de gestion durable de l'azote en agriculture
PPP	principe pollueur-payeur
PV	procès-verbal
PWDR	Programme wallon de développement rural
REVOLHT	Réunir les entités et villages opposés à la ligne haute tension (ASBL)
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RTBF	Radio-télévision belge de la Communauté française
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SPAQuE	Société publique d'aide à la qualité de l'environnement
SPGE	Société publique de gestion de l'eau (SA)
SPW	service(s) public(s) de Wallonie
Statbel	Office belge de statistique
SWDE	Société wallonne des eaux
Tibi	Intercommunale de gestion intégrée des déchets dans la région de Charleroi

TRISTRAM Transition strategy on vegetation management (Stratégie de transition sur la gestion de la végétation)
ULB Université libre de Bruxelles
URP Unité de la répression des pollutions
USI unité de soins intensifs